

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'INDIGÉNAT EN ALGÉRIE

CONSIDÉRATIONS SUR LE RÉGIME ACTUEL

CRITIQUE

PROJETS DE RÉFORMES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Économique et Politique)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Mardi 27 Janvier 1914, à 1 h. 1/2 de l'après-midi

PAR

FRANÇOIS MARNEUR

DOCTEUR EN DROIT

AURÉAT DE L'ÉCOLE DE DROIT D'ALGER ET DE LA FACULTÉ DE DROIT
DE PARIS

AVOCAT A LA COUR D'APPEL D'ALGER

Président : M. MASSIGLI, professeur.

Suffragants : M. WEISS, professeur.
M. LESEUR, professeur

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

Léon TENIN, Directeur

1914

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'INDIGÉNAT EN ALGÉRIE

CONSIDÉRATIONS SUR LE RÉGIME ACTUEL

CRITIQUE

PROJETS DE RÉFORMES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Économique et Politique)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Mardi 27 Janvier 1914, à 1 h. 1/2 de l'après-midi

PAR

FRANÇOIS MARNEUR

DOCTEUR EN DROIT

LAURÉAT DE L'ÉCOLE DE DROIT D'ALGER ET DE LA FACULTÉ DE DROIT
DE PARIS

AVOCAT A LA COUR D'APPEL D'ALGER



Président : M. MASSIGLI, professeur.

Suffragants $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. WEISS, professeur.} \\ \text{M. LESEUR, professeur} \end{array} \right.$

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DE

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

Léon TENIN, Directeur

1914

A. M. CHARLES MASSIGLI

Professeur à la Faculté de Droit de Paris

A mes Parents et à mes Amis



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551612_0056

L'INDIGÉNAT EN ALGÉRIE

CONSIDÉRATIONS SUR LE RÉGIME ACTUEL CRITIQUE PROJETS DE RÉFORMES

AVANT-PROPOS

Il est permis d'hésiter avant d'écrire quoique ce soit, livre ou article ayant trait à la question de l'Indigénat, car le risque est grand que l'on se fasse trailler d'ignorant des choses algériennes, pour peu que l'on soit partisan de réformes à apporter au Régime actuel, c'est-à-dire aux pouvoirs disciplinaires de l'administration. L'épithète de juriste, qui ne saurait à nos yeux constituer une injure, mais qui dans l'esprit des contradicteurs en prend un peu la tournure vous est assez généralement octroyée, accompagnée fort généralement de celle d'utopiste, de rêveur et il semblerait qu'aucune opinion modérée, aucune théorie non de parti pris arabophile ou arabophobe, mais arabojuste, ne puisse trouver place, tellement vives sont les critiques en la matière.

On paraît être pour ou contre d'avance, pour des raisons multiples, des raisons inavouées ou ignorées même de leurs auteurs et l'on peut affirmer sans se beaucoup risquer que la question de l'Indigénat en Algérie présente à un degré excessif, le caractère commun hélas à bien d'autres, qu'on en traite sans la connaître et avec parti pris.

Nous pensons cependant que l'on peut être partisan de réformes, avoir des sentiments favorables à l'indigène sans pour cela tomber dans l'excès et agréer forcément tout ce qui sera mis en avant en faveur de l'indigène, comme si être pour les indigènes « était accepter aveuglément, sans contrôle tout ce qui est proposé ou suggéré » (1). Il nous paraît aussi que l'évolution des opinions en la matière est chose licite étant donné la liberté que l'on doit conserver de modifier sa manière de voir lorsque l'on estime que cette manière de voir n'était pas absolument exacte, et lorsqu'on juge d'autre part, qu'étant donné l'évolution du milieu indigène, des mesures qui autrefois s'expliquaient, se justifiaient ou s'imposaient n'ont plus la même utilité et doivent disparaître (2).

Nous serons, si nous avons l'honneur d'être pris en

(1) Rouanet, Les Revendications musulmanes, *Dépêche algérienne* du 16 janvier 1912.

(2) Cf. Rouanet, Les Revendications musulmanes, *Dépêche algérienne* du 17 janvier 1912 et Séance de la Chambre des députés du 20 juin 1912, *J. O. D. P.* 1912, 1589 à propos du changement d'opinion de M. le Professeur Larcher.

considération, classé dans la catégorie « arabophile » ; une épithète a fort peu d'importance et si tel est le sort qui nous est réservé, nous nous en consolerons facilement, puisque s'il y a là injure c'est selon l'expression d'un auteur partisan de la théorie de la Domination « une injure fort élogieuse » à laquelle il n'est guère de Gouverneur, d'après le même auteur, qui ait échappé (1) et d'ailleurs chacun se donne pour le véritable ami de l'Arabe : le véritable « arabophile bien entendu » est toujours celui qui parle et l'on se proclame « plus arabophile que M. Albin Rozet », ce qui équivaut à plus royaliste que le Roi dans bien des esprits, mais ce qui est cependant textuellement affirmé (2).

Sans plus s'arrêter à cette question d'épithète, nous prétendons avoir voulu exposer avec impartialité le sujet que nous avons choisi. Il nous arrivera de relever des abus, mais nous ne voulons pas attaquer l'honorabilité des administrateurs d'une façon générale ; de même que nous reconnaissons volontiers que bien des colons sont beaucoup plus humains qu'on ne le pense parfois. Nous ne croyons pas du tout qu'intervenir en faveur de l'indigène nécessite inévitablement une campagne contre le colon algérien (3).

(1) Cécile, *Essai sur la Politique à suivre à l'égard des indigènes musulmans*, p. 147.

(2) Paysant, Conférence faite à la Société d'agriculture de Constantine, Alger, Jourdan, 1905, p. 6.

(3) M. Michel, qui est arabophile, rend hommage aux colons. Cf. *La Réforme de l'administration des indigènes en Algérie*, extrait de *L'Action Nationale*, Paris 1913, p. 54. De même voir une réflexion

Nous estimons que le régime actuel doit être transformé; nous n'en souhaitons pas la ruine complète et nous ne nous posons pas en champion de toutes les revendications — combien nombreuses ! — faites par les indigènes ou en leur nom et dont certaines lendent à leur faire octroyer les droits du citoyen en conservant leur statut personnel sont manifestement exagérées (1).

Nous n'avons d'ailleurs point traité d'une façon générale la situation de l'indigène — nous nous sommes borné au régime pénal. Dans ce régime pénal nous avons cru devoir ne considérer que l'indigénat dans un sens strict: Contraventions spéciales à l'indigénat. Nous avons établi rapidement le mode de répression de ces infractions en territoire civil dans les communes mixtes et dans les communes de plein exercice. Comme les administrateurs joignent à leurs pouvoirs répressifs en ce qui concerne l'indigénat, la qualité de juge en matière de contraventions de simple police, nous avons également exposé la répression des contraventions de simple police en communes mixtes.

A cette élude de l'indigénat au sens strict, nous avons ajouté celle des pouvoirs du Gouverneur général en ce qui concerne les peines spéciales que peut édicter ce

de M. Larcher, R. A. 1913, 1, p. 226 : « Les articles du *Temps*, dont j'approuve volontiers la tendance sans en accepter l'esprit... »

(1) Cf. Rapport Delangle au Sénat au sujet du *Senatus Consulte* de 1865. Estoublon et Lefébure, pp. 304 et s. « Il ne peut, sur le sol de la patrie, exister des citoyens ayant des droits contradictoires ».

haut fonctionnaire : internement, séquestre, amende collective.

Nous l'avons fait pour deux raisons, la première est que cela se joint à l'indigénat proprement dit par la logique même, et la seconde parce qu'un des projets tendant à réformer le régime de l'indigénat supprime l'internement.

Notre étude comporte des parties d'un développement fort inégal. Nous allons au-devant des critiques, en faisant remarquer que nous n'avons point voulu faire un traité de l'indigénat, mais simplement exposer, en quelques pages le régime actuel, les critiques qui lui ont été adressées, les modifications qui ont été proposées.

Notre historique est de peu d'étendue. Ne valait-il pas mieux qu'il en fut ainsi et nous en référer sur la manière à l'ouvrage fort instructif de Rinn. De même nous sommes très bref en parlant du juge de paix, juge des contraventions à l'indigénat, il nous a paru suffisant de noter les différences qui existent entre les communes mixtes et celles de plein exercice sans refaire deux fois le même exposé. De même lorsque nous étudions le séquestre, nous n'avons pas pour but d'examiner le régime des biens séquestrés, mais d'indiquer simplement en quoi consiste cette peine.

C'est pour ces raisons que nous avons intitulé notre ouvrage : L'indigénat en Algérie. — Considérations sur le régime actuel. — Critique. — Projets de réforme, et non : Traité de l'indigénat.

BIBLIOGRAPHIE

- AJAM (Maurice) *Problèmes algériens*, Paris, 1913.
- APCHIÉ *Condition juridique des indigènes en Algérie*. Thèse, Paris, 1898.
- AUMONT-THIEVILLE (J.). *Du régime de l'indigénat en Algérie*. Thèse, Paris, 1906.
- AYNARD (Raymond). *L'Œuvre française en Algérie*. Paris, 1912.
- BEUSCHER Différents articles dans *La Dépêche Algérienne*. Alger.
- CÉCILE (F.) *Essai sur la politique à suivre à l'égard des indigènes musulmans de l'Algérie*. Alger, 1913.
- CHAUVIN Différents articles dans *L'Echo d'Alger*.
- CHARPENTIER *Précis de législation algérienne et tunisienne*. Alger, 1899.
- COLIN (M.) La Prorogation des pouvoirs disciplinaires des administrateurs de communes mixtes en Algérie. *Revue politique et parlementaire*, t. XII, p. 897.
- Congrès Colonial National de Paris, 1889. *Recueil des délibérations*, 3 volumes, Paris, 1890.
- Congrès International de Sociologie coloniale de Paris, 1900. *Rapports et procès-verbaux*, 2 volumes, Paris, 1901.
- ESTOUBLON et LÉFÉBURE. *Code de l'Algérie annoté*. Alger, 1895, et les suppléments.

- FLANDIN (Étienne).. La Sécurité en Algérie (*Revue politique et parlementaire*, 1894).
- FONTIN-CLAUZEL ... Un côté de la question algérienne : Les indigènes musulmans (*Nouvelle Revue*, 15 janvier 1890).
- GASTU *Le Peuple algérien*. Alger, 1884.
- GIRAULT (A.) *Principes de colonisation et de législation coloniale* (3^e édition). Paris, 1907.
- HUGOLIN *Le Bandilisme en Algérie*, Mostaganem, 1896.
- LARCHER (E.) *Traité élémentaire de législation algérienne*, 2^e édition, Paris, Alger, 1911.
- *Trois années d'études algériennes*, Paris, 1902.
- Différents articles dans *La Revue Algérienne* et *La Revue Pénitenciaire*.
- LARCHER et OLIER .. *Les Institutions pénitenciaires de l'Algérie*, Paris, 1899.
- LAPAINE *Les communes mixtes et le gouvernement des indigènes en Algérie*, 1897.
- LEROY-BEAULIEU (Paul) *L'Algérie et la Tunisie*, Paris, 1897.
- MARNEUR (A.) La Proposition A. Rozet et l'Indigénat. *Bulletin de la Réunion d'études algériennes*, année 1909.
- MARNEUR (F.) La Proposition A. Rozet et l'Indigénat en Algérie. *Bulletin de la Réunion d'Etudes algériennes*, 1911.
- MASSONIÉ (Gilbert) . L'Internement des indigènes en Algérie. *Bulletin de la Ligue des Droits de l'homme*, 15 mars 1909.
- MENERVILLE (P. DE) *Dictionnaire de la Législation algérienne*, Paris, 1867-1872.

- MICHEL La Réforme de l'administration des indigènes en Algérie. (*Action Nationale*, Paris, 1913.)
- PAOLI La Sécurité en Algérie. (*France judiciaire*, 1894.)
- PAYSANT *Le Projet Albin Rozel* (Conférence faite à la Société d'agriculture de Constantine), Alger, 1909.
- PENSA (H.) Le Code spécial de l'Indigénat en Algérie. *Annales de l'Ecole libre des sciences politiques*, 15 janvier 1890.
- DE PEYRE *L'Administration des communes mixtes*, Alger, 1884.
- PIQUET (V.) *La Colonisation française dans l'Afrique du Nord*, Paris, 1912.
- PREVOST-LEYGONIE . Les Pouvoirs disciplinaires des administrateurs de communes mixtes. *Revue Algérienne*, 1890.
- RINN Le Régime pénal de l'Indigénat en Algérie. *Revue Algérienne*, 1885, 1889, 1890.
- ROUANET Différents articles dans *La Dépêche Algérienne*.
- RUYSSEN *Le Code de l'Indigénat en Algérie*. Rapport au Congrès de l'Afrique du Nord, Paris, 1908. Alger, 1908.
- SABATIER *La question de la Sécurité*, Alger, 1882.
- SAUTAYNE *Législation de l'Algérie*, Alger.
- Situation générale de l'Algérie* (Rapport annuel).
- TILLOY *Répertoire alphabétique de jurisprudence de doctrine et de législation algérienne et tunisienne*, Alger.

- TRENGA *L'Ama arabo-berbère*, Alger, 1913.
- VAYSSE Les Pouvoirs disciplinaires des administrateurs en Algérie et le Code de l'Indigénat. *Bulletin de la Réunion d'Études algériennes*, 1911.
- VERNIER DE BYANS . *Condition juridique des indigènes dans les possessions coloniales*, Paris, 1906.
- WAHL (M.) : *L'Algérie*, Paris, 1897.
- Bulletin de la Réunion d'Études algériennes* (*Bull. Etudes algériennes*).
- Jurisprudence algérienne*, publiée par Robert Estoublon (1830-1876), Alger.
- Revue algérienne, tunisienne et marocaine de législation et de jurisprudence*, publiée par l'École de Droit d'Alger depuis 1885 (R-A).
- Journal de la jurisprudence de la Cour d'Alger*, publié par E. Robe, à partir de 1857.
-

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

- 1^o Loi du 28 juin 1881. Projet déposé à la Chambre des députés du 8 mars 1880, *J. O. Doc. Parl. Ch. des Dép.*, Sess. ord. de 1880, n^o 2468, p. 4353: — Rapport de M. Gastu, déposé le 5 février 1881, *J. O. Doc. Parl. Ch. des dép.*, sess. ord. de 1881, n^o 3306. — Adoption sans discussion le 9 avril 1881, *J. O. Déb. Parl. Ch. des dép.*, p. 813. — Au Sénat, rapport de M. Casimir Fournier, déposé le 14 juin 1881, *J. O.*, Doc. Parl. Sénat, sess. ord. de 1881, n^o 323, p. 69 et Est. et Lefébure, p. 550. — Discussion et adoption le 17 juin 1881, *J. O. Déb. Parl. Sénat*, sess. ord. de 1881, p. 884.
- 2^o Loi du 27 juin 1888. Projet déposé à la Chambre des députés le 9 février 1888, *J. O. Doc. parl. Ch. des dép.*, sess. ord. de 1888, n^o 2393, p. 209 et Est. et Leféb., p. 836. — Rapport de M. Bourlier, déposé le 24 mai 1888, *J. O. ibid.*, n^o 2712, p. 685. — Discussion et adoption le 29 mai 1888, *J. O. Déb. parl.* 1888, p. 1565, et Est. et Lef., p. 838. — Au Sénat, rapport de M. Jacques, déposé le 19 juin 1888, *J. O. Doc. parl. Sénat*, sess. ord. de 1888, n^o 394, p. 356. — Discussion très vive et finalement adoption avec amendements les 22 et 25 juin 1888, *J. O. Déb. parl. Sénat* 1888, p. 991 et s. — Retour à la Chambre et adoption le 26 juin 1888, *J. O. Déb. parl. Ch.* 1888, p. 1901.
- 3^o Loi du 25 juin 1890. Projet déposé à la Chambre des députés le 18 janvier 1890, *J. O. Doc. parl. Ch. des dép.*, sess. ord. de 1890, n^o 266, p. 112. — Rapport de M.

Bourlier, déposé le 20 mars 1890, *J. O. ibid.* n° 468, p. 512. — Adoption en première délibération le 29 mars 1890, *J. O.*, Déb. parl. 1890, p. 700. — Discussion et adoption en première délibération le 12 mai 1890 *J. O.*, *ibid.*, p. 765. — Au Sénat, rapport de M. Trarieux, déposé le 3 juin 1890, *J. O. Doc. parl. Sénat*, sess. ord. de 1890, n° 75, p. 117 et Est. et Leféb., p. 892. — Rapport supplémentaire du même, déposé le 10 juin 1890, *J. O. ibid.* n° 84, p. 137. — Discussion et adoption avec amendements les 12-13 et 16 juin 1890, *J. O. Déb. parl.*, Sénat 1890, pp. 570-589-605. — Retour à la Chambre, deuxième rapport de M. Bourlier et adoption sans discussion le 24 juin 1890, *J. O. Déb. parl.*, Ch. 1890, p. 1182.

4° Loi du 14 juin 1897, dépôt et adoption du projet à la Chambre le 10 juin 1897, *J. O. Doc. parl.*, Ch. 1897, p. 1449. — Au Sénat, dépôt du projet, rapport et adoption le 11 juin 1897, *J. O. Déb. parl.*, Sénat 1897, p. 972 et 975.

5° Loi du 21 décembre 1897, Projet déposé à la Chambre le 18 mai 1897, *J. O. Doc. parl. Ch. sess. ord. de 1897*, n° 2431, p. 1265. — Rapport de M. Et. Flandin, déposé le 3 juin 1897, *J. O. ibid.*, n° 2487, p. 1354, et Est. et Leféb., suppl. 1896-97, p. 123. — Adoption sans discussion, 3 décembre 1897, *J. O. Déb. Ch.* 1897, p. 2702. — Au Sénat, rapport Isaac, déposé le 16 décembre 1897, et adoption sans discussion le 21 décembre, *J. O. Déb. parl.*, Sénat 1897, p. 1454.

6° Loi du 24 décembre 1904. Projet déposé à la Chambre le 21 novembre 1904, *J. O. Doc. parl. Ch.*, sess. extraordinaire de 1904, n° 2081. — Rapport de M. François Deloncle, déposé le 7 décembre 1904, *J. O. ibid.*, n° 2120. — Adoption sans discussion le 10 décembre 1904, *J. O.*, Déb. parl., Ch. 1904, p. 2973. — Sénat, rapport de

M. Trézard, 16 décembre 1904, *J. O. Déb. parl. Sénat* 1904, p. 1086. — Discussion, amendements et adoption, 20 décembre 1904, *J. O., ibid.*, p. 1089. — A la Chambre. Rapport de M. F. Deloncle, 21 décembre 1904, *J. O. Déb. parl., Ch.* p. 3219. — Adoption sans discussion, 3^e séance du 22 décembre 1904, *J. O. ibid.*, 3240. — Au Sénat, dépôt du projet. — Rapport de M. Saint-Germain. — Discussion et adoption, 23 décembre 1904, *J. O. Déb. parl. Sénat*, p. 1104-1115.

- 7^o Proposition de loi déposé à la Chambre des députés, par M. Albin Rozet, sess. de 1909, n^o 2235, annexée au procès-verbal de la séance du 14 janvier 1909. — Rapport fait par M. A. Rozet, au nom de la Commission des affaires extérieures des protectorats et des colonies sur la proposition de loi Albin Rozet, *Ch. des dép., sess. 1910*, n^o 355, annexé au procès-verbal de la 2^e séance du 12 juillet 1910. — Rapport sur le même sujet du même député, n^o 2873, annexé au procès-verbal de la séance du 16 juin 1913. — Projet présenté par M. Ernest Monis, n^o 1017, annexé au procès-verbal de la séance de la Chambre du 8 juin 1911.
-

INTRODUCTION

La nécessité d'un régime spécial s'est évidemment fait sentir dès le début de la conquête et par ce fait même qu'on était en pays conquis. Le régime militaire ne pouvait brusquement céder le pas au régime ordinaire, comportant la séparation des pouvoirs et on ne pouvait, du jour au lendemain, placer les indigènes sous nos lois et leur accorder les mêmes libertés et les mêmes garanties qu'aux citoyens français.

Il est évident que d'autre part, le régime de l'indigénat, n'a jamais pu, à quelque moment que ce fût, être considéré comme définitif, il ne le peut pas car on se trouve vis-à-vis d'une population en évolution plus ou moins vive, mais en évolution. On a affaire à des gens que l'on cherche que l'on doit chercher à rapprocher de nous, et les progrès de cette conquête morale doivent entraîner des modifications du régime.

On peut dire que le terme de l'évolution du régime est aussi le terme de la transformation de la société arabe et que ce régime prendra entièrement fin, devra cesser lorsque la population arabe sera, sinon assimilée, du moins assez voisine de la société européenne.

Le régime d'exception doit être selon nous limité

aux besoins de la domination française. Nous voulons dire qu'il y a lieu d'assurer la conservation de l'Algérie dans les mains de la France, et d'autre part de veiller à la sécurité des particuliers, car il faut rester les plus forts, comme disait Bugeaud. Mais toutes les mesures qui ne seraient pas indispensables, nécessaires à la domination française et qui entravent la liberté des particuliers nous semblent vexatoires et non seulement inutiles mais nuisibles au rapprochement des deux peuples : le conquérant et le conquis.

M. Victor Piquet rappelle que Camille Rousset s'écriait en terminant son histoire de la conquête de l'Algérie en 1889 : « Après la conquête du sol (1857) c'était la conquête morale qui commençait » (1).

En effet point de collaboration possible si la conquête morale ne fait pas de chemin.

C'est le devoir en même temps que l'intérêt de la France d'opérer cette conquête morale : « Le meilleur moyen de nous faire aimer des indigènes est de leur assurer une bonne justice. Ils seront d'autant plus sensibles à ce bienfait qu'ils y auront été moins habitués. Dans tous les cas, nous devons nous dire que c'est d'après notre manière de juger qu'ils nous jugeront » (2).

(1) Victor Piquet, *La colonisation française dans l'Afrique du Nord*, pp. 208-209.

(2) *Congrès international de sociologie coloniale*, tenu à Paris du 6 au 11 août 1900, t. I, Rapport Arthur Girault p. 46.

Le Gouvernement doit assumer deux tâches délicates : Assurer la sécurité du colon, sinon la colonisation demeure incertaine. Donner, d'autre part, à l'indigène une bonne justice.

L'équilibre entre les deux éléments n'est point chose facile. La tâche peut devenir plus aisée avec le temps, alors que le colon et l'indigène comprennent l'utilité de la coopération, alors que, pour se servir d'une expression de M. le Gouverneur général Jonnart, « les dispositions des Algériens sont (maintenant) plus équitables plus réfléchies, plus humaines, et, disons le mot, plus intelligentes » (1).

Mais l'on doit se rendre compte qu'il n'en fut pas toujours de même, que si l'Arabe fut hostile au colon, le colon ne fut pas toujours représenté par un bon père de famille humanitaire ou scrupuleusement honnête. Serait-on tenté de le croire, qu'on s'expliquerait très mal par exemple l'arrêté du 7 mai 1832 et l'ordonnance de 1844, prohibant les acquisitions d'immeubles dans certaines régions et cela à cause des spéculateurs de mauvaise foi.

M. Augustin Bernard, dans un article paru dans *L'Opinion* sous le titre « Ce qu'il faut faire au Maroc » rappelle le passage de Stuart Mill (Du Gouvernement représentatif) :

« S'il est un fait prouvé par l'expérience, c'est que

(1) *Exposé général de la situation générale de l'Algérie*, 1906, p. 321 (1^{re} annexe).

« lorsqu'un pays en gouverne un autre, les individus
« du peuple gouvernant qui vont dans le pays étranger pour faire fortune sont, entre tous, ceux qu'il faut
« contenir le plus fortement. Ils sont toujours une
« des principales difficultés du Gouvernement. Ils
« regardent le peuple du pays comme de la boue sous
« leurs pieds ; il leur semble monstrueux que les droits
« des indigènes barrent le chemin à leur moindre
« prétention : le plus léger acte de protection envers
« les habitants ils l'appellent et l'estiment réellement
« une injustice ».

M. Augustin Bernard ajoute :

« On comprend assez le peu d'enthousiasme des
« barbares pour ce que nous appelons pompeusement
« la civilisation européenne et le progrès, lorsque ces
« abstractions leur apparaissent sous les espèces de
« faiseurs d'affaires qui les dépouillent » (1).

Loin de nous la pensée de taxer le colon algérien en général d'un caractère aussi peu scrupuleux et aussi exclusif, mais nous voulons exprimer cette idée fort juste qu'on peut souhaiter aux colons la prospérité, leur venir en aide, sans méconnaître les droits des indigènes (2).

(1) Dans *L'Opinion* du 18 novembre 1911, p. 645. Augustin Bernard : « Ce qu'il faut faire au Maroc ».

Gf. Girault, *Principes de colonisation et de législation coloniale*, II, p. 140.

(2) Pensa, Le Code spécial de l'indigénat en Algérie, *Annales de l'Ecole libre des Sciences politiques*, 15 janvier 1890, p. 47.

Le rapprochement a lieu, l'indigène est le collaborateur indispensable du colon et les deux races ont intérêt à se mieux pénétrer et à se connaître davantage.

Et d'ailleurs, le rapprochement économique s'opère sans même que l'assimilation soit faite. Nous estimons très juste cette constatation que « les colons et les indigènes ne forment pas deux groupes opposés entre lesquels il faille choisir » et que « l'on peut soutenir les uns sans combattre les autres ».

Pour nous, le rapprochement des deux races n'est pas du tout impossible. Autre chose en effet est de transformer absolument une population, autre chose est de lui faire sentir son intérêt bien entendu. L'association précédera forcément l'assimilation.

M. A. Girault doute de la possibilité d'assimiler l'indigène même par l'école (1). M. Raymond Aynard affirme au contraire qu'un jeune Kabyle fait en quelques années un excellent instituteur (2).

L'Islam sera-t-il toujours une barrière infranchissable ! Grave question pour laquelle on donne des réponses, on émet des théories fort contradictoires. M. René Millet qui ne peut être suspecté d'arabophilie à outrance et qui combat plutôt les réformes proposées à l'indigénat admet que l'islamisme est parfait

(1) A. Girault, *Principes de colonisation et de législation coloniale*, III, 75.

(2) Raymond Aynard, *L'œuvre française en Algérie*, p. 38.

tement compatible avec la civilisation moderne (1), et M. le commandant de Choulot demande pourquoi notre rationalisme qui prétend venir à bout de tous les systèmes se découragerait en face de l'Islam en Algérie (2).

La population indigène nous a donné des preuves de son dévouement, et s'il y a eu des révoltes, si la conquête morale est loin d'être terminée, nous ne devons pas oublier le sang que nos sujets ont versé généreusement sur les champs de bataille pour leur nouvelle patrie. On doit encourager le rapprochement sous quelque forme qu'il puisse se présenter. Bien que, nous l'avouons, l'indigène rebute très souvent on doit se garder de manifester du mépris pour lui, car ce sentiment le blesse profondément. L'on doit songer à la civilisation musulmane passée qui a produit de si belles choses (3).

Malheureusement l'indigène facilite cet instinctif mépris. Physiquement il est généralement sale et son contact est souvent fort désagréable. On devrait tendre à améliorer son hygiène en imposant à l'enfant l'école obligatoire avec le « débarbouillage » également obligatoire à l'entrée de l'école. Tout effort ne serait pas perdu.

(1) Victor Piquet, *op. cit.*, p. 525.

(2) Commandant de Choulot, Essai en faveur de l'indigène algérien *Bulletin de la réunion des études algériennes*, 1912, p. 105.

(3) Victor Piquet, *op. cit.*, 528.

On prétend que d'autre part l'Arabe méprise également l'envahisseur et que son arrière-pensée est de lui faire repasser la mer lorsqu'il en aura les moyens. Ce sentiment qui pouvait exister pendant les années suivant la conquête de l'Algérie, et qui était alors très naturel ne doit pas être exagéré. L'œuvre civilisatrice française est justement d'amener à nous une population qui n'a point que cette idée en tête : l'expulsion des Français.

L'élite comprend fort bien que la formation d'un Empire arabe indépendant en Algérie est chose irréalisable et que s'il pouvait advenir que la France fût obligée d'abandonner sa conquête, une autre puissance européenne s'établirait vite en ses lieu et place (1).

On voit bien certains indigènes poser aux « Jeunes Turcs », aux « Jeunes Turbans », aux « Jeunes Algériens » et rêver d'indépendance. Ils ne constituent pas l'élite du monde musulman d'Algérie et il ne faut attribuer leurs sentiments ni à la masse, ni aux indigènes instruits qui sont des sujets loyaux et peuvent devenir de très utiles collaborateurs.

Nous ne nions pas que des sociétés secrètes aient essayé et essayent de temps à autre d'influencer les musulmans d'Algérie, nous n'ignorons pas non plus que certains journaux musulmans étrangers s'empa-

(1) Cf. Georges Leygues, Chambre des députés, 23 décembre 1913, *J. O.*, Déb. parl. Chambres, p. 4031.

rent de tous les faits reprochés à notre administration pour les grossir et les déformer. Mais justement pour apporter un démenti à ces journaux, pour conserver à la France dans les pays musulmans sa réputation de nation généreuse nous devons éviter de vexer les musulmans d'Algérie.

M. E. Mercier dans son étude sur l'Algérie et les questions algériennes écrivait : « Les Algériens représentés par leur presse feront bien d'apporter plus de modération dans leurs discours. La violence attire toujours la violence » (1). Et M. le Gouverneur général Lutaud dans son rapport sur la circonscription indigène a signalé l'exagération de certains événements par les journaux (2).

Nous devons songer qu'une autre nation peut avoir intérêt à exploiter contre nous les sentiments des musulmans d'Algérie et des pays étrangers (3).

Un musulman, M. Ahmed Bouri (4) a émis cette idée que les indigènes devaient prendre garde de devenir anti-français sans le savoir. Nous devons nous, race éducatrice, ne pas en faire des anti-français sans le vouloir et nous pénétrer de l'importance

(1) E. Mercier, p. 290.

(2) Rapport Messimy, pp. 42 et 45.

(3) Cf. Ajam, *Problèmes algériens*, p. 98 et discours de M. Leygues à la Chambre, 23 décembre 1913, *J. O.*, Déb. Parl. Chambre, p. 4032.

(4) Dans *L'Africaine* de juin-juillet 1913 (Évolution des musulmans algériens).

de la répercussion de nos actes à l'étranger : en Égypte et en Turquie.

Nous devons nous concilier l'élite intellectuelle que nous avons créée, et avec son aide, conquérir la masse et alors nous ne trouverons plus chez les indigènes « une méfiance de race soumise, mais la reconnaissance et le dévouement de collaborateurs modestes et attachés à la fortune de notre patrie, à son idéal de justice et d'émancipation, qui sauront, s'il le faut, verser leur sang pour sa défense et travailleront à sa grandeur » (1).

(1) Dans *La France* du 14 février 1913, article de M. Saint-Germain sur le rapport du sénateur Decker David sur l'agriculture tunisienne.

PREMIÈRE PARTIE

LE RÉGIME ACTUEL

CHAPITRE PREMIER

APERÇU HISTORIQUE

On conçoit fort bien que, dans un pays nouvellement occupé par la force armée, et que l'on cherche à maintenir pour empêcher la révolte de la patrie déjà conquise tandis que d'autre part on étendra la domination, des mesures exceptionnelles soient prises et que le droit commun de la nation victorieuse ne puisse trouver une immédiate application.

Au lendemain de la conquête d'Alger, le commandant en chef devait pouvoir prendre les décisions qu'il convenait pour faire régner la sécurité dans la mesure du possible. Aussi voyons-nous ce chef investi de pouvoirs très étendus et mal définis qui ne seront déterminés que par la suite et peu à peu.

Rinn écrira même, en 1885, que ces pouvoirs discrétionnaires et extrajudiciaires du Général en chef puis du Gouverneur général « étaient tellement contraires aux principes qui servent de base à notre organisation

sociale, qu'aucun acte législatif n'osa jamais les définir et les consacrer explicitement. Ce ne fut que dans des termes vagues et peu à peu, que des ordonnances royales reconnurent et régularisèrent les décisions des autorités algériennes, réunissant dans une même main des pouvoirs politiques, judiciaires, administratifs et militaires » (1).

Ces pouvoirs étaient tellement excessifs et tellement peu précis que dix-huit ans après le débarquement de l'armée française à Sidi-Ferruch, Charon dans une lettre du 29 novembre 1848 à ses subordonnés, exprimait le doute qu'ils lui conférassent le droit de prononcer certaines condamnations qui cependant n'étaient pas peu fréquentes (2).

Mais l'arrêté du ministre de la Guerre du 1^{er} septembre 1834 indiquait que le Général en chef pouvait prendre toutes les mesures nécessaires à la sécurité du pays (3).

Et c'est en vertu de ces pouvoirs que le Général en chef puis le Gouverneur général, les officiers et les agents arabes frappaient les indigènes d'amendes individuelles ou collectives, d'emprisonnement, d'expulsion et de séquestre.

Cela devait donner lieu à bien des abus et c'est pourquoi Bugeaud tenta le premier une réglemen-

(1) Rinn, R. A., 1885.1.57.

(2) Rinn, R.-A., 1885.1.64.

(3) Art. 15, Menerville, I, v^o *Administration générale*, p. 9.

tion. Dans une circulaire du 12 février 1844 il constitua un code de l'indigénat qui avait pour but de supprimer l'arbitraire en déterminant les causes pour lesquelles on pourrait prononcer des condamnations à l'amende et d'autre part le maximum de ces amendes (1).

Malheureusement, cette circulaire ne visait que les amendes, l'emprisonnement n'était point réglementé et l'on prit l'habitude de prononcer des condamnations à des peines indéterminées : emprisonnement jusqu'à nouvel ordre.

Une décision du ministre de la Guerre du 25 février 1855 essaya de réagir en édictant un maximum aux condamnations.

Le régime encourait le reproche que les délits n'étaient point déterminés, on critiquait également ce fait que l'on frappait de peines disciplinaires des indigènes qui eussent été acquittés, faute de preuve devant des Conseils de guerre. Les journaux de France s'émurent et il en résulta un ordre du Gouverneur général du 2 juillet 1855, décidant de déférer aux Conseils de guerre les indigènes contre lesquels il y avait des preuves de culpabilité.

Cela ne devait pas empêcher l'internement et l'emprisonnement disciplinaires. Le ministre de la Guerre décide alors (circulaire du 4 mars 1858) de ne punir

(1) Menerville, I, v^o *Affaires arabes*, p. 63.

par voie de répression directe que les actes constituant des troubles pour la sécurité publique. Mais Rinn nous apprend que le Gouverneur général qui jugeait cette mesure inopportune ne la notifia pas.

Cette instruction fut réitérée par le prince Jérôme Napoléon à son passage au ministère, et l'on songea alors aux commissions disciplinaires.

Le Prince dut abandonner la partie tant la résistance fut vive. M. de Chasseloup-Laubat fut en prise aux mêmes difficultés; il réorganisa les commissions disciplinaires (1) en précisant les pénalités qu'elles pourraient appliquer, mais il réserva aux chefs militaires et indigènes la répression directe de certains faits.

Cependant le territoire civil augmentait, et dès les premiers temps on avait adopté pour lui la règle de l'assimilation. Depuis l'ordonnance du 26 septembre 1842, les musulmans étaient soumis aux lois pénales françaises en ce qui concerne la juridiction et la détermination des crimes et délits.

Ce régime ne pouvait convenir que si le territoire civil était demeuré fort restreint et si son extension n'avait été que très lente. Au contraire, le territoire civil s'étend, assez considérablement même, en 1870; et nous verrons qu'il s'étendra encore plus brusquement en 1881. En 1870, d'autre part, la guerre franco-allemande a son contre-coup en Algérie, une insurrec-

1) Arrêté du 15 avril 1860, Menerville, I, v^o *Affaires arabes*, p. 77.

tion se déclare qu'il faut réprimer. L'amiral de Gueydon doit proclamer l'état de siège, et imposer le séquestre.

L'amiral de Gueydon concevait un Code pénal spécial aux indigènes, notre Code pénal lui paraissait insuffisant et il fit rédiger un avant-projet (1) mais cet avant-projet ne fut point soumis à l'Assemblée Nationale de Versailles.

Il y a lieu de remarquer que l'amiral de Gueydon ne voulait point d'arbitraire dans ce code de l'indigénat. L'article premier portait : « Nul musulman indigène ou étranger ne peut être puni de peines qui ne sont pas prononcées par la loi », et l'Amiral dans une lettre du 22 mai 1872 au ministre faisait observer que la « constatation des faits appartiendrait à tous agents de police judiciaire et la répression ne pourrait être prononcée que par les juges du lieu : juges de paix en territoire civil, commissions disciplinaires en territoire militaire » (2).

L'amiral de Gueydon dut abandonner son projet. Ce qui guidait l'Amiral, c'était que la nécessité d'une organisation répressive spéciale s'imposait en dehors de toute question territoriale, aussi bien en territoire civil qu'en territoire militaire.

Et c'est à l'amiral de Gueydon que l'on doit la

(1) Reproduit dans Rinn, R. A., 1885 1. 361 et s.

(2) Rinn, R. A., 1885, 1. 374.

première atteinte au régime d'assimilation en territoire civil. Jusqu'à lui on ne peut guère signaler comme mesure spéciale aux indigènes que celle résultant de l'article 47 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, s'opposant au bénéfice des circonstances atténuantes en faveur des indigènes en matière de crimes ou de délits contre l'État, la chose publique ou au préjudice d'un Français, d'un Européen ou d'un indigène au service de la France. Cette disposition tomba d'ailleurs assez vite en désuétude.

L'amiral de Gueydon supprima les commissions subdivisionnaires et les transforma en commissions cantonales fonctionnant aussi bien en territoire civil qu'en territoire militaire et il transféra, en les réduisant, les pouvoirs disciplinaires attribués par l'arrêté de 1860 aux commandants militaires, aux administrateurs civils ou militaires des circonscriptions cantonales, et il les enleva d'autre part aux chefs indigènes.

Ce régime ne devait durer que de 1872 à 1874. Le général Chanzy succède à l'amiral de Gueydon et avec lui renaît la thèse de l'assimilation. Pour le général Chanzy « le véritable et seul progrès est celui qui doit résulter de l'extension progressive du régime du droit commun ».

Le décret du 29 août 1874 et celui du 11 septembre 1874, pris sous son influence replacent les indigènes du territoire civil sous l'empire du droit commun. Mais

comme des faits qui ne constituent point pour des Européens des délits ne peuvent être tolérés, sans inconvénient pour la sécurité, de la part des indigènes, les préfets ont le droit de créer des infractions spéciales aux indigènes, sanctionnées par les peines de simple police.

De ce jour s'établit définitivement une différence entre le régime répressif du territoire civil et celui du territoire militaire.

Le régime du territoire civil se rapprochait le plus possible du droit commun, sous le bénéfice de cette double observation, c'est que tout d'abord le juge de paix statuait sans appel, l'article 17 du décret du 29 août 1874 portant : « Les juges de simple police statuent en cette matière sans frais et sans appel », et d'autre part les sanctions édictées contre les contraventions à l'indigénat étaient supérieures à celles de l'article 471, 15^e du Code Pénal.

Par contre, pas de condamnations arbitraires puisque l'infraction est prévue; pas de peines arbitraires, puisque la nature et le maximum, de même que le minimum de la peine sont déterminés; pas de juridiction exceptionnelle puisque c'est le juge de simple police qui statue et que le général Chanzy restreint aux territoires de commandement les commissions disciplinaires et les pouvoirs de répression directe des agents de l'administration.

Ce régime dure jusqu'en 1881. En 1881, on étend

brusquement le territoire civil, qui prend alors une superficie exagérée peut être, il absorbe d'un coup le Tell et les Hauts-Plateaux.

L'administration, prétendit plus tard le général Arneudeau, « avait plus grands yeux que grand ventre » (1).

L'indigène habitué au régime militaire, dominé par des pouvoirs disciplinaires assez étendus, passait brusquement au régime de répression selon le droit commun. Il y avait intérêt à ménager une transition et à conférer à l'administrateur qui rappelait le militaire par son costume, certains pouvoirs disciplinaires.

Les pouvoirs que l'on attribuait à l'administrateur étaient en réalité bien inférieurs à ceux qui étaient conférés aux officiers des bureaux arabes, mais il convient de remarquer que le recrutement des administrateurs donnait à ce moment un personnel inférieur comme aptitudes à celui des bureaux arabes et que le contrôle était moindre. En territoire militaire, le commandant supérieur du Cercle et le chef du bureau arabe exercent l'un sur l'autre une surveillance, et la hiérarchie militaire n'est pas sans offrir des garanties.

A ce moment, on ne croyait pas devoir instituer le fonctionnement de l'appel devant le préfet, il fallut attendre pour réaliser ce progrès jusqu'en 1890.

(1) Sénat, séance du 25 juin 1888, *J. O. Déb. Parl. Sénat*, 1888, p. 1003.

En 1881, on voulait faire une expérience et c'est à titre purement provisoire que l'on conférait aux administrateurs de communes mixtes la répression des infractions à l'indigénat. On estimait que ce régime ne devait pas être définitif et que les progrès de la colonisation et de la civilisation assimilatrice aidant il devait un jour disparaître. On l'établit pour une durée de sept ans.

Ce faisant, on opérait toutefois une séparation qui devait durer jusqu'à nos jours dans le territoire civil entre les communes mixtes et celles de plein exercice qui demeuraient au point de vue répressif régies par les décrets de 1874.

En 1888, le Gouvernement voulait obtenir un renouvellement des pouvoirs disciplinaires des administrateurs pour une deuxième période de sept ans. Mais le Sénat résista et la loi ne fut votée que pour deux ans (1). En 1890, le Sénat résiste toujours, mais point victorieusement, et gain de cause fut donné au rapporteur qui demandait une prorogation de sept ans (2). On doit noter que l'on établit à ce moment l'appel de la décision de l'administrateur devant le préfet. A l'expiration de cette nouvelle période de sept ans, on vote en hâte une loi prolongeant de six mois la durée d'application de la loi de 1890 (3). La

(1) *Loi du 27 juin 1888*, Estoublon et Lefébure, p. 836.

(2) *Loi du 25 juin 1890*, Estoublon et Lefébure, p. 892.

(3) *Loi du 14 juin 1897*, Estoublon et Lefébure, supp. 1896-1897, p. 91.

Commission de la Chambre des députés jugea alors qu'un régime qui avait duré seize ans avait fait ses preuves et qu'on devait le maintenir jusqu'à nouvel ordre, on ne devait point envisager de sitôt le retour au régime de 1874. Cependant la Chambre vota un amendement proposé par M. Albin Rozet et la loi conserva son caractère temporaire (1). Caractère temporaire qui lui fut maintenu en 1904 et depuis 1911 la loi est prorogée en attendant que l'on discute les projets de réforme (2).

M. Larcher fait observer qu'il n'est pas mauvais que le Parlement soit appelé périodiquement à délibérer sur cette question, car chaque loi a été l'occasion d'amendements ou d'atténuations, et de fait le nombre des articles du code de l'indigénat a diminué; d'autre part cela marque très bien que les pouvoirs disciplinaires sont essentiellement temporaires, car les circonstances qui les justifient sont elles-mêmes temporaires (3).

Au cours des votes successifs, il y a lieu de remarquer une modification fort importante dans la détermination des infractions à l'indigénat en commune mixte.

(1) *Loi du 21 décembre 1897, eod loco*, p. 122.

(2) *Loi du 24 décembre 1904*, prorogée pour 6 mois en décembre 1911 et en juin 1912; pour trois mois en décembre et en mars 1913; pour 6 mois en juin 1913 et pour 3 mois en décembre 1913,

(3) Larcher, *Traité élémentaire de législation algérienne*, 2^e édit., II, p. 462.

Fixée d'abord par des arrêtés préfectoraux et pouvant, par conséquent, varier d'un département à l'autre, la liste des infractions est uniformisée par une circulaire du Gouverneur général du 13 septembre 1882 qui donne au préfet un modèle uniforme : un code en quelque sorte de l'indigénat (1). En 1888, c'est la loi elle-même qui détermine les infractions et depuis 1888 la loi n'a pas changé sur ce point, le Gouverneur général a seulement la faculté d'atténuer ces infractions ou d'en supprimer, il ne peut en créer de nouvelles pas plus d'ailleurs que les préfets.

Il convient de signaler, pour compléter ce bref historique de la répression des infractions propres aux indigènes, que lors de la création des tribunaux répressifs indigènes, les décrets de 1902 et de 1903 (2) attribuèrent aux administrateurs la connaissance des infractions de simple police dans le territoire des communes mixtes.

Nous voyons donc que le régime actuel résulte de transformations successives, mais que dans ses grandes lignes il remonte pour les communes de plein exercice à 1874 et pour les communes mixtes à 1881.

Ce régime, à la vérité, ne concerne que la répression des infractions de simple police ou des infractions spéciales à l'indigénat. A côté de lui il nous faudra également examiner ce qu'il est resté de ces pouvoirs

(1) Estoublon et Lefébure, p. 551.

(2) 29 mars 1902 et 9 août 1903.

exceptionnels du Gouverneur qui peut prononcer des peines beaucoup plus fortes qui s'appellent « internement, séquestre, amende collective ». Ce sont là les survivances (survivances de fait ou survivances de droit, nous discuterons ce point dans la partie critique de notre thèse), des pouvoirs qui étaient ceux du Général en chef et que des arrêtés, des ordonnances et des lois réglementèrent ou sanctionnèrent dans une certaine mesure. Nous en parlerons après avoir exposé les pouvoirs disciplinaires des administrateurs en communes mixtes, et la répression des infractions à l'indigénat en communes de plein exercice.

CHAPITRE II

LES INFRACTIONS A L'INDIGÉNAT

Première section

LES POUVOIRS DISCIPLINAIRES DES ADMINISTRATEURS DE COMMUNE MIXTE

Indigènes soumis au régime. — L'article premier de la loi du 24 décembre 1904 porte que les administrateurs des communes mixtes du territoire civil de l'Algérie conserveront pendant sept ans à partir de la promulgation de ladite loi, à l'égard des indigènes musulmans non naturalisés et des musulmans originaires de la Tunisie et du Maroc habitant ces circonscriptions les pouvoirs de répression par voie disciplinaire des infractions spéciales à l'indigénat énumérés au tableau annexé à la loi.

M. Larcher fait observer que le terme « conserver » est inexact car la loi précédente ne visait que les indigènes musulmans et ne parlait point des musulmans originaires de Tunisie et du Maroc (1).

(1) Larcher, II vol., p. 474.

Nous renvoyons pour l'effet que peut produire le changement de religion d'un indigène à l'article de M. Larcher. Effets juridiques d'un changement de religion en Algérie. *Journal du droit international privé*, année 1908, p. 989 et à la thèse de M. Pierre Mary, *Influence*

Tous les musulmans ne sont cependant pas soumis au régime de l'indigénat, l'article 2 de la loi prescrit en effet que ne peuvent être punis des peines prévues pour les infractions spéciales à l'indigénat toute une série d'indigènes à savoir : les indigènes qui ont occupé les fonctions de juge titulaire ou suppléant dans les tribunaux répressifs, les indigènes membres de la Légion d'honneur ou décorés de la médaille militaire, les anciens officiers ou sous-officiers retraités, les assesseurs musulmans des tribunaux, les assesseurs près les Conseils généraux, les conseillers municipaux indigènes et, d'une manière générale, tous les indigènes investis de fonctions électives, les fonctionnaires et agents de la colonie, des départements et des communes, les magistrats et auxiliaires de la justice musulmane, les professeurs et instituteurs publics, qu'ils soient en activité de service ou en situation de retraite.

L'article indique de plus que le Gouverneur général pourra, par voie d'arrêtés, étendre cette faveur à d'autres catégories d'indigènes, mais que d'une façon générale les exceptions prévues par la loi cesseront pour celui des indigènes appartenant à une des catégories favorisées qui aura été condamné à une peine privative de liberté pour crime ou pour délit.

de la conversion religieuse sur la condition juridique des personnes en Algérie, Paris, 1910. Un indigène catholique sera-t-il soumis au régime d'exception ? il l'est pratiquement.

Il convient de remarquer que le décret du 19 septembre 1912 et l'arrêté du Gouverneur général du 5 novembre 1912 (1) ont exempté de l'indigénat les indigènes algériens engagés, appelés ou remplaçants qui ont ou auront, antérieurement ou postérieurement au décret, accompli intégralement leur temps de service militaire ou qui ne l'auront interrompu que pour des circonstances indépendantes de leur volonté, sous réserve qu'ils auront obtenu le certificat de bonne conduite réglementaire.

Enfin, par arrêté du 18 juin 1913, et devançant en cela la discussion du projet du Gouvernement (2), le Gouverneur général décidait que de nouvelles catégories d'indigènes seraient soustraites à l'indigénat.

Voici l'énumération de ces catégories.

1^o Les indigènes titulaires d'une médaille commémorative attribuée à la suite d'une campagne, des palmes académiques, d'une décoration du mérite agricole, d'une médaille forestière, d'une médaille pour acte de courage et de dévouement, d'une médaille de la mutualité, d'une médaille d'honneur des épidémies,

(1) R. A., 1912, 3, p. 483 et 1913, 3, p. 3.

Sur l'effet de ce décret en matière d'indigénat en commune mixte. Cf. Larcher, *Bizareries de la législation algérienne*, R. A., 1912, 1, 141. M. Larcher soutient que pour supprimer les infractions en communes mixtes, il eut fallu une loi, la matière étant régie par la loi de 1904 ou un arrêté du Gouverneur général qui a ce pouvoir d'après la loi de 1904.

(2) Projet Monis, article 4. L'arrêté du 18 juin 1913 n'a, à notre avis, d'effet qu'en commune mixte.

d'une médaille d'honneur du Commerce et de l'Industrie (ouvriers et employés), de la médaille du service pénitentiaire, de la médaille des ouvriers ruraux, de la médaille des agents et de la police municipale et rurale, ou d'une mention honorable décernée par le Gouvernement de la République.

2^o Les anciens élèves des Facultés ou Écoles d'enseignement supérieur, des lycées et collèges, des médersas, des écoles normales, des écoles d'arts et métiers, pourvus d'un diplôme ou d'un certificat d'études délivré après examen, ainsi que les anciens élèves des écoles primaires publiques pourvus du certificat d'études primaires, institué par l'article 6 de la loi du 28 mars 1882, et les arrêtés ministériels des 18 janvier 1887 et 31 juillet 1897 (1).

3^o Les indigènes pouvant justifier qu'ils sont commerçants sédentaires tenant boutique et inscrits au rôle des patentes.

Notons que l'arrêté du Gouverneur n'exempte nullement les commis voyageurs, les colporteurs, les marchands de chevaux ou exportateurs de bestiaux qui ne sont point des sédentaires. La Commission des affaires extérieures qui admet dans son projet ces nouvelles catégories d'exemptés comprend les patentes non sédentaires. Le Gouvernement refuse de le faire, et cela parce que les marchands de chevaux,

(1) Cette exemption ne s'étend pas aux indigènes pourvus du certificat d'études primaires spécial aux indigènes.

exportateurs de bestiaux ou colporteurs se livreraient à des opérations qui occasionneraient des plaintes de la part des indigènes, il conviendrait de les tenir par l'indigénat alors qu'on ne peut plus les surveiller au moyen du permis de voyage (1).

4^o Les indigènes membres des Chambres d'agriculture et des Chambres de commerce (2).

5^o Les indigènes ayant obtenu des récompenses, soit dans les expositions ou concours agricoles et industriels, soit dans les concours cultureux et de primes d'honneur, soit enfin dans le concours de petite culture, ou dans tous autres concours de même nature agricole et industrielle organisés spécialement pour les indigènes.

Une statistique donnée par le Gouvernement général évalue à 2.614 les indigènes pourvus du certificat d'études primaires, en faisant remarquer qu'il y a lieu de tenir compte des décès survenus depuis 1882. (On a délivré depuis 1882, 2.614 certificats.) Pour ce qui concerne les indigènes de la troisième catégorie qui comprend la quatrième, cette statistique indique qu'en 1912 les indigènes figuraient aux rôles des patentes pour 59.754 cotes, mais il faut considérer que le même indigène peut figurer au rôle pour plusieurs cotes.

(1) Cf. *J. O.*, Déb. Parl. Chambre, 2^e séance 17 juin 1913 et *R. A.*, 1913, 3, 435.

(2) Cette catégorie est comprise dans la troisième.

Pour les autres catégories il n'est pas possible d'indiquer leur importance numérique.

Disons en passant que cet arrêté marque un grand progrès et que si les projets de réforme n'aboutissent point, il conviendra de comprendre dans la loi tous les indigènes compris dans cet arrêté comme devant échapper à l'indigénat.

Peines et procédure. — Les infractions à l'indigénat sont punies des peines de simple police, le maximum est : 5 jours de prison et 15 francs d'amende. Il y a lieu de remarquer que si le contrevenant le demande ou si l'administrateur le juge utile, l'amende ou l'emprisonnement peuvent être remplacés par des prestations en nature imposées au condamné. Ces prestations doivent consister en travaux de plantation ou de reboisement, d'entretien ou d'amélioration des voies de communication, des cours d'eau, des barrages des fontaines ou des puits d'usage public, en travaux d'assainissement urbain ou rural ou en tous autres travaux d'utilité publique (1).

Cette possibilité de transformer les condamnations en prestations date de la loi du 21 décembre 1897. Il semble préférable d'utiliser pour des travaux utiles à la colonie des indigènes pour qui le régime des prisons paraît inefficace, il y a du moins profit pour l'Algérie (2).

(1) Art. 3, Loi 24 décembre 1904.

(2) Une circulaire du Gouverneur général du 29 décembre 1897

Au point de vue de la forme de la condamnation et en même temps du contrôle, l'article 4 de la loi édicte que l'administrateur inscrira sur un registre à souche, coté et paraphé, la décision qu'il aura prise, avec indication sommaire des motifs.

Un extrait de ce registre est transmis chaque semaine par la voie hiérarchique, au Gouverneur général.

Un volant détaché du registre à souche et portant les indications nécessaires doit être remis sur-le-champ à l'indigène puni.

Depuis 1890, l'appel peut être interjeté.

« Les décisions des administrateurs, porte l'article 5 de la loi de 1904, pourront être attaquées par la voie de l'appel, devant le préfet, pour l'arrondissement du chef-lieu et devant le sous-préfet pour les autres arrondissements, lorsqu'elles prononceront un emprisonnement de plus de vingt-quatre heures ou une amende de plus de cinq francs ».

L'appel produit un effet suspensif.

L'article 6 décide que le préfet ou le sous-préfet pourra, si l'appel est fondé, substituer l'amende à l'emprisonnement, réduire la peine ou même la supprimer. La décision du préfet est transcrite sur le registre à souche de l'administrateur en marge de la décision infirmée.

détermine les chemins, fontaines et puits auxquels on doit faire travailler les condamnés (Estoublon et Lefébure, *supp.* 1896, 97, p. 124 note b.,

Par contre, l'article 7 édicte la peine de fol appel.

« Si l'appel n'est pas fondé, le préfet ou le sous-préfet pourra en confirmant la décision infliger à l'appelant une amende de un à cinq francs ».

L'article 9 porte que c'est un arrêté du Gouverneur général qui détermine les formes de l'appel. Après le vote de la loi de 1890 qui instituait l'appel, le Gouverneur général prit en effet un arrêté à la date du 18 juin 1890.

L'indigène qui a trois jours pour faire appel, doit faire part à l'administrateur de son intention et mention en est portée sur le volant délivré à l'indigène et sur le registre à souche lui-même, l'administrateur doit indiquer le jour de la comparution devant le préfet ou le sous-préfet qui doivent à cet effet tenir une audience publique par semaine. L'appelant est admis à présenter sa défense en personne ou à se faire représenter par un membre de sa famille ou l'un des kebars de son douar (1).

Enfin la loi dans son article 10 décide que chaque année il devra être rendu compte aux Chambres par le Gouvernement de l'application de la loi. Ce compte rendu qui figure au *Journal officiel* renseigne sur le nombre de condamnations prononcées.

Tableau des infractions. — Les infractions sont déterminées par la loi depuis 1888. Mais le Gouverneur

(1) Estoublon et Lefébure, p. 892.

général peut les atténuer dans leur définition ou les supprimer (1).

Le tableau annexe de la loi de 1904 comprend vingt-trois articles. Les numéros 11 et 12 dudit tableau ont été abrogés en vertu de l'article 8 de la loi de 1904 par un arrêté du 18 juin 1913 du Gouverneur général qui porte dans son article 2 que l'obligation du permis de voyage est supprimé à l'intérieur de l'Algérie et entre l'Algérie et la France. Elle est maintenue pour les voyages à l'étranger

Quoique déjà atténué dans la loi de 1904 le permis de voyage encourait de graves critiques (2). La loi de 1904 ne l'exigeait point des indigènes qui se rendaient dans une commune de l'arrondissement de leur domicile, ou dans une commune limitrophe de la commune de leur domicile mais appartenant à un arrondissement ou à un département voisin.

Le permis n'était point exigé des indigènes au service d'Européens voyageant avec eux ou pour leur compte, ni des propriétaires ou patentés payant des taxes ou contributions s'élevant au minimum à 20 francs, à la condition qu'ils fussent porteur d'une carte d'identité.

La circulaire du 18 juin 1913 a, nous l'avons dit,

(1) Article 8 de la loi du 24 décembre 1904.

(2) Cf. Discours de M. Albin Rozet à la Chambre le 21 juin 1913. Interruption de M. César Trouin et de M. Georges Leygues *J. O.*, 21 juin 1913, Déb. Parl., Chambre des députés, pp. 1589-1590.

rayé de la liste des infractions les numéros 11 et 12; mais on a prétendu qu'il y avait là une faute de l'administration, car au moment du recouvrement des impôts, on ne saurait où retrouver les indigènes qui partiraient pour ne pas payer.

Cette objection semble ne pas devoir être prise en considération. L'indigène qui s'absente ne transporte pas avec lui tous ses biens meubles et ses immeubles ne peuvent, de par leur nature, être transportés, par conséquent, il y aura des biens saisissables qui répondront du paiement des contributions.

La carte d'identité, par contre, rendait des services, son examen renseignant sur les noms de l'indigène.

Il n'est pas mauvais d'examiner rapidement certaines des infractions spéciales à l'indigénat, nous ne voulons pas cependant faire l'historique de chacune d'elles, ni insister sur leur utilité.

N° 1. Refus ou inexécution des services de patrouille et de garde prescrits par l'autorité; abandon d'un poste ou négligence dans les mêmes services (1).

Il ne faut pas oublier que seule l'autorité préfectorale est qualifiée pour décider l'installation des postes de garde et régler l'organisation des patrouilles d'indigènes (2). En conséquence le manquement aux

(1) Des circulaires du Gouverneur général du 31 août 1910 et 3 mai 1913 ont supprimé le service gratuit des Gardes Cf. Discours du Sous-Secrétaire d'État à l'Intérieur à la Chambre le 23 décembre 1913. *J. O. Déb. Parl., Chambre* 1913, p. 4026.

(2) Estoublon et Lefébure, p. 355.

services organisés par les maires et les administrateurs ne saurait constituer l'infraction spéciale à l'indigénat prévue par la loi (1). De plus en matière d'incendie de forêts, soit qu'il s'agisse de combattre le fléau, soit qu'il s'agisse de le prévenir, les infractions aux mesures édictées dans ce double but sont sanctionnées par des peines correctionnelles prononcées par la loi forestière et sont de la compétence des tribunaux judiciaires (2).

Une circulaire du Gouverneur général du 9 juillet et du 19 octobre 1901 exemptent du service de patrouille et de garde les marins régulièrement embarqués à la pêche au bornage et au cabotage (3).

Le numéro 2 concerne les réquisitions « Refus de fournir contre remboursement immédiat, au prix du tarif arrêté par le préfet, les agents auxiliaires, les moyens de transport, les vivres, l'eau potable et le combustible, aux fonctionnaires ou agents dûment autorisés et accrédités officiellement auprès du chef de la tribu ou du douar, dans les régions désignées tous les ans par un arrêté spécial du Gouverneur général ».

On considère que tant que les routes et moyens de

(1) Circulaire du Gouverneur général du 11 décembre 1890, Estoublon et Lefébure, p. 358 en note. Circulaire du Procureur général du 8 septembre 1901, Estoublon et Lefébure, supp. 1901, p. 49.

(2) Circulaire du Gouverneur général du 20 septembre 1885, Estoublon et Lefébure, p. 553 note et du 29 décembre 1897, Estoublon et Lefébure, supp. 1895, 97, pp. 125 note.

(3) Estoublon et Lefébure, supp. 1901, p. 40.

communications ne seront pas suffisants dans certains endroits, et les centres de populations suffisamment rapprochés les fonctionnaires ne trouveront l'aide nécessaire que grâce au droit de réquisition.

Le numéro 3 comprend deux parties, l'une relative à l'inexécution des ordres donnés en vue de l'application des lois relatives à l'établissement et la conservation de la propriété. Le projet de 1888 avait cru devoir supprimer cette infraction, la Chambre l'a rétabli pensant que l'absence ou le mauvais vouloir des indigènes gênent dans leurs opérations les commissions chargées d'opérer la réforme du régime foncier encore que l'on puisse passer outre à l'absence des indigènes.

La deuxième partie du numéro 3 vise : l'émission ou le retard dans les déclarations d'état civil prescrites par la loi du 23 mars 1882 et l'inobservation des prescriptions de cette loi concernant l'usage du nom patronymique.

Cette infraction avait disparu en 1888 et en 1890, elle fut rétablie en 1897. Elle avait été supprimée car l'on pensait que les faits étaient atteints par les articles 346, 358 et 359 du Code pénal et les articles 16, 17 et 20 de la loi du 23 mars 1882 sur l'état civil des indigènes. Cela était inexact en ce qui concerne les mariages et les divorces (1).

Pour ce qui est de l'usage du nom patronymique, le

(1) Tribunal Sidi Bel-Abbès, 21 janvier 1892, R. A., 1892. 2. 197.

Gouverneur général fait remarquer que si la loi du 23 mars 1882 l'édicte comme obligatoire en toutes circonstances, ce qui permettrait de punir constamment l'indigène, il n'y a lieu de ne point se montrer trop rigoureux. Le plus souvent, il suffira de retourner à l'indigène la demande dans laquelle il n'use pas du nom patronymique, sans prononcer de punition (1).

Le numéro 4 sanctionne l'inobservation des décisions administratives portant attribution de terres collectives de culture après avis de la djemaa consultée.

Ce numéro garde toute sa valeur tant que la propriété individuelle ne sera point entièrement constituée.

Les numéros 5, 6, 7 ont trait aux retards dans le paiement des impôts, au défaut d'obtempérer aux convocations des agents du fisc à l'occasion de l'assiette et de la perception de l'impôt, à la dissimulation des matières imposables. On craint que sans l'existence de ces trois infractions, il ne résulte dans la perception des impôts des troubles préjudiciables au Trésor.

Le numéro 8 concerne la police des vagabonds et des gens voyageant sans permis, la deuxième partie disparaît dans le projet du Gouvernement et la proposition Rozet.

Le n^o 9 vise l'immatriculation des armes à feu.

(1) Circulaire Gouverneur général 29 décembre 1897, Estoublon et Lefébure, supp. 1896, 97, p. 124.

La détention d'armes à feu sans autorisation est d'autre part sanctionnée par le décret du 12 décembre 1851.

Le n° 10 relatif à l'habitation isolée en dehors du douar sans autorisation ou le campement sur les lieux prohibés, se voit d'ailleurs modifier dans la proposition Rozet comme dans le projet du Gouvernement, où l'habitation isolée sans autorisation n'est prohibée que là où la propriété individuelle n'est pas encore constituée. Cette modification est parfaitement logique. Le n° 10 semble utile pour la police des douars.

Nous avons déjà parlé du n° 11 visant le permis de voyage et du n° 12 concernant le permis spécial pour les colporteurs, que l'on tenait à surveiller spécialement à cause des opérations usuraires auxquelles ils se livrent. Ces numéros disparaissent dans le projet du Gouvernement et la proposition Rozet.

Le n° 13 réprimant les actes de désordre sur les marchés, et l'art. 15 concernant les réunions sans autorisation doivent être rapprochés. Il y a lieu en effet de surveiller les indigènes qui se réunissent. Ces réunions peuvent donner naissance à des discussions et des néfras en sont parfois le résultat. Au point de vue spécial des réunions pour un mariage on peut ainsi dans une certaine mesure empêcher le mariage des impubères.

Le n° 14 est également un article de police en cas d'accidents ou d'insurrections.

Le n° 16 prévoit l'ouverture d'établissement d'enseignement ou d'établissement religieux sans autorisation. Il est très bien en effet de surveiller les confréries religieuses musulmanes, le Gouvernement avait cru devoir faire disparaître du tableau annexe cette infraction en 1897. M. Flandin rapporteur fit observer que, si bien souvent les infractions de cette nature réclamaient des sanctions plus sévères que celles des peines de simple police, il n'était pas mauvais lorsqu'elles n'étaient point graves de les réprimer simplement par une peine légère.

Le n° 17 et le n° 22 sont faits pour lutter contre le mauvais vouloir des indigènes qui se refusent parfois à témoigner ou à fournir des renseignements, le n° 19 est d'une portée très générale et vise les infractions aux ordres de l'administration.

Les n°s 20, 21, 23 sont des articles d'intérêt public, ils ont trait aux règlements des eaux, à la conservation des arbres et à la conservation des signaux télégraphiques, des bornes et des limites.

Enfin le n° 18 dans le but de favoriser l'instruction, punit les refus ou la négligence d'envoyer les enfants à l'école, lorsque cette école est située à moins de 3 kilomètres.

Deuxième section

L'ADMINISTRATION JUGE DES CONTRAVENTIONS
DE SIMPLE POLICE.

L'art. 14 du décret du 29 mars 1902, sur l'organisation des tribunaux répressifs, reproduit en cela par le décret du 9 août 1903, art. 28, dispose que : « Dans les communes mixtes, les contraventions de simple police commises par les indigènes sont jugées par l'administrateur dans les formes employées pour la répression des infractions à l'indigénat ».

Il y a lieu de remarquer une différence de compétence *ratione personae* entre la loi de 1904 et le décret de 1903.

La loi de 1904 parle, en ce qui concerne les infractions à l'indigénat, des indigènes musulmans non naturalisés et des indigènes musulmans originaires de la Tunisie et du Maroc habitant les communes mixtes du territoire civil. L'art. 28 du décret de 1903 des « indigènes ».

Il y aurait donc lieu de dire que les Tunisiens et Marocains ne sont point justiciables des administrateurs en matière de contraventions de simple police. Cependant, une circulaire du Gouverneur général du 16 mai 1902 décide que les indigènes étrangers suivront le sort des musulmans algériens (1).

(1) Cf. Larcher *cit.* II, p. 327 et la note 1.

Les indigènes énumérés à l'art. 2 de la loi de 1904 ne sont point exceptés par le décret de 1903.

L'administrateur prononce les condamnations pour contraventions de simple police dans les mêmes formes que pour les infractions à l'indigénat.

Il n'y a toute fois assimilation que pour la forme.

Il semble bien qu'un avocat serait admis à présenter la défense de l'indigène puisque un avocat est admis devant toutes les juridictions; en fait les indigènes ne prennent pas d'avocats pour ces affaires.

L'administrateur est juge : En la matière, ses décisions sont des jugements tandis qu'en matière d'infractions spéciales à l'indigénat elle ne constituent que des mesures disciplinaires (1).

Pour les infractions de simple police il y a lieu de penser que l'indigène peut faire appel dès que l'amende prononcée dépasse cinq francs ou dès qu'il y a condamnation à l'emprisonnement et qu'il peut user de ce droit pendant dix jours (2).¹

Enfin très certainement l'administrateur doit respecter le quantum porté pour chaque infraction particulière, et ne peut prononcer l'emprisonnement qu'en cas de récidive ou pour les contraventions

(1) Cf. Alger, 12 juillet 1890, R. A., 1890, 2, 54, pour les décisions des officiers de bureaux arabes et commissions disciplinaires.

Contra Constantine, 16 mars, R. A., 1885, 2, 198. Dans le premier sens, M. Larcher, *op. cit.*, II, p. 331.

(2) Articles 172 et 174, C. Instruction criminelle.

exceptionnellement visées et dans les limites indiquées aux articles 473, 478, 480 du Code pénal.

M. Larcher estime que contre les condamnations en dernier ressort des Administrateurs ou en appel des Préfets et Sous-préfets il y a possibilité de se pourvoir en cassation devant la Cour de cassation de non devant le Conseil d'État car ce sont des actes judiciaires (1).

Troisième section

REPRÉSSION DES INFRACTIONS A L'INDIGÉNAT EN COMMUNE DE PLEIN EXERCICE.

En matière de contraventions spéciales à l'indigénat en commune de plein exercice, il faut se reporter aux décrets de 1874. En effet les lois de 1881 et suivantes ne visent que les communes mixtes.

Il y a lieu de remarquer toutefois que la loi de 1904, article 3, édicté qu'en commune de plein exercice pour les infractions punies par les juges de paix par application des décrets des 29 août 1874 et 11 septembre 1874, si le contrevenant le demande, ou si le juge de paix en a décidé ainsi, l'amende ou l'emprisonnement pourront également être remplacés par des prestations imposées au condamné.

(1) Larcher, *op. cit.*, II, 334.

En commune de plein exercice les infractions sont déterminées non pas par la loi, mais par les arrêtés préfectoraux pris en vertu des décrets de 1874 (1).

A la vérité, le plus souvent les Préfets prennent comme texte de leurs arrêtés le tableau annexe de la loi en vigueur, mais il n'y a pour eux aucune obligation à le faire. A l'heure actuelle, il en est ainsi, avec cette observation toutefois que le numéro 2 du tableau de la loi de 1904 ne figure que sur l'arrêté du préfet d'Oran et seulement en ce qui concerne les cantons de Lourmel et d'Aïn-el-Arba (2).

Il y a lieu de noter qu'en commune de plein exercice, les seules exceptions au droit commun sont que :

1^o Les arrêtés préfectoraux concernant les infractions propres à l'indigénat sont sanctionnés par des peines plus fortes que celles prévues par l'article 471, 15^e du Code pénal.

2^o Que le juge de paix statue dans ces matières sans appel et sans frais (3).

3^o Enfin, depuis 1904 la transformation en prescriptions des condamnations est possible.

Si l'on compare donc la répression des infractions

(1) Article 17, décret 29 août 1874.

(2) Arr. 26 décembre 1904 (Alger), 28 décembre 1904 (Constantine) et 5 mai 1906 (Oran); Estoublon et Lefébure, supp. 1904, p. 115.

(3) Dépêche du Procureur général du 8 novembre 1898, Est. et Lefébure, supp. 1898, p. 107.

à l'indigénat en commune mixte, et en commune de plein exercice, on discerne que le point commun est que ce sont des contraventions puisqu'elles sont réprimées par des peines de simple police.

Mais en commune mixte, l'infraction est déterminée par la loi, en commune de plein exercice par des arrêtés préfectoraux; — en commune mixte l'exercice de la répression est réglementé par la loi, la commune de plein exercice par le décret; — en commune mixte la répression est extrajudiciaire, elle est judiciaire en commune de plein exercice; — enfin, en commune mixte l'appel est possible, il ne l'est pas en commune de plein exercice (1).

En ce qui concerne la répression des infractions de simple police, les décrets de 1902 et de 1903 n'ont point apporté de modifications en commune de plein exercice; le juge de paix est resté compétent.

(1) Note d'E. Larcher, sous Cass. crim. 14 décembre 1907, R. A., 1908, 2, 84.

CHAPITRE III

POUVOIRS DISCIPLINAIRES DU GOUVERNEUR

Première section

INTERNEMENT.

L'internement fut employé dès le début de la conquête comme une mesure politique. On internait un individu qui menaçait de soulever une région ou de la troubler. C'était un moyen préventif, en même temps qu'une peine contre des agitateurs politiques. Peu à peu ce caractère se modifia et l'internement apparaît comme un moyen de suppléer au droit commun, on atteint par ce procédé soit des gens contre lesquels il n'y a pas de preuve rigoureuse de culpabilité, soit des personnes parentes ou amies d'un accusé qui empêchent l'instruction de progresser ou favorisent la fuite du coupable.

L'internement n'a jamais été régi strictement. Des textes différents sont cités, nous le verrons à l'appui de sa légalité, textes qui le réglementent dans une certaine mesure, mais d'une façon assez vague. Le droit d'interner a été reconnu dans la pratique au Gouverneur général, une décision ministérielle du 27 décembre 1858 indique les conditions dans

esquelles on peut le prononcer. A l'heure actuelle à la vérité, nous trouvons surtout en la matière une dépêche ministérielle du 27 décembre 1897 qui reconnaît le droit du Gouverneur.

L'internement comporte des régimes différents. L'indigène frappé, et tout indigène quel qu'il soit peut être atteint, peut être enfermé dans un pénitencier indigène à Aïn el Bey, à Tademit ou à Boukanefis, ou bien se voir interdire de sortir d'un périmètre déterminé, généralement d'une tribu éloignée de la sienne. Il y a donc assimilation possible, tantôt avec l'emprisonnement, tantôt avec la surveillance de haute police. Il pouvait autrefois consister dans la déportation de l'indigène au dépôt de Calvi en Corse, cela a été supprimé pour des raisons purement budgétaires en 1903 (1).

Nous avons dit qu'aucun texte ne prévoit les motifs d'internement. Le Gouverneur interne les pèlerins qui vont à la Mecque sans autorisation, les marabouts qui sont suspects d'hostilité envers la France, les gens qui font la bechara (2), ceux qui gênent les instructions judiciaires (comme la femme du fameux Areski), ceux qui pourraient occasionner du tumulte (comme cela se produisit lors des troubles antisémites de 1897-1898. — Il est à noter que le décret du 19 septembre 1912 relatif à la situation des anciens mili-

(1) Arrêté du Gouverneur général du 29 juin 1903.

(2) Voir page 162.

tares indigènes dispose que les engagés, appelés ou remplaçants, qui ont accompli intégralement leur temps de service militaire ou qui ne l'ont interrompu que pour des circonstances indépendantes de leur volonté et ont obtenu le certificat de bonne conduite ne peuvent être internés que dans le cas de manœuvre contre la sûreté de l'État.

La procédure est d'une grande simplicité, il suffisait autrefois d'une décision du Gouverneur. Depuis l'arrêté du Gouverneur général du 24 septembre 1899 (1) la procédure est légèrement plus compliquée.

Cet arrêté institue une commission spéciale composée d'un conseiller du Gouvernement président, désigné par le Gouverneur, d'un magistrat de l'ordre judiciaire désigné par le Gouverneur sur proposition du Procureur général, du Chef du cabinet civil du Gouverneur, du Chef de service des Affaires indigènes, d'un Chef de bureau du Gouvernement général, et du Contrôleur général des services de police et de sûreté.

Le Président a voix prépondérante en cas de partage.

La Commission prend connaissance du rapport qui demande l'internement, elle peut demander une instruction complémentaire, mais elle ne statue que sur

(1) Estoublon et Lefébure, *supp.* 1899, p. 43.

des rapports administratifs, l'accusé ne comparaît pas et n'est pas admis à se faire défendre.

La Commission ne fait que donner un avis qui ne s'impose pas au Gouverneur.

Le Gouverneur général peut interner pour une durée déterminée, ou jusqu'à nouvel ordre. Aucun maximum n'est fixé.

Comme il faut subvenir aux frais d'internement, très généralement et spécialement lorsque l'indigène appartient à une commune de plein exercice, le Gouverneur fait prendre par la municipalité qui demande l'internement l'engagement de pourvoir à l'entretien de l'indigène.

Deuxième section

AMENDE COLLECTIVE.

L'amende collective apparaît dès les premiers temps de la conquête, comme une mesure de guerre destinée à empêcher les tribus de protéger les délinquants, de donner asile aux criminels ou simplement de ne point les dénoncer.

Comme l'internement elle a fonctionné avant d'être réglémentée. Ce fut d'abord un usage qui fut par la suite régularisé (1).

Bugeaud lui donne en effet la consécration officielle

(1) Larcher, II, p. 219 et Girault, III, p. 239.

dans une circulaire du 2 janvier 1844 (1), en faisant toutefois remarquer que si l'on devait maintenir la responsabilité et la solidarité des tribus; il ne fallait d'autre part appliquer qu'à la dernière extrémité cette mesure qui punissait une collectivité pour le crime d'un seul.

A son passage au Ministère, le prince Jérôme Napoléon supprima la responsabilité collective. Cette décision du 24 novembre 1858 souleva de telles réprobations qu'un mois après, le 28 décembre 1858, il expliqua qu'il ne voulait admettre la responsabilité collective que dans le cas de faits généraux, de crimes commis par un grand nombre de coupables avec la connivence de la tribu, et lorsqu'il y avait impossibilité absolue d'appliquer des châtimens individuels (2).

Une circulaire du 8 mai 1859 de M. de Chasseloup-Laubat semble avoir rétabli cette mesure, c'est du moins l'opinion de l'administration algérienne, qui estime qu'il y a possibilité de l'appliquer au cas de banditisme (3).

C'est alors la jurisprudence du Conseil du Gouvernement qui détermine les cas d'application.

La loi du 17 juillet 1874 (art. 5 et 6) et la loi du 21 février 1903 (art. 130), sur les incendies de forêts permettent de prononcer l'amende collective.

(1) Menerville, I, v^o *Affaires arabes*, p. 61.

(2) Menerville, *eod. loc.*, p. 75.

(3) Circulaire du 8 mars 1859 dans Menerville *eod. loc.*, p. 76. Avis du Conseil du gouvernement, juin 1883. Rinn, R. A., 1889. 1. 145.

Cette mesure qui n'est d'ailleurs appliquée que d'une façon exceptionnelle se justifie aux yeux du législateur par ce fait que les indigènes profitent des terrains de pâcage créés par l'incendie, et que d'autre part ils pouvaient peut-être empêcher la main criminelle de porter le feu. Aussi la loi édicte-t-elle qu'en « tout territoire civil ou militaire, indépendamment des condamnations individuelles encourues par les auteurs ou complices des crimes et délits ou contraventions, en cas d'incendies de forêts, les tribus et les douars pourront être frappés d'amendes collectives. »

L'art. 6 de la loi de 1874, reproduit par la loi de 1903, énonce que c'est le Gouverneur général qui prononce la condamnation en conseil du Gouvernement, sur rapports administratifs.

Des rapports sont adressés dans ce sens au Gouverneur général par les autorités administratives locales, le service des eaux et forêts, et le Gouverneur entend préalablement les chefs des tribus et des douars (1).

Les amendes peuvent d'ailleurs être affectées d'après l'article 130 de la loi de 1903 à la réparation des préjudices causés par l'incendie. Le Gouverneur général, lorsqu'il estime qu'il doit en être ainsi, dresse un état de répartition entre les parties lésées, qui ont deux mois pour recourir contre l'arrêté devant le Conseil d'Etat.

(1) Article 130, alinéa 2, loi 21 février 1903.

Il convient de remarquer également que la loi ne fixe pas de maximum à l'amende.

On a songé à différentes reprises à élargir l'application de l'amende collective, nous le signalerons en faisant part des critiques adressées à cette institution, en particulier lors de l'élaboration de la loi du 23 mars 1898, pour la conservation des bornes et signaux trigonométriques en Algérie; mais la disposition présentée par le Gouvernement fut rejetée devant la Commission de la Chambre des Députés (1).

Troisième section

SÉQUESTRE.

Le séquestre est inspiré des lois des 9-12 février 1792, c'est une mesure qui peut être définie « la mainmise de l'État sur les biens, meubles et immeubles d'un individu ou d'une collectivité » (2).

Clauzel au lendemain de son entrée à Alger, prend à la date du 8 septembre 1830, un arrêté prononçant la prise de possession par l'État français des biens immeubles ayant appartenu à l'ancien Gouvernement. Le général Berthezen, par un arrêté du 10 juin 1831, substitua à l'incorporation des biens de l'ancien

(1) Rapport Bourrat à la Chambre, Sirey, *Lois annotées*, 1899, p. 827.

(2) Larcher, II, 496.

beylick à ceux de l'état « la mise sous séquestre de ces biens » (1).

Ce sont là des mesures d'un général soucieux d'établir la domination française, mais des mesures exceptionnelles.

A partir de 1840, le séquestre devient fréquent, il atteint les simples particuliers, il y avait lieu de le réglementer, c'est ce que fit pour la première fois l'arrêté du 1^{er} décembre 1840, de Valée, qui confirma le séquestre et en détermina les effets (2).

L'ordonnance du 31 Octobre 1845 (3) prise, le comité de législation du Conseil d'Etat entendu, remplaça cet arrêté et détermine de nos jours encore les cas d'application et les effets du séquestre.

Cette ordonnance a été complétée par l'arrêté du Pouvoir exécutif du 15 juillet 1871, destiné à remédier à certains abus entraînés par l'application de l'ordonnance de 1845 (4) ; et la loi forestière de 1874 reproduite par celle de 1903, en la matière est venue également déterminer certains cas d'application du séquestre.

L'arrêté du Pouvoir exécutif de 1871 créait à côté du séquestre individuel un séquestre collectif.

Ces deux séquestres se combinent d'ailleurs et, dans les divers arrêtés qui sont pris pour réprimer

(1) Menerville, I, v^o *Séquestre*, p. 616.

(2) Menerville, *loc. cit.*, p. 612.

(3) Estoublon et Lefébure, p. 77.

(4) Rinn, R. A., 1889, 1, 138.

l'insurrection algérienne de 1871, on décide le séquestre collectif pour une région déterminée, en même temps que l'on édicte le séquestre des biens de tel ou tel individu (1).

A l'heure actuelle les cas où le séquestre peut-être prononcé se ramènent à trois catégories.

1^o — Actes d'hostilité, soit contre les Français, soit contre les tribus soumises à la France; assistance prêtée directement ou indirectement à l'ennemi, ou intelligence entretenue avec lui.

2^o — Abandon, pour passer à l'ennemi, des propriétés ou des territoires que les individus ou les tribus occupaient; — (l'absence sans permission pendant trois mois faisant présumer cet abandon.)

3^o — A ces cas prévus par l'article 10 de l'ordonnance de 1845, s'ajoutent ceux de la loi forestière du 17 juillet 1874, article 6, reproduits par la loi forestière du 21 février 1905, article 3, et qui sont : ceux d'incendie de forêts dénotant, par leur simultanéité ou leur nature, un concours préalable de la part des indigènes, et susceptibles d'être assimilés à des faits insurrectionnels.

L'article 3 dit en effet : « Lorsque les incendies par leur simultanéité ou leur nature dénoteront de la part des indigènes un concert préalable, ils pourront être assimilés à des faits insurrectionnels et, en consé-

(1) Pour l'histoire du séquestre A. Rinn, *op. cit.*; pour les effets, Charpentier, n^o 545 et Pouyanne, *La Propriété foncière*, pp. 770-785.

quence, donner lieu à l'application du séquestre, conformément aux dispositions actuellement en vigueur de l'ordonnance du 31 octobre 1845.»

Le séquestre est prononcé par le Gouverneur général, qui rend un arrêté, le Conseil du Gouvernement entendu. Ces arrêtés, selon l'article 2 de l'ordonnance de 1845 et l'arrêté du Gouverneur général du 8 août 1874, sont immédiatement publiés dans le Bulletin Officiel du Gouvernement et dans le *Mobacher*.

Pour le séquestre individuel il convient également de publier, selon les articles 10 et 13 de l'ordonnance de 1845, les états nominatifs des indigènes dont les biens sont séquestrés et la liste des immeubles atteints.

L'effet du séquestre ne doit pas se confondre avec la confiscation des biens prévue par l'article 7 ancien du Code pénal abolie par l'article 66 de la Charte de 1814.

L'État ne devient pas immédiatement propriétaire. Il faut distinguer la période du séquestre provisoire de celle du séquestre définitif.

Pendant un an, tout indigène peut fonder une demande en remise basée sur ce qu'il n'est pas l'individu visé dans l'arrêté ordonnant le séquestre individuel, ou n'a pas participé à l'acte qui a motivé le séquestre collectif.

Le Conseil supérieur du Gouvernement statue sur ces demandes.

La période du séquestre provisoire dure deux ans, au bout desquels le séquestre devient définitif. Aux

termes de l'article 49 de l'ordonnance de 1845, le séquestre définitif est immédiat lorsqu'il s'agit de villes, de villages ou de terres abandonnées en masse par la population.

Le séquestre prend fin par la mainlevée contentieuse ou gracieuse. La mainlevée contentieuse a lieu lorsque l'indigène prétend par exemple ne pas être l'individu visé par l'arrêté prononçant le séquestre. La demande, déposée dans les mains de la Direction des finances à Alger, est transmise dans les trois mois au Gouverneur général, qui statue sans appel dans les six mois, conformément aux articles 3 et 5 de l'ordonnance de 1845.

La mainlevée peut être gracieuse et l'on peut discerner dans cette mainlevée les cas où elle est conventionnelle. Après 1871 (1) l'État fit application de cette mainlevée en exigeant le paiement du 1/5 de la valeur des immeubles. En 1877, le rachat fut autorisé dans le cas de séquestre collectif.

(1) Rinn, R. A., 1889, t. 177 et s.

DEUXIÈME PARTIE

CRITIQUE DU RÉGIME DE L'INDIGÉNAT ET DES POUVOIRS DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL

Le régime que nous venons d'exposer a été critiqué, il a parfois même fait l'objet d'attaques violentes. Si certains esprits sont d'avis de le maintenir en entier, d'autres ont exprimé l'idée que ce régime étant, par sa nature même, temporaire et modifiable, il convenait de lui apporter certaines restrictions relatives aux personnes qui y sont soumises d'une part, au nombre même des infractions d'autre part, et enfin au nombre d'infractions maintenues dans la main de l'Administration. Un troisième groupe a manifesté cette opinion que le régime devait disparaître, que la Justice devait remplacer l'Administration, et enfin selon une quatrième opinion, non seulement le régime de la séparation des pouvoirs devait intervenir, mais les infractions même à l'indigénat devraient disparaître.

Nous faisons prévoir ici notre conclusion. Autant il nous semble peu compréhensible que l'on s'acharne à vouloir maintenir le régime actuel sans aucune modifi-

cation, alors que l'Administration, donnant l'exemple, restreint le cercle d'application quant aux personnes et quant aux infractions, autant il nous paraît prématuré de vouloir du jour au lendemain faire disparaître non pas seulement les pouvoirs des administrateurs, mais aussi le Code de l'indigénat lui-même.

Certaines infractions à l'indigénat ont pu, à un moment donné, être critiquées; celles-là devaient disparaître, mais le Code lui-même a encore sa raison d'être.

Il nous paraît malheureux à ce point de vue que l'on ne sache pas discerner les opinions multiples et les propositions diverses de modifications sur une question qui préoccupe les esprits algériens. On ne veut pas, nous parlons pour le vulgaire, se donner la peine de différencier les opinions et l'on classe toutes les propositions de réformes dans un groupe et toutes les résistances dans un autre groupe sans plus de préoccupation.

Nous désirons examiner successivement les reproches adressées aux Pouvoirs disciplinaires des administrateurs, et aux Pouvoirs forts du Gouverneur vis-à-vis des indigènes, puis nous verrons les deux projets dont est saisi le Parlement à l'heure actuelle. Projet du Gouvernement présenté en 1911 par M. Monis, ministre de l'Intérieur et Président du Conseil, et proposition A. Rozet, adoptée sous réserve de quelques retouches par la Commission des Affaires extérieures, en 1910 et en 1913.

CHAPITRE PREMIER

CRITIQUE DES POUVOIRS DISCIPLINAIRES DES ADMINISTRATEURS EN MATIÈRE D'INDIGÉNAT

Première section

CRITIQUES DIRIGÉES CONTRE LES ADMINISTRATEURS.

Les pouvoirs disciplinaires des administrateurs des communes mixtes ont été vivement attaqués, plus encore que ceux du Gouverneur général. Cela se conçoit aisément. Les cas où l'internement est prononcé sont bien moins nombreux que ceux où les pouvoirs disciplinaires de l'administrateur entrent en jeu. Il n'y a qu'un gouverneur, les administrateurs sont assez nombreux et le contact entre eux et les indigènes est fréquent. Enfin, alors qu'on pourrait supposer un gouverneur général faisant de ses pouvoirs une application insusceptible de critiques, on ne peut songer à trouver assez de « Salomons » à la sagesse infaillible, au jugement parfait pour en faire des administrateurs et des administrateurs adjoints.

Des accusations ont été portées contre les pouvoirs de ces agents, et d'autres contre les hommes eux-

* mêmes. L'administrateur a été représenté comme un tyran, un potentat, un satrape (1).

Nous avons de nos jours, nous nous plaisons à le reconnaître, de biens meilleurs administrateurs qu'autrefois. Nous sommes heureusement loin de ces agents dont M. Hugolin nous fait un pittoresque portrait.

« Il y avait de tout dans la première fournée de nominations que signala l'avènement de M. Albert Grévy : Flaneurs de la Cannebière, chanteurs black-boulés, mécaniciens, etc... sans notions administratives, sans la moindre expérience des mœurs arabes, quelquefois même sans une bonne volonté, qui durent seulement à de hautes protections d'être nommés à ce qu'ils croyaient être une sinécure. Pour que la collection fut complète, il n'y manquait que le danseur de Beaumarchais... (2) »

Il y avait loin de là à ces « hommes d'une honora-

(1) Victor Piquet, p. 226. Fontin-Clauzel : Un côté de la question algérienne. Les indigènes musulmans, *Nouvelle Revue*, 15 janvier 1890, M. Le Breton au Sénat, séance du 22 juin 1888, *J. O.*, Déb. Parl., Sénat, 1888, p. 991. M. Schœlcher au Sénat, séance du 25 juin 1888, *ibid.*, p. 1005.

(2) M. Hugolin, *Le banditisme en Algérie*, p. 12. M. Hugolin est partisan des pouvoirs répressifs des administrateurs. Voir également Leroy-Beaulieu, *L'Algérie et la Tunisie*, 2^e édit., p. 307. — *La Dépêche algérienne* du 7 novembre 1912 reproduit une lettre de François Coppée, écrite d'Alger en 1891, dont voici un passage : « Sauf les hauts fonctionnaires, les soldats et un petit nombre de civils — colons et marchands — il n'y a ici que des ratés rongant leur part du budget ou tripotant pour faire fortune très vite et sans travailler ». — L'opinion de François Coppée était certainement exagérée. — Sur l'amélioration à apporter du recrutement des administrateurs. Voir une communication faite au *Temps*, par R. Estoublon le 28 août 1885.

bilité parfaite, capables, connaissant les indigènes, leur langue, leurs mœurs, leurs coutumes et leur administration » que prévoyait M. Grévy, et douze ans après les paroles de ce Gouverneur, Burdeau constatait que M. Grévy s'était fortement illusionné.

La mission de l'administrateur est fort délicate, il faudrait pour la remplir, un fonctionnaire réunissant toutes les qualités d'un homme d'état, connaissant le droit français et le droit musulman et qui soit en quelque sorte parfait (1). Or, la perfection n'est pas réalisable, et c'est un danger de trop compter sur l'homme (2).

A l'heure actuelle, le recrutement de ce personnel est certainement meilleur, les administrateurs sont pour les deux tiers recrutés au concours et pour un tiers choisis parmi les anciens élèves de certaines écoles.

Est-ce assez ? Très certainement non. Si nous comparons les administrateurs algériens aux administrateurs coloniaux préparés à leur tâche à l'École coloniale ou recrutés au concours parmi des postulants

(1) Victor Piquet, *op. cit.*, p. 130.

(2) Cf. M. Michel à la Réunion d'Études algériennes du 23 février 1912, *Bulletin* 1912, p. 36. « Pour donner à des hommes le pouvoir d'administrer, de juger surtout sans une surveillance et un contrôle continuels, il faudrait que vous puissiez recruter de véritables anges. Vous ne pouvez en avoir la prétention. Aussi, les hommes qui ne se laissent pas gâter par ce régime méritent, j'en conviens, les plus grands éloges. Mais à côté d'eux, il y a les bons qui deviennent moins bons et les médiocres qui deviennent pires ».

titulaires de diplômes garants d'études antérieures, nous sommes obligé d'admettre que les connaissances exigées des administrateurs d'Algérie sont moins grandes (1).

La compétence des administrateurs paraît insuffisante, il semble que l'on devrait exiger des candidats le diplôme de licencié en droit, et d'autre part, on avoue que cette exigence éliminerait des postulants, et que leur nombre ne serait plus assez grand. On prétend que la fonction d'administrateur serait à brève échéance délaissée, que les adjoints passaient les examens de licence en droit pour sortir de l'administration, et en 1913 le concours ne réunissait que quatorze candidats pour huit places.

Cet état de choses serait dû à la situation matérielle insuffisante et aussi aux attaques dirigées contre le corps des administrateurs (2).

Au point de vue moralité : nous pensons qu'il y a eu une grande amélioration. Nous estimons la grande majorité de ce personnel honnête, et cependant il y a peut être encore assez de brebis galeuses qu'il faudrait éliminer pour le grand profit des administrés indigènes ou colons, et pour le bon renom de l'administration et de la partie saine et honnête de ce corps de fonctionnaires.

(1) Cf. également le mode de recrutement des contrôleurs civils du Maroc. Arrêté du 26 juin 1913 du Résident général.

(2) *Echo d'Alger*, 10 juillet 1913, Dans les communes mixtes, sous la signature Jean Delamaison. Cécile, *op. cit.*, p. 151.

Nous ferons remarquer que parler des défauts de certains ne constitue pas une charge contre l'ensemble, une attaque contre l'honorabilité des administrateurs, ce qu'on semble souvent oublier.

Pour ce qui est des qualités morales, nous nous croyons autorisé à en parler parce que même au Gouvernement général il en est question, et que l'on y estime que l'on devait s'attacher par dessus tout à la valeur morale des candidats administrateurs (1). Et d'autre part si on examine les choses sans parti pris, mais en rendant cependant hommage au Gouverneur général de sanctionner les faits reprochables, on peut constater que le cas de passage en conseil de discipline ne sont pas d'une extrême rareté. M. Michel signale que dans une période assez brève il y a eu : une révocation d'un secrétaire général pour l'administration des Affaires indigènes, six traductions d'administrateurs en conseil de discipline suivies de trois révocations, de deux rétrogradations et d'un blâme (2).

Il ne faut pas penser que le Gouvernement général a été conduit à prendre ces mesures pour donner satisfaction aux critiques, et que ces critiques sont le fait de métropolitains peu ou pas au courant de la situation. Car dans un vœu unanime du Conseil

(1) Opinion de M. Barbedette rapportée dans Cécile, *op. cit.*, p. 152.

(2) *Bulletin de la Réunion d'Etudes algériennes*, 1912, p. 22 (séance du 26 janvier 1912).

général de Constantine au sujet du régime des communes mixtes, exprimé le 19 avril 1912 (1) on peut lire : « Des exécutions timides ont eu lieu. Elles ne paraissent pas suffisantes à l'opinion publique algérienne. En frappant plusieurs fonctionnaires de communes mixtes, accusés de faits graves, de prévarication, ou d'abus de pouvoir, l'autorité supérieure n'a pas osé appliquer les sanctions judiciaires qui s'imposaient. Il en résulte que les mesures prises n'ont pas donné les leçons salutaires que l'on en attendait et qui devraient avoir dans le pays des répercussions profondes et nécessaires. »

Nous ne sommes pas d'avis de déterrer les vieilles histoires d'abus, et de les exposer en série, elles le furent à la Chambré ou au Sénat lors des différentes discussions sur la question, mais nous sommes obligé de déclarer qu'il y a des abus commis par les administrateurs et nous sommes par cela même conduit à conclure à la nécessité de modifications au système actuel.

L'abus le plus commun d'après M. Michel (2) est l'usage immodéré du droit de réquisition; l'administrateur use de ce droit pour se procurer du bois, de l'orge, de la paille qu'il pourrait acheter au marché

(1) Rapporté dans le *Bulletin de la Réunion d'Etudes algériennes*, 1912, p. 143.

(2) Réunion d'Etudes algériennes, séance du 23 février 1912. *Bulletin* 1912, pp. 27 et s.

comme un simple particulier... M. Michel en signale un autre consistant à condamner des indigènes pour les employer à des cultures personnelles. Enfin l'administrateur qui doit le plus souvent se fier aux rapports des cheiks sur les indigènes, couvre involontairement de son autorité le chantage exercé par ceux-ci sur leurs administrés.

Les abus sont également reconnus dans le rapport approuvé par le Conseil général de Constantine dont nous avons déjà parlé (1). Dans les réponses adressées à la Réunion d'Études Algériennes qui ouvrit en 1912 une enquête sur la question des pouvoirs disciplinaires des administrateurs, on avoue également l'existence d'abus (2) et il y a lieu de remarquer que ces réponses émanent du milieu colon. Par contre certains colons qui vivent sans doute dans des régions où les Administrateurs furent toujours triés sur le volet déclarent qu'ils n'ont jamais vu les Administrateurs faire abus de leurs pouvoirs, mais que bien au contraire « ils sont trop bons » (3). Mais comme il y a eu des sanctions édictées par le Gouverneur et que

(1) *Bulletin Réunion d'Etudes algériennes*, 1912, p. 141 : « Des abus se sont produits, des faits particuliers ont soulevé, à juste titre l'indignation publique et la réprobation de tous les honnêtes gens sans distinction de partis ».

Voir également une lettre émanant de colons dont le texte est reproduit dans le *Bulletin de la Réunion d'Etudes algériennes*, 1912, p. 31.

(2) *Bulletin Réunion d'Etudes algériennes*, 1912, pp. 176 et s.

(3) Comice agricole de Marengo, *Bulletin Réunion d'Etudes algériennes*, 1912, p. 194.

d'autre part nous verrons qu'à l'heure actuelle on s'entend pour demander un contrôle sérieux des administrateurs, nous pouvons affirmer sans crainte d'être démenti qu'il y a parfois des abus.

M. Michel signale entre autres des cas qui sont particulièrement odieux : Nous ne reproduirons que celui d'un administrateur, cependant honnête, qui fit enfermer un Arabe taxé par le cheik pour des bestiaux qu'il ne possédait point et qui refusait de payer. L'Arabe fut incarcéré cinq jours, mais il refusa de payer. Incarcéré à nouveau il résista : « L'administrateur se lassa et s'avisa d'un stratagème abominable. Il fit venir la femme de l'indigène et la fit enfermer dans la prison des hommes. Après une séance d'une demie-journée, l'Arabe payait : « J'aurais volé l'argent » dit-il (1).

M. Albin Rozet indique d'ailleurs dans sa proposition, page 12, que les geôles des communes mixtes sont souvent obscures et malsaines et qu'on y entasse des condamnés avec des prévenus sans respecter la différence des sexes. Nous n'avons pu faire une enquête, dans toutes les communes mixtes, mais, dans certaines nous a-t-on affirmé, il n'y a pas de salle spéciale pour les femmes : on enfermait celles-ci dans le poste des cavaliers.

M. Michel reproche aussi aux administrateurs des

(1) *Bulletin Réunion d'Etudes algériennes*, 1912, p. 241.

actes de brutalité, et l'on se souvient de la fameuse histoire du coup de cravache qui suscita dans le *Temps* des articles de M. Philippe Millet et des ripostes du Président de l'Amicale des administrateurs. Le *Temps* ne voulut pas faire office de délateur en donnant publiquement un nom, — il n'y avait pas en l'espèce intention de crever un œil d'un coup de cravache, mais un coup de cravache avait malheureusement crevé un œil.

Chacun peut, sur ce chapitre, apporter sa contribution, mais nous ne voulons pas faire une revue de tout ce que l'on a dit à ce sujet.

Les abus s'expliquent très facilement. L'administrateur n'est pas suffisamment contrôlé, il a trop d'indépendance et la nature humaine le porte à abuser des pouvoirs qui lui sont conférés (1).

La réunion dans la même main des pouvoirs d'accuser, d'instruire, de juger, porte celui qui les détient à en abuser et ce n'est pas sans motif que notre législation pénale donne à des personnes différentes, à des organes différents, ministère public, juge d'instruction et tribunal, ces différentes attribu-

(1) Michel, *Bulletin Réunion d'Etudes algériennes*, 1912, p. 244.

Sur la nécessité d'organiser un contrôle sérieux. Cf. le vœu de la Réunion d'Études algériennes. Séance du 22 novembre 1912, *Bulletin* 1912, p. 264.

« La Réunion d'Études algériennes émet le vœu que l'exercice des pouvoirs disciplinaires des administrateurs soit soumis à un contrôle fortement établi pour prévenir tout arbitraire et réprimer tous les abus ».

tions. L'administrateur est, en matière d'indigénat, celui qui accuse, qui instruit et qui juge, et les faits qu'il réprime sont souvent des faits d'insurrection à sa propre autorité, ce qui le rend d'autant moins impartial (1).

M. Victor Piquet ne craint pas d'écrire que « de l'administrateur, nous avons fait, qu'on le veuille ou non, un vice-roi » (2) le contrôle devrait en conséquence être très rigoureux.

Très certainement, on invoquera le contrôle des sous-préfets, des préfets, et celui récent de l'inspecteur général des communes mixtes. Est-ce suffisant, et l'esprit de camaraderie n'est-il pas à craindre? Le sous-préfet est souvent un ancien administrateur, et l'inspecteur ne sera-t-il pas souvent issu de ce milieu? Il faudrait des contrôleurs absolument soustraits à la hiérarchie administrative du Gouvernement général (3), pour nous, nous le verrions avec plaisir relever directement du ministère de l'Intérieur. Un décret prochain doit créer un contrôle des services administratifs spécial à l'Algérie (4).

M. Foncin estimait, en 1890, que les sous-préfets et

(1) *Bulletin Réunion d'Etudes algériennes*, 1912, p. 216, article sans signature.

(2) Victor Piquet, *La colonisation dans l'Afrique du Nord*, p. 226.

(3) Michel, *Bulletin Réunion d'Etudes algériennes*, 1912, p. 24, séance du 23 février 1912.

(4) D'après les déclarations du Secrétaire d'État à l'Intérieur Chambre des députés, séance du 23 décembre 1913, *J. O.* 1913, Déb. Parl. Chambre, p. 4025.

préfets absorbés par leurs affaires civiles, n'auraient pas toujours le loisir de surveiller de près les administrateurs, et que le Gouverneur général ne saurait intervenir lui-même dans cette surveillance que par l'intermédiaire des préfets et sous-préfets (1).

M. Michel fait remarquer qu'actuellement ce contrôle n'est pas efficace, encore que M. Jonnart ait voulu mettre ces fonctionnaires « à cheval ». Le sous-préfet est accablé de paperasses et pour accomplir des tournées véritablement utiles, il lui faudrait séjourner dans chaque commune mixte et la parcourir en écoutant les doléances des uns et des autres sans être suivi d'une escorte qui éloigne l'administré (2).

La nécessité d'un contrôle est à l'heure actuelle reconnue par tous ceux qui discutent raisonnablement, quelle que soit leur opinion, sur la question des pouvoirs disciplinaires des administrateurs. Nous renvoyons sur ce point à la plupart des réponses fournies à la Réunion d'Études algériennes déjà signalées. Pour certains, la solution du problème réside non pas dans la suppression des pouvoirs des administrateurs, mais dans un meilleur choix du personnel et dans l'organisation d'un contrôle efficace et sévère (3).

(1) Rapport sur les travaux de la 2^e section de Congrès Colonial National, 1889-890, t. II, p. 92.

(2) Michel, *Bulletin Réunion d'Études algériennes*, 1912, p. 243, séance du 22 novembre 1912.

(3) En ce sens cf. article de M. H. Vaysse, dans *Bulletin Réunion d'études algériennes*, 1911, p. 381. M. Prévost-Leygonie émet l'opinion

D'ailleurs, il serait injuste de ne pas constater l'initiative heureuse de M. le Gouverneur général Lutaud dans ce sens. Le Gouverneur général a tout d'abord créé l'inspection des communes mixtes. En 1911, lorsqu'il demanda aux Délégations Financières les crédits nécessaires, il affirma sa parfaite conviction que ce contrôle était superflu et que les administrateurs étaient fort honorables, mais qu'il tenait à établir aux yeux du Parlement que si une brebis galeuse était signalée, elle serait impitoyablement dénoncée et sacrifiée. Les faits ont démontré les résultats, le contrôle a fonctionné, timidement peut-être, mais il a fonctionné.

Le *Temps* signala cette création comme se rattachant à un ensemble de mesures entreprises par le Gouverneur pour l'amélioration du sort des indigènes (1).

En 1912, lors de la Séance d'ouverture des Délégations Financières, le Gouverneur général annonçait que si ce contrôle ne devait pas suffire, il le renforcerait. Le 15 novembre 1912, une circulaire du Gouverneur enjoignait aux sous-préfets et aux secrétaires généraux des préfectures d'effectuer des tour-

que « le sous-préfet le plus actif ne peut se promettre de contrôler dans les moindres détails les administrateurs placés sous ses ordres » il conclut à une plus large initiative laissée à l'administrateur à la condition que ce soit un « homme capable et absolument digne ». R. A., 1890, 1, 114.

(1) Numéro du 8 août 1911.

nées de contrôle trimestrielles, les tournées semestrielles ne paraissant pas suffisantes, le Gouverneur décidait de plus que les préfets feraient une tournée d'inspection par an, et il manifestait le désir qu'ils instituassent dans les communes mixtes une chek-kaïa (1).

En dehors de l'insuffisance de contrôle, les abus sont occasionnés et favorisés, il faut bien le dire par la mentalité de l'indigène qui facilite les défaillances. L'indigène n'ose pas protester en face contre un fonctionnaire, et d'autre part il offre très naturellement des cadeaux. Le backchich a trop longtemps fonctionné avant 1830 pour qu'il soit sorti de l'esprit de la race. Sans être foncièrement malhonnête, un fonctionnaire non contrôlé pourra l'accepter sous certaines de ses formes, et arriver ainsi à la mentalité large qui lui fera mal distinguer la limite de ses droits.

On a critiqué d'ailleurs la mentalité du corps des administrateurs, le désir de pouvoirs absolus qui fait éclore l'absence de contrôle. Nous signalerons à ce point de vue le fait pour les administrateurs d'avoir exprimé l'avis que l'introduction de la faculté d'appel de leurs décisions devant les préfets et sous-préfets a porté atteinte à leur prestige (2). Et de même lorsque

(1) Audience où chacun peut exposer ses griefs.

(2) Fait rapporté par M. Loubet, président du Conseil, ministre de l'Intérieur, dans son rapport sur l'application de la loi du 25 juin 1890.

les administrateurs ont été appelés à remplir les fonctions d'officier du ministère public auprès des tribunaux répressifs, ils ont protesté contre l'humiliation que leur causait la formalité de la prestation de serment, et on a institué un serment à huis clos, ne voulant pas mêler un instant l'administrateur à la foule de l'audience, bonne sans doute pour tous les magistrats de l'ordre judiciaire par exemple (Premier Président et Procureur Général en tête) qui prêtent serment au grand jour (1).

Nous terminerons les critiques contre les administrateurs par cette remarque de M. Foncin dans son Rapport au Congrès Colonial National de 1889 : « En fait, les administrateurs encore aujourd'hui sont presque tous assez jeunes et capables de céder à de fâcheux entraînements. Si bons fonctionnaires qu'ils soient, ce sont des hommes et il est toujours dangereux de trop compter sur les qualités personnelles des

Le rapporteur faisait observer que les indigènes n'avaient fait qu'un usage très modéré du droit d'appel.

A propos de l'assassinat d'un colon, M. Raffi, en avril 1912 dans la commune mixte d'Aln Bessem, le reporter de la *Dépêche algérienne* faisait observer que l'administrateur ne tient pas au courant le juge d'instruction de son enquête; il ne fit que solliciter des mandats de dépôt; si bien qu'un avocat constitué par les indigènes arrêtés ne put pendant près de 10 jours obtenir aucun renseignement sur les causes de l'arrestation de ses clients (*Dépêche algérienne* du 24 avril 1912). Cela montre que l'administrateur ne voulait aucun contrôle dans sa manière d'agir, et en plus ne marquait aucune considération pour la magistrature.

(1) A. Rozet à la Chambre, séance du 20 juin 1912, *J. O. Déb. Parl.*, 1912, p. 1592. La circulaire du Procureur général sur le serment à huis clos est du 6 février 1907.

hommes à qui l'on confie une autorité mal définie et extra légale» (1).

Nous nous permettons d'empiéter ici sur les avantages que nous attribuons au juge de paix, mais il est incontestable que ce magistrat que l'on accuse d'avoir un rôle « automatique » (2), justement à cause des limites apportées à ses pouvoirs, est empêché de commettre des abus. Si sa justice botte parfois, la perfection n'existant pas plus en Algérie qu'en France, elle va du moins son chemin et enfin de compte offre de plus grandes garanties et donne de meilleurs résultats.

Deuxième section

CRITIQUES DIRIGÉES CONTRE LE RÉGIME LUI-MÊME.

Mais à côté de tous les reproches, de toutes les accusations dressés contre les administrateurs pris individuellement ou en corps, il faut examiner les critiques faites au régime lui-même, qui nous paraît plus attaquable que les hommes chargés de le faire aller, car c'est ce régime, qui facilite les faiblesses et les abus.

Nous avons dit que ce régime a rendu des services,

(1) Foncin, *Rapport sur les travaux de la 2^e section au Congrès Colonial National*, Paris, 1889-1890, t. II, p. 71, et A. Girault, *Congrès international de sociologie coloniale*, Paris, 1900, t. I, p. 71.

(2) Cécile, *op. cit.*, p. 157.

car dans un pays fraîchement conquis, il faut aller au plus pressé, et une justice sommaire s'impose. Il n'est pas question de discuter ses avantages dans l'histoire de l'Algérie, mais à l'heure actuelle (1).

C'est surtout en ce qui concerne le pouvoir des administrateurs que la confusion des pouvoirs administratifs et judiciaires est sensible. Les administrateurs sont chargés de réprimer des contraventions qui sont le fait de chaque jour, qui ne constituent pas de bien grandes fautes, des contraventions qu'un homme est amené à commettre sans pour cela être classé dans la catégorie des bandits ou simplement dans celle des gens malhonnêtes.

Le principe de la séparation des pouvoirs formulé par Montesquieu doit-il ou ne doit-il pas recevoir application lorsqu'il s'agit d'indigènes. Sa non application est-elle nécessaire, indispensable à la sécurité?

M. le Général Parmentier a fait au Congrès Colonial National de Paris (1889-1890) une remarque qui vaut bien des arguments en la matière: « Les administrateurs n'ont droit de répression que dans les cas peu graves. Pour les délits caractérisés ou les crimes, l'indigène relève des tribunaux. La séparation des pouvoirs qu'on semble redouter existe donc déjà en fait (2). »

On a dit que les indigènes ne sont point choqués par

(1) Dans ce sens, Larcher, *op. cit.*, vol. II, pp. 452 et 453.

(2) Recueil des Délibérations, vol. I, p. 131.

cette confusion des pouvoirs dans la même main, qui n'existe, comme le fait remarquer le Général Parmentier, que pour les petites infractions et dans le cas de peines prononcées par le Gouverneur pour des raisons qui devraient être exclusivement politiques. La confusion de ces pouvoirs serait adaptée à la mentalité indigène (1).

La séparation des pouvoirs serait aux yeux des indigènes « une chinoiserie pure, un émiettement incompréhensible du pouvoir. L'indigène est simpliste. Il ne comprend pas que celui-là qui commande ne puisse pas réprimer » (2).

Cependant de bons esprits ont prétendu que l'idée de séparation des pouvoirs n'était pas aussi étrangère à la mentalité des indigènes algériens qu'on voulait bien le dire. Rinn montre que les indigènes faisaient une distinction entre le Hokm el Maghzen (l'autorité gouvernementale) et le Hokm ech-Chera (l'autorité judiciaire) (3). M. Foncin a pu soutenir brillamment et avec succès que les indigènes sont déjà habitués à faire la distinction de l'autorité administrative et de l'exercice du droit de punir confié à nos tribunaux,

(1) *L'Information algérienne*, 13 mai 1910, La Politique indigène, article signé : Un Colonial. G. Prévost-Leygonie, *Les Pouvoirs disciplinaires des administrateurs de communes mixtes en Algérie*, R. A., 1890, 1, p. 90. E. Mercier, *L'Algérie et les questions algériennes*, p. 314.

(2) *Cong. inter. de soc. col.*, Paris, 1900, t. I, p. 71. *Rapport* A. Girault et *Cong. col. nat.*, Paris, 1890, t. III, p. 114. M. Sazie (discussion).

(3) R. A., 1885, 1, 55. *Rapport* A. Rozet, 355, p. 3.

et qu'il importe de fortifier et de développer en eux cette notion élémentaire de droit public (1).

MM. Le Henaff et Pensa estiment que l'on doit transformer dans ce sens l'esprit de l'indigène s'il n'y est déjà conformé (2).

D'ailleurs il nous est impossible de croire qu'une élite à qui on a donné de l'instruction dans nos lycées, à qui on a parlé dans nos moindres écoles de nos immortels principes ne puisse à l'heure actuelle comprendre la juste portée de cette séparation.

Et pour la masse, nous nous refusons à croire qu'elle l'ignore, et qu'elle soit respectueuse seulement de ceux qui ont le droit de punir.

« Contrairement à ce que beaucoup de gens se figurent, les indigènes ne croient pas à la seule vertu du panache et du sabre. Ils savent très bien où est la véritable autorité, et je suis persuadé que des musulmans, même les plus infimes, venant à Paris, iront s'adresser à M. le Président du Conseil bien qu'il soit en jaquette, sachant bien que c'est lui qui a l'autorité et non pas à un général ayant des plumes blanches à son bicorné, » disait M. Broussais député d'Alger à une séance de la Chambre (3).

(1) *Rapport sur les travaux de la 2^e section au Cong. col. nat.*, 1889, t. II, p. 92.

(2) Cf. *Cong. int. soc. col.*, 1, 261 et Pensa, *Le Code spécial de l'indigénat en Algérie (Annales de l'Ecole libre des sciences politiques)*, 15 janvier 1890, p. 67).

(3) Séance du 21 juin 1912, *J. O.*, 22 juin 1912, Déb. Parl., Chambre, p. 1651.

Et sans se donner la peine de suivre l'indigène à Paris, en le prenant dans son « bled », nous le voyons témoigner du respect aux gendarmes, aux gardes forestiers qui ont des uniformes mais ne prononcent pas de peines, aux juges de paix qui n'ont point d'uniforme et à tout fonctionnaire d'une façon générale (1).

On représente le juge de paix comme un homme ne se déplaçant que difficilement (2), et le juge d'instruction comme un impotent : « Quand on voyait poindre à l'horizon, écrit M. Aynard, le juge d'instruction sur son mulet ou dans sa carriole, on savait que le moment était venu de prendre le large ou de réunir les barbes les plus vénérables du douar pour appuyer les faux serments » (3).

Tandis que « là au contraire, où l'administrateur s'agite, montre son uniforme et le burnous bleu de ses Krielas, les mauvais esprits s'observent plus attentivement et provoquent moins de plaintes » (4) et on insiste sur le « dolman bleu » sur le « pantalon gris fer à bandes bleues » sur le « képi bleu » qui constituent l'administrateur représentant lui-même le beylick (5).

(1) Dans ce sens, Mémoire précité dans *Bul. Etudes algériennes*, 1912, p. 225.

(2) H. Vaysse, Les Pouvoirs disciplinaires des administrateurs en Algérie et le Code de l'indigénat. *Bull. Etudes algériennes*, 1911, p. 381.

(3) R. Aynard, *L'Œuvre française en Algérie*, p. 159.

(4) Paysant, *Conférence à la Société d'agriculture de Constantine*, p. 11.

(5) Prévost-Leygonie, R. A., 1890, I, pp. 85 et 86.

A cette lecture, on se demande si les indigènes n'accourent pas confesser leurs fautes devant « l'homme bleu », et si les signaux faits au moyen de burnous entre Arabes de montagne à montagne pour annoncer l'arrivée de quelque autorité ne sont pas employés quand le fonctionnaire qui la représente est revêtu d'un uniforme et si le juge de paix est incapable d'aller autrement que sur la mule blanche du cadi qui fut un temps si à la mode ou dans une « carriole », mais jamais sur un cheval capable de mener un train convenable ! D'autre part la comparaison de bonne foi des enquêtes faites par des magistrats de l'ordre judiciaire et de celles faites par des administrateurs permet-elle d'affirmer l'impuissance du juge d'instruction ? (1) Et sans doute faut-il penser que les informations en quelques lignes des administrateurs ont toutes les vertus et suffisent amplement à éclairer la justice d'une façon nette et à lui fournir des preuves sérieuses de la culpabilité des accusés ?

Si l'on pense que le juge de paix est impotent qu'on donne des facilités plus grandes de déplacement, mais il est inutile de lui octroyer un képi bleu. M. Broussais, l'a ironiquement établi dans la passage de son discours que nous avons rapporté.

Un grand avantage de la justice rendue par l'admi-

(1) Aynard, *loc.*

nistrateur est dit-on sa rapidité, et cette rapidité est dans l'intérêt de la sécurité du colon, elle est préférable pour l'indigène lui-même.

Il faut pour faire impression sur l'indigène une justice rapide et le « sitôt pris, sitôt pendu » ne serait pas déplacé (1). Les Arabes sont les premiers à le souhaiter ils aiment mieux une justice administrative prompte, sévère mais paternelle (2) qu'une justice rendue par des magistrats avec des lenteurs nécessaires mais peu souhaitables.

La justice de l'administrateur est plus expéditive et moins chère parce que ce fonctionnaire se déplace et que l'indigène aurait au contraire de longues courses à faire pour venir au prétoire du juge de paix.

Sur la question de dépenses entraînées par ces déplacements du justiciable, nous verrons comment on y remédie dans la proposition A. Rozet. Nous constaterons qu'on donne également satisfaction aux plus difficiles sur la question rapidité en décidant que le juge de paix tiendra deux audiences par semaine pour l'examen de ces affaires et que partant le jugement interviendra au plus tard le troisième ou le quatrième jour suivant la constatation de la contravention.

Nous ferons remarquer d'autre part que, contrairement à ce que l'on s' imagine assez volontiers, les contraventions en commune mixte ne sont pas

(1) Hugolin, *Le Banditisme en Algérie*, pp. 16 et 17.

(2) Prevost-Leygonie, R. A., 1890, 1, 86.

constatées le plus généralement par l'administrateur qui, malgré toute sa bonne volonté, n'a pas le don d'ubiquité, et que la condamnation n'intervient que plusieurs jours après la constatation du fait délictueux. Il faut bien compter trois ou quatre jours très normalement, et nous pourrions citer des cas de condamnations intervenues plus d'un mois après que les contraventions avaient été dressées par la gendarmerie.

Mais si la rapidité est une qualité « il ne faut pas « toutefois en avoir le fétichisme, et l'on doit avouer « que c'est une qualité bien secondaire à côté de « l'impartialité et de l'équité. Un tribunal n'est pas « un champ de courses que le juge doit s'appliquer à « parcourir dans le plus bref délai. Lorsqu'on fait « marcher la justice à pleines voiles, la célérité a « souvent lieu aux dépens de la sécurité des justiciab-
« bles; et pour aller plus vite, on se contente des « témoins à charge, on néglige les témoins à dé-
« charge (1) ». Si le juge met le temps nécessaire à informer, si même il n'aboutit pas dans tous les cas, cela vaut mieux que de trouver un coupable par force pour donner satisfaction à l'opinion.

Quant à dire que l'indigène préfère cette justice rapide, nous ne le pensons pas, il aime mieux de sérieuses garanties, d'ailleurs ceux qui le disent ne

(1) *Bull. d'Etudes algériennes* (mémoire précité), 1912, p. 225.

le pensent pas non plus, car ils présentent l'indigène comme très procédurier.

On a vu également un grand avantage, des pouvoirs des administrateurs dans ce fait que n'étant pas tenu par un système rigoureux de preuve, ce fonctionnaire pouvait, au grand profit de la politique, condamner pour faire des exemples ou innocenter lorsque cela paraissait utile, en résumé tenir compte de bien des éléments qui doivent rester étrangers à des magistrats (1). Ce serait un avantage de l'arbitraire.

Mais si cet argument peut avoir sa valeur dans certaines colonies, lorsqu'il s'agit de faits très importants, il ne nous paraît pas très décisif en Algérie où les faits soumis à la répression en matière d'indigénat ne sont pas tellement graves que de leur sanction par l'administration dépende la bonne politique. D'autre part, il ne faut pas croire que le juge qui peut se mouvoir dans les limites d'un maximum et d'un minimum ne pourra pas tenir compte des circonstances entourant la contravention et qu'il ne pourra pas rendre une bonne justice qui aura une excellente portée politique, sans avoir pour but de faire de la politique.

Au contraire il ne nous apparaît pas comme sans danger de faire un juge d'un agent politique, dépendant du Gouverneur général, d'un fonctionnaire

(1) A. Girault, *Rapport au Cong. inter. de soc. col.*, Paris, 1900, t. I, p. 71.

dont le « premier devoir est d'obéir aux ordres et même aux ordres tacites, aux tendances de ses chefs ou de personnes qui représentent le Gouvernement » tandis que le juge offrira le grand avantage de ne devoir « compte de ses actes et de sa décision à personne, mais seulement à la loi et à sa conscience » (1).

C'est dans le caractère politique de l'administrateur que l'on a cru trouver la cause des abus commis par ce fonctionnaire et la délibération du Conseil général de Constantine dont nous avons déjà parlé n'est pas muette sur ce point. Après avoir envisagé les abus, le rapporteur estime que les vrais coupables ce ne sont pas les chefs hiérarchiques, mais il pense que « si l'on allait au fond des choses, il faudrait probablement reconnaître que la faute, la grande faute, doit être imputée au rôle politique que l'on a toléré jusqu'en ces derniers temps, chez les fonctionnaires de nos communes mixtes » (2) et le rapporteur ajoute : « L'impunité de ses fautes professionnelles lui semble assurée par les services qu'il croit avoir rendus » (3).

On a dit que le juge de paix devait s'adresser à

(1) Piepers, *Cong. inter. soc. col.*, Paris, 1900, t. I, pp. 262 et 263.

(2) Dans *Bull. Etudes algériennes*, 1912, p. 143.

(3) On lira avec grand profit au sujet du rôle politique, voir même électoral de l'administrateur, le compte rendu de la séance de la Réunion d'Études algériennes du 22 novembre 1912, *Bull.*, 1912, pp. 247 et s. M. Michel donne le texte d'une circulaire émanant de la sous-préfecture de Mostaganem, fort claire à ce sujet. La représentation des indigènes est donc faussée et les vœux exprimés par les élus ne sont donc pas toujours ceux des électeurs.

l'administration pour trouver des témoins. Nous ferons remarquer que cela pourrait s'expliquer par ce fait que c'est l'administrateur qui punit le refus de comparaître devant l'officier de police judiciaire, et celui de fournir les renseignements demandés par les agents de l'autorité administrative ou judiciaire dans l'exercice de leurs fonctions (1). D'autre part il ne faut pas qu'un indigène vienne témoigner sous l'impression de la crainte, ou tout autant recourir aux procédés de l'Inquisition (2).

Cependant la pression est aux yeux de certains un moyen excellent dans l'intérêt de la justice (3). Nous pensons que l'on risque fort d'abuser de ce moyen si on en admet le principe et que d'autre part les infractions à l'indigénat ne nécessitent pas des dérogations au droit commun tellement excessives.

Il faut donner à l'indigène des garanties juridiques : « Le respect des garanties juridiques dues à tout individu, ne peut qu'assurer, à notre pays, l'estime, la confiance, peut-être même la gratitude de tous ceux qu'ils associe à sa gloire et à ses destinées » (4).

L'Algérie est à l'heure actuelle un pays assez dans

(1) Numéros 17 et 22 du tableau annexé à la loi du 24 décembre 1904.

(2) M. A. Rozet fait remarquer dans sa proposition de loi l'abus qui peut être fait de l'article 22 du tableau annexé à la loi du 24 décembre 1904.

(3) M. Lejeaux à la Réunion d'Études algériennes, séance du 28 juin 1912, *Bull.*, 1912, p. 164.

(4) Steeg, dans un article reproduit dans *Bull. Etudes Algériennes*, 1912, p. 124.

la main de la France, pour qu'on ne soit pas obligé d'avoir recours à des procédés qui peuvent trouver une justification dans des périodes de trouble, mais sont nuisibles à la conquête du cœur d'une nation.

« Il est incontestable que la juridiction des juges de
« paix offre aux justiciables indigènes des garanties
« que ne leur offre pas celle des administrateurs. M. le
« sénateur Isaac les a dans son discours du 22 juin
« 1888 remarquablement mises en lumière, le grand
« jour de l'audience, la compétence et plus encore
« l'indépendance du magistrat — le droit de défense
« reconnu — le contrôle de l'opinion publique — celui
« de l'autorité judiciaire » (1).

Devant le juge de paix, l'indigène pourra avoir un défenseur : Mais immédiatement l'on s'empare de de cette idée pour dire que ce sont les agents d'affaires véreux (2) qui réclament la substitution du juge de paix à l'administrateur, parce que cela va leur créer des ressources nouvelles, ils se feront payer pour défendre les indigènes. — Combien cette objection est peu justifiée si l'on songe que le plus souvent l'indigène des communes de plein exercice ne prend pas de défenseur lorsqu'il comparait devant le juge de

(1) Proposition A. Rozet, p. 13. L'administrateur ne rend pas toujours sa sentence en public bien qu'une circulaire du Gouverneur général l'y engage, et la preuve publiquement manifestée n'est pas exigée. Dans ce sens Piquet, *op. cit.*, p. 225.

(2) Paysant, *loc. cit.*, p. 8.

paix pour contravention à l'indigénat. Mais lorsqu'il juge que la présence du défenseur est utile, il peut y recourir.

Et d'ailleurs ce n'est pas la seule, l'unique garantie offerte à l'accusé au prétoire du juge. Nous y trouvons le contrôle du greffier, de l'interprète et de l'audience publique.

Enfin, le jugement du juge de paix est motivé, il est solidement motivé, la Cour de Cassation saurait au besoin rappeler cette nécessité aux magistrats (1). La décision de l'administrateur sommairement motivée n'a point la même valeur. On y a vu avons-nous dit un avantage, l'administrateur pouvant atteindre un présumé coupable alors que la preuve juridique n'était pas faite.

D'autre part on invoquera l'article 4 de la loi du 24 décembre 1904, qui oblige l'administrateur à inscrire sur un registre à souche la condamnation « avec indication sommaire des motifs » et à délivrer à l'indigène un volant avec les indications nécessaires, mais ces rubriques sont trop sommaires (2), elles permettent de cataloguer les contraventions dans un des numéros du tableau annexé à la loi de 1904, mais il n'y a pas trace des moyens de preuve, une colonne

(1) Cass. Ch. Crim. 20 mars 1908, R. A., 1908, 2, 13 et la note d'E. Larcher.

(2) Michel, *Réunion d'Etudes algériennes*, séance du 23 février 1912, *Bull.*, 1912, p. 23.

du registre mentionne simplement par quel agent a été dressée la contravention.

Les administrateurs condamneraient d'après M. Michel, l'indigène plusieurs fois successivement pour le même fait, ce qui augmenterait le maximum de la peine (1).

L'appel des décisions de l'administrateur, qui devrait être une garantie, nous apparaît comme illusoire : « L'appelant, dit M. Rozet, doit présenter sa défense en personne, à quelque distance du chef-lieu d'arrondissement ou du département que soit sa résidence. Il ne peut se faire suppléer ou assister que par un membre de sa famille ou l'un des kébars (notables) de son douar. C'est-à-dire que l'assistance de tout défenseur professionnel, avocat ou avoué, et les sérieuses garanties qui en résultent pour le condamné appelant, lui sont refusées par le texte organique de l'appel » (2).

Mais en fait l'appel est chose rare, l'indigène n'ose pas en user il craint beaucoup trop qu'on ne veuille pas lui donner raison contre un administrateur, les chefs hiérarchiques devant selon lui se solidariser avec l'administrateur (3). Et nous ne dirons rien de

(1) Michel, *Réunion d'Etudes algériennes*, séance du 23 février 1912. *Bull.* 1912, p. 23.

(2) A. Rozet, *Proposition*, pp. 6 et 7.

(3) Dans ce sens *Recueil des délibérations du Congrès colonial national de Paris* (1889-1890), t. III, p. 115. M. Le Barrois d'Orgeval soutenait que l'appel ne donnerait aucune garantie.

certaines bruits qui ont cours et d'après lesquels l'administrateur refuserait de laisser faire appel. Si les garanties de l'audience au grand jour existaient, la chose et les bruits disparaîtraient.

Certaines années il n'y a pas eu d'appel (1903-1904). En 1906-1907 on en compte 8. Ces dernières années les chiffres se relèvent, est-ce à cause des critiques adressées de différents côtés ? On en compte 34 en 1910-1911, puis 93 en 1911-1912. 93 appels sur un total de 16.957 condamnations (1). On se demande si cette voie de recours est nécessaire ou si la sagesse des administrateurs est très grande quand on compte le nombre de condamnations infirmées. Une ou pas jusque vers 1908 ; 13 pendant la période qui comprend le deuxième semestre 1911 et le premier semestre 1912.

Si on examine d'autre part le montant des condamnations on verra que l'on abuse assez du maximum. Assez pour que l'on puisse se demander si ce maximum suffit puisqu'on l'utilise comme degré normal de la condamnation, pour que non seulement des juristes l'aient constaté (2), mais encore pour que cela ait pu faire parfois rappeler aux administrateurs par la voie hiérarchique qu'il ne fallait pas en exagérer l'emploi.

(1) Les statistiques sont données dans l'exposé de la situation générale de l'Algérie présentée annuellement par le Gouverneur général, et le Rapport sur les infractions spéciales à l'indigénat commises en Algérie, lequel paraît annuellement au *Journal officiel*, en vertu de l'article 10 de la loi du 24 décembre 1904.

(2) Larcher, *op. cit.*, t. II, p. 480.

On a dit que la proposition Rozet aggravait le sort de l'indigène en remplaçant les peines administratives par des peines judiciaires qui dégradent l'homme (1) cela doit s'entendre des peines prévues par le député de la Haute-Marne, comme devant remplacer l'internement, mais ne concerne pas selon nous les pouvoirs disciplinaires des administrateurs, mais la réponse est faite par M. A. Rozet qui fait remarquer que si le criminel sera puni d'une peine figurant à son casier judiciaire, l'honnête homme injustement poursuivi aura les moyens de se défendre (2).

Nous avons parlé d'arbitraire. Arbitraire voilà un bien gros mot, et cependant si nous l'écrivons, c'est que les partisans du régime nous y invitent eux-mêmes, et considèrent la répression administrative comme manifestement supérieure, parce que « arbitraire ». Et l'arbitraire dans les mains de l'administration est appelé à jouer un rôle excellent, alors qu'il paraîtrait monstrueux et déplacé dans celles de la justice.

Voici en quels termes s'exprimait le général You-

(1) Paysant, Conférence précitée, p. 6.

(2) Proposition A. Rozet, p. 42. Il est difficile de discuter tous les arguments, on en présente de toutes sortes qui se retournent d'eux-mêmes contre leurs auteurs. Dans le rapport du Comice et Syndicat agricole de Souk-Ahras adressé à la Réunion d'Études algériennes (*Bull.*, 1912, p. 203) on peut lire : « Au surplus, l'indigénat, qui est un régime d'exception, conservera entre les mains des juges de paix son caractère exceptionnel. L'illégalité sera consacrée, légalisée. » Le régime des communes de plein exercice est donc à l'heure actuelle une illégalité légalisée, il est vrai ?

souf dans la lettre rédigée par le colonel Gandil à propos des Commissions disciplinaires, le 30 novembre 1859 : « Comment admettre qu'un magistrat, s'il n'a sa conviction parfaitement établie sur les faits reprochés au prévenu, puisse prononcer contre lui une pénalité quelconque? L'essence même de son métier est de demander des témoignages irrécusables, le rôle de la Commission est de punir sur des probabilités » (1) et Rinn à propos de la substitution de l'autorité judiciaire à l'autorité administrative : « Et puisque c'est l'honneur de la magistrature française de ne rendre que des arrêts et non des services, ne lui demandons pas un concours qu'elle ne peut ni ne doit nous prêter dans une œuvre de répression qui doit rester avant tout une œuvre de politique, une œuvre nationale » (2).

Et plus rapproché de nous que Yousouf, M. Sazie au Congrès Colonial National de Paris (1889-1890) affirme : « Mieux vaut un peu d'arbitraire qu'une anarchie générale » (3). Et c'est une idée profondément incrustée dans certains esprits que l'arbitraire est indispensable : « Quoi qu'on fasse, il faut donc emprunter quelque chose à ce régime militaire que l'amiral de Gueydon voulait appliquer aux indigènes,

(1) Dans Rinn, *op. cit.*, R. A., 1885, 1, 258.

(2) R. A., 1890, 2, 132.

(3) *Recueil des délibérations*, t. III, p. 113.

et si l'on chasse l'arbitraire il revient au galop » (1).

Ce n'est donc pas seulement M. Larcher qui parle d'arbitraire lorsqu'il écrit : « Mais je ne sais pourquoi, on a fait croire aux colons que l'injustice et l'arbitraire étaient nécessaires à leur sécurité (2).

Voilà en effet que l'on représente l'administrateur, démuné de ses pouvoirs disciplinaires, comme un homme incapable de se faire obéir, et que par cela même la sécurité aura cessé d'exister sur le sol algérien.

Les inconvénients ne seraient peut-être pas immédiats, mais ils se feraient vite sentir, et on enlèverait à l'administration à qui l'on fait grief de l'insécurité les moyens de combattre cette insécurité (3).

Il y aura insécurité parce que le prestige de l'administrateur n'existera plus.

L'administrateur dépendra du juge de paix qui pourra condamner ou non les indigènes poursuivis par l'administrateur. Un conflit entre ces deux fonctionnaires détruira l'autorité du premier (4). On accuse d'ailleurs le juge de paix, même actuellement, de créer des difficultés à l'administrateur (5).

(1) Prevost-Leygonie, R. A., 1890, I, 92.

(2) *Revue pénitentiaire*, 1903, p. 559.

(3) Aynard, *op. cit.*, p. 175 et Ruyssen, Le Code de l'indigénat en Algérie, *Rapport au Cong. de l'Afrique du Nord*, Paris, 1908, p. 7.

(4) *Délibération du Cong. col. nat.*, Paris, 1889-1890, t. III, p. 114, M. Sazie.

(5) Cong. inter. de soc. col., Paris, 1900, t. I, p. 70. Arthur Girault, et Rapport du Comice agricole de Souk Ahras, *Bulletin Etudes algériennes*, 1912, p. 203.

Le régime proposé par les partisans de la suppression des pouvoirs disciplinaires va rendre les conflits plus nombreux.

A quoi l'on a répondu que ces fonctionnaires seraient au contraire amenés, à se ménager réciproquement, le juge de paix réfléchissant que l'administrateur par son action sur les chefs indigènes lui facilitera ses opérations et d'administrateur songeant à ne pas indisposer le juge de paix qui jugera sur ses procès-verbaux. « Ayant besoin l'un de l'autre, ils feront, s'ils ont bonne éducation, assaut de prévenances réciproques. A l'heure actuelle certains administrateurs, croyant n'avoir pas à ménager de modestes magistrats, affectent parfois d'ignorer ou même de dédaigner le juge de paix, et c'est bien plutôt cette situation qui peut donner lieu à des conflits aigus » (1).

On pourrait d'ailleurs, ajoute l'auteur du passage ci-dessus, accorder des honneurs supplémentaires à l'administrateur à titre de compensation.

« Mais la conservation du prestige des administrateurs est-elle une raison suffisante du maintien d'un pouvoir dont l'abus est rare, mais qui est incontestablement arbitraire? écrit M. Pensa. Si le prestige passait au juge de paix français où serait le mal (2) ! »

Le prestige de l'administrateur subsistera si ce

(1) Mémoire précité dans *Bull. d'Etudes algériennes*, 1912, p. 225. Dans le même sens *Cong. col. nat.*, Paris, 1889-1890, t. I, M. d'Orgeval.

(2) Pensa, *op. cit.*, p. 67.

fonctionnaire sait le conserver. Le prestige n'est pas le monopole de l'administrateur nous l'avons dit déjà. « Le prestige de l'administration ne doit pas être seulement fait de crainte imposée. En le réduisant à cette aune on l'àravalé. Le prestige administratif doit sans doute être fait de fermeté, mais de fermeté légitime au grand jour des débats publics, il doit être fait surtout de justice éclairée, de persuasion, d'adresse et de bonté » (1).

Et la sécurité subsistera, les agents de l'administration sans pouvoir punir exerceront une surveillance active et les coupables qu'ils traîneront devant le juge seront condamnés lorsque la preuve de la contravention sera faite. Pour ce qui est de la nécessité de frapper parfois immédiatement le coupable : on conserve à l'administrateur, nous le verrons, le droit, dans certaines circonstances d'opérer des arrestations préventives.

Le calme n'en règnera pas moins en Algérie et le prestige de l'administrateur sera de meilleur aloi. Point n'est besoin à notre sens pour obtenir ces deux résultats que l'administrateur puisse d'une signe faire arrêter un indigène et le jeter en prison, ou lui faire

(1) Rozet, *Proposition*, p. 29.

Nous signalons une opinion émise par M. Lejeaux qui ne voit aucun mal à ce que les administrateurs s'arrogent des droits régaliens, qu'ils ne tiennent pas de la loi, car cela impressionne l'indigène (Réunion d'Études algériennes, séance du 28 juin 1912, *Bulletin*, 1912, p. 169). Cette opinion montre jusqu'à quel point on peut soutenir un régime dans ce qu'il a de plus mauvais.

gratter avec ses doigts la terre du jardin de la commune mixte pour en enlever les mauvaises herbes. Ce spectacle d'indigènes employés si peu utilement pour le bien de la Colonie n'amène pas nos sujets à de meilleurs sentiments.

D'ailleurs le régime administratif a été nous l'avons dit, considéré comme un régime de transition entre le régime militaire de la conquête et celui du droit commun vers lequel on doit tendre. Il faudra donc un jour toucher à cet édifice et l'heure nous semble venue de faire un pas de plus dans cette évolution nécessaire.

L'administrateur sera contrôlé par le juge et le juge aidé de l'administrateur; — les abus passeront dans le domaine de l'histoire, — on évitera les condamnations hâtives prononcées sur le rapport d'un caïd ou d'un agent indigène (1). Le juge de paix contrôlera d'avantage ces rapports, et l'administrateur veillera à leur sincérité à cause du contrôle de la justice.

On a soutenu que le juge de paix serait à ce point de vue moins bien placé que l'administrateur qui connaît la valeur morale des agents indigènes (2). Nous pensons que le juge de paix sera conduit à vérifier la sincérité des rapports de ces agents et qu'il se fera

(1) *Bulletin Réunion d'Etudes algériennes*, 1912, p. 221.

(2) Rapport du Comice agricole de Souk Ahras, *Bulletin Réunion d'Etudes algériennes*, 1912, p. 203.

facilement une opinion sur la valeur respective de chacun de ces auxiliaires de notre administration.

Le juge de paix est au courant des mœurs indigènes et de leurs coutumes. Il peut comme certains administrateurs être Algérien, il peut être métropolitain comme certains autres, il se mettra au courant comme ces autres s'il ne l'est point déjà et d'ailleurs on exige le diplôme de législation algérienne et de droit musulman pour l'accès aux fonctions de juge de paix.

PREMIÈRE ANNEXE

L'Administrateur juge des contraventions de simple police.

Nous verrons en examinant les réformes projetées que si la proposition A. Rozet fait passer dans la compétence du juge de paix, toutes les infractions à l'indigénat et de plus à *fortiori* les contraventions de simple police, le projet du Gouvernement fait un départ entre des infractions dont la répression paraît devoir être conservée à l'administrateur parce qu'elles intéressent la politique et les autres qui sont attribuées au juge de paix.

Mais dans les deux systèmes proposés la connaissance des contraventions de simple police revient au juge de paix. On ne peut discuter ici sur la nécessité de leur maintien dans le domaine de la juridiction

administrative puisqu'il s'agit de faits de droit commun. Les réformes de 1902 et de 1903 apparaissent comme un recul injustifié, car il faut considérer « que le but que nous devons nous proposer est d'amener les populations que nous avons prises sous notre tutelle à vivre sous le régime du droit commun » (1).

Il y a d'autre part de graves inconvénients à confier aux administrateurs la connaissance de ces infractions. Leurs études et leurs travaux ne les préparent nullement à trancher les questions délicates soulevées parfois par les contraventions de simple police, d'autre part, l'administrateur est amené à statuer sur des infractions à ses propres arrêtés en vertu de l'art. 471 -15^e du Code pénal et il juge de la légalité de ses actes. Enfin la victime d'une contravention de simple police ne peut saisir directement l'administrateur, ni intervenir devant lui pour réclamer des dommages-intérêts (2).

DEUXIÈME ANNEXE

Le juge de paix et les contraventions à l'indigénat.

Nous serons également très bref sur ce point, on remarquera qu'en commune de plein exercice, les

(1) André Marneur, Le projet Albin Rozet et l'indigénat, *Bull. Etudes algériennes*, 1909, p. 306.

(2) Larcher, *op. cit.*, II, pp. 329 et 330.

condamnations à l'indigénat sont prononcées sans que l'appel puisse intervenir, alors que l'appel existe pour les contraventions de simple police. Ce point est le seul critiqué par M. A. Rozet dans sa proposition de loi. On ne s'explique guère en effet, cette dissemblance avec le régime des communes mixtes, il est vrai que l'indigène possède ici d'autres garanties, mais nous considérons que le droit d'appel doit être institué.

Nous notons simplement qu'en 1897 le projet du Gouvernement tendait à faire décider qu'en commune de plein exercice, les infractions à l'indigénat fussent réprimées par les administrateurs détachés dans les préfectures et sous-préfectures. Le rapporteur, M. Etienne Flandin, représenta qu'il y aurait recul et aggravation de la situation des indigènes et cette partie du projet échoua.

CHAPITRE II

CRITIQUE DES POUVOIRS DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Première section

CRITIQUE DE L'INTERNEMENT.

Nous avons exposé la procédure de l'internement en même temps que nous en avons décrit le régime, mais nous avons réservé à ce moment la question de la valeur des textes sur lesquels on le base très généralement.

En effet la première critique apportée à ce régime est celle de son illégalité. « Il est impossible de trouver dans les recueils algériens les textes qui ont introduit l'internement dans notre droit pénal » (1).

Nous avons vu que des textes divers sont venus réglementer dans une certaine mesure les pouvoirs du Gouverneur, ou pour mieux dire le fonctionnement de l'internement. A l'origine, il n'y a point de texte, mais seulement un état de fait. C'est d'ailleurs ce que chacun est obligé de reconnaître, et selon M. Aynard en particulier, ce pouvoir est fondé sur un

(1) Larcher, *Trois années d'études algériennes*, p. 91.

usage constant confirmé par des textes relatifs aux pouvoirs du Gouverneur général (1).

A la vérité il ne nous paraît pas possible de trouver un texte ayant force de loi créant au profit du Gouverneur général le pouvoir d'interner. Cette opinion ne nous est d'ailleurs point personnelle et nous pouvons affirmer qu'elle n'est pas le propre de quelques juristes, mais aussi de coloniaux (2).

« C'est un errement de fait qui s'est établi à l'époque lointaine où l'occupation militaire était encore toute guerrière. On s'explique mal qu'une pareille tradition puisse être suivie dans un pays pacifié et organisé par une puissance civilisée (3).

D'après certains (4) l'internement aurait son fondement dans l'arrêté ministériel du 1^{er} septembre 1834, article 15, reproduit par celui du 2 août 1836 : « Le Général en chef peut prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité du pays », et surtout dans l'article 5 de l'ordonnance du 22 juillet 1834 (5) en exécution de laquelle fut édicté l'arrêté ministériel précité. L'ordonnance du 22 juillet 1834

(1) R. Aynard, *L'Œuvre française en Algérie*, p. 171.

(2) Vernier de Byans, *Condition juridique des indigènes dans les possessions coloniales*, p. 159 et Girault, *Principes de colonisation et de législation coloniale*, III, p. 23.

(3) Proposition A. Rozet, p. 15.

(4) Jacques Aumont-Thiéville, *Du régime de l'indigénat en Algérie*, pp. 77 et 110.

(5) Estoublon et Lefébure, p. 6.

qui créait un Gouverneur dispose dans son article 5, que : « Le Gouverneur général prépare en conseil, les projets d'ordonnance que réclame la situation du pays et les transmet à notre ministre secrétaire d'État de la Guerre. Dans les cas extraordinaires et urgents il peut, provisoirement, et par voie d'arrêté, rendre exécutoire les dispositions contenues dans ces projets. »

Selon d'autres (1) le décret du 23 août 1898, article 3, définissant et organisant les pouvoirs du Gouverneur général, accorde à ce haut fonctionnaire les pouvoirs de haute police prévus par la loi du 3 décembre 1849, et la législation spéciale à l'Algérie et d'autre part la dépêche ministérielle du 27 décembre 1897 porte : « qu'il appartiendra désormais au Gouverneur général en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par le décret du 31 décembre 1896 de prononcer l'internement des indigènes. »

Dans l'arrêté du 29 juin 1903 (2) supprimant le dépôt de Calvi, le Gouverneur général vise l'arrêté ministériel du 1^{er} septembre 1834 et l'ordonnance du 31 août 1845 (3) comme conférant au Gouverneur le droit d'interner.

Nous estimons que ces textes n'ont pas la valeur qu'on leur prête.

(1) Paysant, *loc. cit.*, p. 14.

(2) Estoublon et Lefébure, *supp.* 1903, p. 217.

(3) Menerville, *loc. cit.*, I, pp. 7 et 13.

Les arrêtés du Gouverneur général du 20 février 1861 et du 25 avril 1861, déterminent bien les formes de l'internement, mais ne peuvent suffire à le créer. On peut trouver également d'autres textes réglant l'exercice de ce pouvoir mais ils n'ont point de valeur législative, entre autres une décision ministérielle du 27 décembre 1858 (1) et d'autre part l'arrêté du Gouverneur général du 14 novembre 1874, article 14 (2), qui prévoyait une Commission supérieure résidant à Alger (laquelle n'a jamais fonctionné) qui proposerait l'internement.

L'ordonnance du 22 juillet 1834 « incontestablement en vigueur aujourd'hui » d'après M. Aumont-Thiéville, et qui est visée, nous devons le dire par le décret du 19 septembre 1912 relatif à la situation des anciens militaires, est abrogée par celle du 15 avril 1845, article 125 (3).

La dépêche ministérielle du 27 décembre 1897 fort nette dans ses termes (le mot internement y est prononcé) n'est pas suffisante pour créer le droit d'interner (4).

Pour ce qui est des décrets du 31 décembre 1896 et du 23 août 1898 ils sont beaucoup moins nets.

(1) Menerville, *Dictionnaire de la législation algérienne*, t. I, p. 80. V^o *Affaires arabes*.

(2) Estoublon et Lefébure, p. 445, *Pour le territoire de commandement*.

(3) Cf. Larcher, R. A., 1912, 3, 483.

(4) André Marneur, *Bull. Etudes algériennes*, 1909, p. 303.

L'article 3 du décret du 23 août 1898 parle des pouvoirs de haute police prévus par la législation spéciale à l'Algérie, ces pouvoirs sont mal définis (1) et d'autre part nous recherchons justement le texte qui les crée.

Enfin, en ce qui concerne le texte invoqué dans l'arrêté du Gouverneur du 29 juin 1903, il faut remarquer que l'arrêté du ministre de la Guerre du 1^{er} septembre 1834, article 15, permet simplement au Gouverneur général l'exclusion d'individus dangereux pour la sécurité publique d'une ou plusieurs localités, ou même des possessions françaises de l'Afrique du Nord, mais cela n'est point l'internement qui peut consister dans l'emprisonnement dans un pénitencier. D'autre part cet arrêté du ministre de la Guerre n'est point un texte législatif, car la loi du 24 avril 1833 donnait au roi et non au ministre le droit de légiférer en Algérie.

Quant à l'ordonnance du 31 août 1845 (ou mieux du 15 avril 1845) elle a été abrogée en vertu d'un arrêté du chef du pouvoir exécutif en date du 16 décembre 1848 (2) qui dans son article 6 ne donne au Gouverneur, pour le maintien de la sécurité que les moyens autorisés dans la métropole et, dans son article 55, abroge tous les textes antérieurs (3).

(1) *Bull. Etudes algériennes*, 1912, p. 33.

(2) Menerville, *op. cit.*, I, p. 28.

(3) Pour ce qui concerne cette argumentation cf. G. Massonici dans le *Bulletin de la Ligue des Droits de l'homme* du 15 mars 1909.

« On ne peut établir l'existence légale de cette peine que par un argument *a contrario* » (1). Voici le raisonnement qu'il faut tenir : Lors des décrets de rattachement du 26 août 1881, le décret relatif aux délégations du Ministre de l'Intérieur permit au Gouverneur de prononcer « l'internement provisoire des indigènes à l'intérieur de l'Algérie. » *A contrario* le ministre avait le droit d'exercer l'internement définitif et l'internement subi en Corse ; les décrets de 1896 et 1898 rendirent au Gouverneur ce droit à en croire la dépêche du 27 décembre 1897. Mais en réalité nulle part les décrets de dérattachement ne parlent d'internement, ils sont beaucoup moins catégoriques que la dépêche de 1897.

Il faut donc une série de déductions, une argumentation *a contrario* assez faible, cela est douloureux à constater, pour légitimer un pouvoir aussi fort, aussi redoutable que l'internement. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner qu'un rapporteur à la Chambre des députés, au sujet d'une question de crédits concernant l'internement, se soit excusé de ne pas savoir ce qu'étaient que les indigènes internés n'ayant pas le texte de loi sous les yeux (2).

Cela ne veut pas dire, bien entendu, que les gou-

(1) Larcher, *Traité de législation algérienne*, vol. II, p. 491.

(2) M. Le Moigne à la Chambre des députés, séance du 1^{er} février 1900 sur une question de M. le baron Demarçay, *J. O.*, Déb. Parl., 1900, p. 254.

verneurs généraux aient l'intention de commettre un abus de droit, où le crime prévu par l'article 114 du Code pénal, en internant des indigènes. Ils s'appuient sur un usage constant; et lorsque l'on parle d'abus de ce pouvoir on envisage seulement les cas, ou en admettant la légalité de l'internement, il paraît que l'on est sorti de la sphère dans laquelle il devait s'appliquer.

Nous remarquons que la proposition A. Rozet, prévoit la suppression de l'internement, alors que d'autre part l'honorable député nie la légalité de cette mesure, mais il est bien certain que si une loi n'est pas nécessaire, pour abroger quelque chose qui n'existe pas légalement, il vaut beaucoup mieux faire intervenir le législateur qui supprimera une coutume ou établira un internement dont on ne pourra discuter la valeur légale.

En dehors de l'illégalité, on a fait à cette mesure le reproche d'être arbitraire et de ne plus cadrer avec notre sentiment qu'il faut donner à un accusé les moyens de se défendre. Certains gouverneurs, en particulier M. Tirman, auraient hésité à faire usage de l'internement, cette peine leur paraissant difficilement compatible avec un régime d'assimilation (1).

A l'origine, nous l'avons vu, la peine est une mesure

(1) Larcher et Olier, *Les institutions pénitentiaires de l'Algérie*, p. 80, note 2.

politique, on en frappe les agitateurs, les indigènes faisant de la propagande antifranaïaise, ou prêchant la révolte, puis elle devient un moyen de suppléer au droit commun.

Le Gouverneur peut faire arrêter ainsi des gens sans aveu et l'on s'appuie pour soutenir ce régime sur la nécessité qu'il y aurait, si l'on venait à le supprimer de prononcer l'état de siège de temps à autre dans certaines régions (1). On invoque que l'internement est un excellent moyen de faire la lumière en cas de crime lorsque les Arabes ne veulent point parler (2).

Cependant l'efficacité de ce moyen a été contestée (3) et il ne nous paraît pas nécessaire d'employer un moyen aussi dépourvu de garanties pour celui qui en est victime, lorsqu'il s'agit en particulier de faits de droit commun. La justice a d'autres moyens d'informer.

Il nous paraît surtout très mauvais de prononcer l'internement contre des gens que la justice régulière a acquittés, et une circulaire du Gouverneur général est assez nette sur l'emploi qui peut être fait de l'internement dans de telles circonstances (4).

(1) Aynard, *op. cit.*, pp. 171 et s.

(2) Réunion d'Études algériennes, séance du 28 juin 1912, M. Lejeaux, *Bull.* 1912. p. 164.

(3) *Eod. loc.*, M. Michel.

(4) R. A., 1903, 3, 57.

Voir dans ce sens Steeg, article reproduit dans *Bulletin Etudes algériennes*, 1912, p. 147 et M. Michel, *Bulletin Etudes algériennes*, 1912, p. 247. « L'internement pour acquittement existe ».

En fait l'internement a frappé des gens honorables et le *Temps* à différentes reprises protesta contre des arrêtés d'internement (1).

MM. Michel et Bourdarie ont également signalé des cas où l'internement paraît fort arbitraire, et en particulier une espèce où l'indigène fut remis en liberté sur la demande des colons (2).

Il ne faudrait point s'imaginer que les cas où l'internement fonctionne sont d'une extrême rareté. Les faits ainsi punissables ne sont d'ailleurs pas définis. En 1912, 44 indigènes ont été internés dans un pénitencier, dont 39 pour avoir effectué sans autorisation le pèlerinage à La Mecque, en outre 79 ont été mis en surveillance spéciale pour des causes politiques ou par mesure de sécurité publique, lit-on dans l'exposé de la situation générale de l'Algérie (3).

Il ne nous paraît pas bien utile d'employer une mesure aussi arbitraire contre des gens qui vont à la Mecque sans autorisation. Ce n'est pas là un fait politique nécessitant une condamnation sur de simples soupçons, on sait très bien que l'indigène a fait le pèlerinage, on peut le prouver, il n'est pas nécessaire de l'interner sans le déférer à un tribunal régulier qu'on chargera de la répression de cette infraction.

La procédure de l'internement n'offre en effet,

(1) 29 octobre 1912, par exemple, et 17 avril 1907.

(2) *Bull. Etudes algériennes*, 1912, pp. 346 et 256.

(3) 1912, p. 30.

aucune garantie à l'indigène. L'inculpé ne comparaît pas devant la Commission qui juge sur des rapports administratifs. Il ne peut pas produire des témoins, il ne peut se faire défendre par un avocat ou un défenseur, et enfin il peut être condamné sans avoir été avisé préalablement qu'un dossier était transmis contre lui au Gouverneur général.

En réalité l'indigène est simplement interrogé par l'administrateur qui consigne ses réponses, puis le dossier va à la Commission qui donne son avis et au Gouverneur qui décide.

En fait le Gouverneur ignore l'indigène contre lequel il prend un arrêté. Ce haut fonctionnaire pourrait s'occuper spécialement d'un indigène dont la politique est néfaste à la France, mais pour ceux internés pour un motif de droit commun ou pour un cas politique peu grave, le Gouverneur prononce sur un rapport qui vient d'un administrateur, qui, lui-même l'a peut-être rédigé sur les dires d'un agent indigène. Le Gouverneur voit par les yeux de l'administrateur. M. Lejeaux qui invoque les bienfaits de l'internement, nous présente un administrateur menaçant « d'envoyer » tout le monde au Sahara et non « de demander leur envoi », il sait en effet que son rapport fera foi (1).

Et d'ailleurs, M. Jonnart avait tellement bien compris que ce régime n'offrait pas suffisamment de

(1) Lejeaux, dans *Bull. Etudes algériennes*, 1912, p. 163.

garanties, que devant la Commission des affaires extérieures, des Protectorats et des Colonies, il a reconnu la nécessité de l'entourer de garanties nouvelles.

L'internement administratif ne pourrait être prononcé que pour des troubles ou manœuvres politiques graves ou pour des faits susceptibles de compromettre la sécurité, « lorsque ces faits ne tombent pas sous l'application des lois pénales ordinaires ».

De plus on limiterait à 3 ou 5 ans la durée maxima de la peine, et on ne pourrait plus interner que des indigènes ayant subi des condamnations. Le Gouverneur général n'aurait pu interner que dans le cas où la Commission aurait statué dans ce sens (1).

Le Gouverneur faisait preuve d'une certaine liberté. Le Gouvernement parlait bien également d'un défenseur, mais on ne disait point que ce serait un avocat (2). Certains esprits craignent la présence d'un

(1) Le Gouvernement sur ce dernier point semble avoir changé d'opinion. Le Gouverneur ne serait pas lié par l'avis de la Commission. Déclaration du sous-secrétaire d'État à l'Intérieur à la Chambre des députés, le 23 décembre 1913, *J. O.*, Déb. Parl. Chambre, p. 4028.

La Réunion d'Études algériennes dans sa séance du 22 novembre 1912 a exprimé le vœu suivant : « Que l'internement ne puisse être prononcé que pour cause de sûreté publique et sur l'avis conforme du Conseil de Gouvernement. L'inculpé pourra toujours fournir ses explications et être assisté d'un défenseur. Bulletin 1912, p. 264. — Cf. *Cong. inter. de soc. col.*, Paris, 1900, Mgr Fraisse. — *Recueil délibération* I, p. 25, « quelle que soit la juridiction devant laquelle est appelé l'indigène il est nécessaire qu'il puisse présenter sa défense ou par lui-même ou par un avocat de son choix ».

(2) A la Chambre le mot « avocat » a été prononcé.

avocat, ils redoutent que grâce à lui un indigène coupable puisse être acquitté. Nous ferons observer cependant que l'indigène n'eût pas été jugé par un jury facilement impressionnable, mais par des fonctionnaires de l'Administration, et que d'autre part ce raisonnement entraînerait devant toutes les juridictions criminelles ou correctionnelles, la suppression de l'avocat. D'autre part le défenseur ne saurait être un membre de l'Administration.

Quoi qu'il en soit la Commission des affaires extérieures n'a pu aboutir à une entente avec le Gouverneur général. Elle a estimé qu'en punissant « des faits qui ne tombent pas sous l'application des lois pénales ordinaires » on va « précisément à l'encontre des principes les plus certains du droit pénal de toutes les nations civilisées, savoir qu'aucun acte ne peut faire l'objet d'une répression quelconque s'il n'est pas défini avec précision et défendu par avance. » « Enfin en ce qui concerne les faits de droit commun, la Commission n'a pu admettre qu'un individu même plusieurs fois condamné, puisse être interné sur de simples présomptions. »

Nous verrons en étudiant la proposition Albin Rozet, les mesures que ce député compte prendre pour réprimer certains faits, à l'heure actuelle punis d'internement; et le reproche qu'on lui a adressé de punir de peines laissant des traces au casier judiciaire des faits à l'heure actuelle punis d'internement ce qui serait aux

yeux de certains une aggravation de la situation des indigènes (1).

Nous ferons remarquer que si aucune entente n'a pu se faire entre la Commission des Affaires Extérieures et le Gouverneur général et que si d'autre part le projet du Gouvernement ne traite pas de l'internement, le Gouvernement songe cependant à réglementer cette mesure (2).

Section II

CRITIQUE DE LA RESPONSABILITÉ COLLECTIVE.

La responsabilité collective nous apparaît à l'heure actuelle, nous l'avons exposé, sous la double forme de l'amende collective et du séquestre collectif. Nous examinerons d'abord les critiques adressées à l'amende collective, et les arguments donnés en sa faveur.

L'amende collective subsiste en vertu de la loi

(1) Nous avons déjà signalé le reproche à la proposition Rozet, en traitant des Pouvoirs disciplinaires des administrateurs. Dans ce sens, Paysant, *Conférence à la Société d'agriculture de Constantine*, p. 14.

(2) Réponse du sous-secrétaire d'État à l'Intérieur à M. le sénateur Étienne Flandin, séance du 20 juin 1913, Déb. Parl., Sénat, p. 938.

M. Victor Piquet dans son ouvrage, *La colonisation française dans l'Afrique du Nord*, p. 227, signale combien le régime est rigoureux en Algérie : « Partout, dans notre Afrique occidentale ou équatoriale quand, par exemple, l'internement est pratiqué et appliqué à des noirs, quelques fois anthropophages, c'est avec des garanties bien autrement sérieuses qu'en Algérie; à ce point de vue, l'indigénat fait l'étonnement des fonctionnaires coloniaux, même de ceux qui ont souvent exercé dans des régions difficiles d'importants gouvernements ».

Il est de fait que dans les autres colonies l'internement est réglementé. — L'internement vient d'être supprimé en Tunisie, R. A., 1913, 1, 245, Larcher.

forestière de 1903, pour le cas d'incendie de forêts, et en dehors de la loi de 1903, elle pourrait recevoir application dans des cas non déterminés par la loi, mais régis par la pratique administrative.

En matière d'incendie de forêts, la légalité de l'amende collective n'est pas douteuse, il n'en va pas de même dans les autres hypothèses. En vérité à part les incendies, l'amende collective n'intervient pas en fait à l'heure actuelle. Rinn en signale un cas datant de 1884, le seul à sa connaissance depuis 1881 jusqu'en 1889, date à laquelle il écrit (1). Ce que nous en dirons n'a donc qu'une portée théorique.

Il est fort mal aisé de trouver à cette institution une origine légale, c'est là, encore, un usage, un expédient de guerre qui a existé en fait, puis a été réglementé par la suite (2).

Le Général en chef, puis le Gouverneur général s'en servent. Bugeaud la réglemente et la consacre (3), le Prince Napoléon la supprime (4), et plus tard une circulaire de M. de Chasseloup-Laubat semble la rétablir (5). C'est l'opinion de l'Administration.

Aucun texte ne détermine, en dehors des incendies

(1) Rinn, *Revue algérienne*, 1889, I, 146.

(2) Larcher, II, 219, et Girault, III, 239.

(3) Menerville, I, *vo Affaires arabes*, p. 61. Circulaire du 2 janvier 1844.

(4) Décision ministérielle du 24 novembre 1858 et instruction ministérielle du 28 décembre 1858, Menerville, *eod. loc.*, p. 75.

(5) Circulaire ministérielle du 8 mars 1859, Menerville, *eod. loc.*, p. 76.

de forêts, les cas d'application de cette mesure qui est alors purement arbitraire; mais cet arbitraire incommode peu parce que l'amende n'est pas appliquée en fait de nos jours.

Le principe même de la responsabilité collective, nous apparaît comme contraire à notre droit, qui consacre la responsabilité individuelle, de plus il est en contradiction avec la politique suivie en Algérie.

— « Le principe de la responsabilité collective est d'ailleurs, en contradiction avec l'œuvre entière du Gouvernement français en Algérie. Le Gouvernement s'est, depuis vingt-cinq ans, toujours proposé, en effet, même avec excès et précipitation de dissoudre la tribu en substituant à la propriété collective, la propriété individuelle, en donnant aux indigènes des noms patronymiques, et en constituant pour eux un état civil distinct; par quelle aberration voudrait-on maintenir en dehors du cas de révolte générale à main armée et surtout en dehors du territoire de commandement le principe de la responsabilité collective en matière pénale (1) ? »

En effet, en cas de révolte générale, on conçoit la responsabilité collective qui devient une contribution de guerre; mais en dehors de ce cas, la responsabilité collective est trop contraire à nos principes de droit

(1) P. Leroy-Beaulieu, *L'Algérie et la Tunisie*, p. 298.

pénal et à la politique française en Algérie, ainsi que l'écrit M. P. Leroy-Beaulieu pour que l'on puisse admettre ce procédé comme une mesure très générale.

On voulait à un moment donné que l'amende collective fût prononcée lorsque le coupable d'un crime ou d'un délit resterait inconnu. C'eût été, selon M. Marchal, alors député d'Alger, un remède contre le penchant des Arabes pour le vol. M. Marchal ne faisait que reproduire les vœux de l'époque, l'idée avait sa vogue. « Dénoncez le coupable que vous ne pouvez pas ne pas connaître ou bien alors payez ». Le moyen paraissait simple et excellent (1). Il avait eu un propagateur dans la personne de Rinn, pour qui l'abandon de ce système de répression équivalait à une abdication de notre souveraineté (2).

On invoque d'ailleurs en sa faveur que le droit musulman ne l'ignore pas (3), et certains auteurs vont même plus loin, ils affirment que s'il y a parfois erreur, si l'individu coupable n'appartient pas à la tribu que l'on rend responsable, il n'y a que demi-mal, car « en droit musulman, on peut condamner, même à la peine de mort sur présomption » (4).

(1) Marchal à la Réunion d'Études algériennes, 13 mars 1901. Vœux du Conseil général d'Alger 1894. Délégations financières algériennes. Section Colons, 24 décembre 1898. Proposition Thomson. Mauguin, Letellier et Étienne, 16 février 1882. Cf. Larcher, *Trois années d'études algériennes*, pp. 209 et s. *Cong. col. int.*, Paris 1898, I, p. 128, M. de Claudry.

(2) Rinn, R. A., 1885, p. 143.

(3) Rinn, *eod. loc.*, pp. 124, 125. Hugolin, *op. cit.*, p. 155.

(4) Hugolin, *eod. loc.* Il n'indique point le texte que nous ignorons.

Cette mesure est tellement efficace que les officiers des bureaux arabes retrouvaient, au dire de ces auteurs, les coupables de crimes ou de délits, par la simple menace de l'amende collective. Et si le procédé est brutal : en Algérie les droits des Français doivent passer avant ceux de la Barbarie (1).

Il est certain que l'on trouve la responsabilité collective en pays musulman, avec à l'appui une des raisons invoquées à l'heure actuelle en sa faveur. La traduction de la fétoua du faqih Sidi Ali et Tsouli donnée par M. Ed. Michaux-Bellaire dans les *Archives Marocaines*, nous renseigne à ce sujet. « Il n'est pas douteux, dit le texte, pour un homme de bon sens, que les tribus et villages n'ignorent pas les faits et gestes des espions qui y habitent, ni leur correspondance; ils connaissent de même les bandits et les voleurs (2) et partant de cette idée on peut punir le proche parent d'un coupable pour empêcher ce dernier de continuer ses méfaits (3).

Et c'est bien ce que l'on expose : les indigènes ne parlent pas, n'indiquent pas le voleur ou le criminel aux magistrats ou à l'administrateur, mais ils le connaissent, et les frapper d'une amende, c'est les amener à dénoncer le coupable pour ne pas avoir à payer cette amende. C'est pour cette raison que l'on

(1) Hugolin, *op. cit.*, p. 157. Voir le rapport Picard sur la loi du 17 juillet 1874, *J. O.*, 30 juillet, p. 5278.

(2-3) *Archives marocaines*, t. XI, pp. 126 et 402.

propose la responsabilité collective comme un moyen d'aboutir à la sécurité, comme un procédé à employer même pour des faits de droit commun.

Il faut avouer que c'est là un procédé bien grossier, qui ne se comprend que pour des faits politiques dans une période troublée (1). Le maréchal Vallée était adversaire de la responsabilité collective, combattue également plus tard par le Procureur général Pompéï en 1884, et par le président Sautayra (2).

M. E. Mercier critique justement ce procédé, c'est pour lui « ce moyen que l'on réclame comme la panacée universelle, un procédé inique, une mesure rénovée des Turcs qui pouvait avoir de l'effet lorsque les tribus étaient groupées et compactes, et surtout lorsque l'on n'avait pas le choix des moyens ». Mais à l'heure actuelle, bien des étrangers s'immiscent dans les tribus et l'on serait amené à punir des innocents sans quelquefois atteindre le coupable. Les tribus étant dispersées, on réduira l'étendue d'application de l'amende collective au douar, cela restreint la chance de comprendre le coupable parmi les gens frappés. M. Mercier nous parle des malfaiteurs transportant leur victime dans le douar voisin. Il craint la dénonciation d'innocents comme coupables dans le désir de la collectivité de ne pas payer l'amende. Il conclut : « Les colons oublient une chose, c'est que les Arabes

(1) Piquet, *op. cit.*, p. 222.

(2) P. Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 297.

sont encore plus volés qu'eux et que s'ils étaient si bien au courant de ce qui se passe chaque nuit, dans la région qu'ils occupent, ils connaîtraient tout d'abord leurs voleurs et retrouveraient leurs bestiaux » (1).

M. Sabatier redoute même qu'il puisse y avoir des vols simulés pour obtenir une somme d'argent prélevée sur l'amende (2).

Et de bons esprits ont manifesté également leur appréhension qu'il y ait des dénonciations contraires à la vérité, d'innocents trop faibles pour se défendre, ou d'ennemis, et que des abus de pouvoirs des chefs indigènes soient favorisés (3). Rien ne prouve que c'est un Arabe de tel douar qui a nécessairement fait le mauvais coup, rien n'établit que c'est un Arabe. N'a-t-on pas vu des Européens se déguiser pour accomplir leurs méfaits? Même lorsqu'il est indigène, « le plus souvent le coupable est un mauvais sujet, redouté des siens, parmi lesquels il exerce ses méfaits aussi bien que chez nous, et qui ne sont pas dans la confiance de ses entreprises; fréquemment il n'appartient pas au douar sur le territoire duquel il est venu commettre son attentat » (4), et Burdeau conclut,

(1) E. Mercier, *L'Algérie et les questions algériennes*, pp. 209 à 213.

(2) Sabatier, *La question de la sécurité*, p. 56.

(3) Larcher, *Trois années d'études algériennes*, p. 210. Isaac, *Rapport au Sénat*, annexe 36 de la Session de 1895, pp. 257 et s.

(4) Burdeau, *Rapport sur l'Algérie au nom de la commission du budget*, p. 1892. J. O., Doc. Parl. Chambre, 1891, annexe 1647, p. 2271.

et nous concluons avec lui, que la responsabilité collective n'est pas un moyen de justice « c'est plutôt une abdication de la justice renonçant à son œuvre véritable qui est de trouver et de frapper la personne même du malfaiteur » (1).

Et l'on est allé même plus loin, on a prétendu que la responsabilité collective pouvait être dangereuse pour la sécurité. Ouvrons le livre du docteur Trenga, dont est chassée « l'arabomanie ». Nous y lisons : Des « utopistes » ont « demandé l'application d'un « principe pénal absolument fou, rétrograde, dangereux : Celui de la responsabilité collective des « tribus, dans certains cas graves, comme dans celui, « par exemple de l'assassinat d'un agent du Gouvernement dans l'exercice de ses fonctions.

« Ne voient-ils pas, les malheureux, s'écrie l'auteur, « que ce principe inouï, une fois établi et mis en « pratique, une tribu — riche ou pauvre — se permettrait facilement, pour quelques centaines de « beaux douros neufs, de se payer la tête — sanglante « — d'un salarié du « Beylick » qui aurait cessé de « plaire ? (2) »

A l'heure actuelle, la responsabilité collective n'a d'application en droit (et nous avons vu qu'en fait

(1) Burdeau. *Rapport sur l'Algérie au nom de la commission du budget*, p. 1892, J, O., Doc. Parl. Chambre, 1891, annexe 1647, p. 2271.

(2) V. Trenga, *L'Ame arabo-berbère*, p. 197.

aussi pratiquement) que dans le cas d'incendie de forêt. Dans cette espèce, elle est parfaitement légale : est-elle absolument juste, est-elle indispensable ? On l'a justifiée en disant que l'incendie profite certainement à ceux qui l'allument, car les indigènes se procurent par ce procédé des terrains de pacage.

Nous ne nions pas que bien des incendies soient dus à la malveillance, ou pour mieux dire soient volontaires. Mais il ne faut pas accuser l'indigène chaque fois que la forêt brûle (1). D'une part des incendies sont dus à des installatoin clandestines de charbonnières appartenant à des Européens ou à des indigènes. D'autre part, beaucoup d'incendies sont involontaires, attribuables plus à des imprudences qu'à la malveillance, et l'on fait à l'heure actuelle un rare usage de l'amende (2).

M. Aynard écrit que, jusque dans ces dernières années on ne connaissait comme remède aux incendies que l'amende collective appliquée lorsque la malveillance paraissait établie — « une fois sur trois ou quatre ». Depuis l'administration forestière, sous l'impulsion de M. Jonnart, a organisé la lutte, la sur-

(1) V. Piquet, *op. cit.*, p. 122 et le rapport Burdeau précité. Cf. également *Dépêche algérienne* du 22 novembre 1913. Vœu du Conseil municipal de Cherchell, au sujet des incendies de forêts : Le conseil parle d'incendies dus à l'allumette des défricheurs Européens et réclame des sanctions tant contre les Européens que contre les indigènes.

(2) *L'exposé de la situation générale de l'Algérie*, de 1912, pp. 408 et 409 indique pour l'année 1911 : 322 incendies dont 66 attribués à des causes intentionnelles.

veillance, les tranchées et les routes forestières et on a assisté à une diminution du fléau (1).

Enfin la coutume d'incendier la forêt pour avoir des terrains de parcours n'est pas ignorée en France, les populations des Alpes et des Pyrénées la pratiquent fort bien et l'on ne songe pas à établir la responsabilité collective dans la métropole (2).

La question des incendies volontaires se ramène le plus souvent à des questions de pacage. Mais tous les incendies, et même la plupart, au dire de l'Administration elle-même, ne sont pas attribuables à des causes intentionnelles. Un grand nombre sont accidentels, on comprend fort bien que lorsque tout a été séché par le siroco, lorsque le vent chaud souffle, et lorsque qu'un campement étant abandonné on n'éteint pas bien les feux, ceux-ci peuvent causer des incendies qui gagnent la broussaille et de la broussaille arrivent à la forêt véritable qui est brûlée.

Enfin si l'on prend les incendies volontaires qui n'ont pas une question de pacage pour origine, il ne faut pas croire qu'ils sont tous dus à des sentiments d'hostilité envers la France.

Il y en a certes qui ont pour auteurs de mauvais esprits, ou des indigènes mécontents qui veulent se

(1) Aynard, *op. cit.*, pp. 325 et s. L'adoucissement de la loi forestière en 1903 a aussi fait diminuer le nombre des incendies.

(2) Fontin-Clauzel, Un côté de la question algérienne, Les Indigènes musulmans, dans la *Nouvelle Revue*, janvier 1890, p. 310.

venger d'une condamnation ou d'un vexation, et ne songent pas à la responsabilité qu'ils vont faire encourir à leurs corélégionnaires. Mais il y en a qui sont allumés par vengeance d'indigène contre indigène (1). Enfin il y a des incendies volontaires dus à la façon dont on applique la consigne forestière.

Les indigènes sont réquisitionnés pour combattre l'incendie. — Le feu déclaré, la consigne forestière veut que des indigènes partent de suite le combattre, tandis que d'autres ne viendront qu'après porteurs de vivres qu'ils auront rassemblés et préparés. — Or, on ne laisserait pas le temps aux indigènes de se munir de vivres, on les ferait tous aller de suite à la forêt, ils manquent paraît-il de vivres, si bien qu'on nous a cité le cas d'une galette de la valeur de quelques centimes payée un franc par un Arabe réquisitionné et emmené loin de son douar. L'indigène serait dès lors poussé, lorsqu'un incendie se déclare assez loin de chez lui pour qu'il soit mal aisé de se faire apporter des vivres, à mettre le feu près de son douar, pour combattre le nouveau foyer ce qui lui cause un dérangement moindre avec nourriture assurée. Et de fait, lorsque la forêt brûle dans une région, on voit des foyers nouveaux se déclarer sur des points assez éloignés du premier (2).

(1) Cf. *Dép. Alg.* du 15 septembre 1913, au sujet de l'incendie d'Ammi Moussa (22 au 26 août 1913).

(2) Cf. *Dépêche Algérienne* du 23 novembre 1913. Compte rendu de la séance du 18 novembre de la Société des Agriculteurs d'Algérie.

Il y a lieu de remarquer que l'indigène réquisitionné lutte courageusement contre le feu, les rapports officiels en font foi et M. Aynard rend hommage aux indigènes. « Si les indigènes allument parfois le feu, ils s'emploient presque toujours à l'éteindre avec un zèle et un courage qu'on ne trouvait probablement chez aucune population européenne » (1).

Si l'on rapproche ce passage d'une caricature parue dans un journal (2) au lendemain d'un incendie, caricature où l'on voit des colons et des soldats combattre le feu, alors que deux Arabes inactifs ricanent, on se demande s'il n'est pas de mauvaise politique de ne pas manquer une occasion de vexer le monde musulman, sans songer que les Arabes sont souvent les premières victimes du feu, lorsque les gourbis, les troupeaux et parfois les gens brûlent avec les arbres, et s'il ne convient pas mieux, comme le fait M. Aynard, de rendre hommage aux indigènes qui luttent courageusement.

Il faut ajouter que l'été 1913 a été marqué par des incendies en assez grand nombre; l'opinion publique s'est émue, on a crié à une entente générale entre indigènes pour mettre l'Algérie en feu, et l'on a même

(1) Aynard, *op. cit.*, p. 326.

Cf. *Exposé de la situation générale de l'Algérie*, 1912, p. 409, et la lettre du Gouverneur général au Procureur général, *Dépêche Algérienne* du 4 septembre 1913.

(2) *Dépêche Algérienne* du 31 juillet 1913.

affirmé que cela avait pour but de soutenir, par l'action, la proposition A. Rozet.

L'été 1913 a été particulièrement chaud, et le siroco aidant, l'incendie a eu beau jeu. D'autre part les esprits étaient également très échauffés. L'approche de la discussion de la proposition A. Rozet produit toujours des récriminations dans la foule et des articles dans les journaux, et l'on ne se rend pas compte que s'il y a eu des incendies plus nombreux que les années antérieures c'est peut-être pour cela même qu'il y en avait eu peu les années précédentes et que les indigènes ont pu être tentés d'étendre les terrains de pacage; d'autre part il serait assez maladroit de la part des indigènes d'allumer des incendies au moment où l'on va discuter la question de l'amélioration de leur condition.

Quoi qu'il en soit, une lettre du Gouverneur général au Procureur général, l'invitant à faire rechercher et poursuivre les coupables fait mention de l'opinion du public qu'il y avait un plan concerté, mais elle ajoute : « L'opinion publique peut se tromper, il ne nous appartient pas de la suivre dans les erreurs que pourraient lui inspirer et peut être justifier les horreurs des spectacles auxquels la population a assisté, et la révélation de l'immense préjudice occasionné à notre colonie. Nous ne saurions perdre de vue que l'Algérie traverse une période de sécheresse exceptionnelle et que le Midi de la France n'a pas été lui-

même épargné». Et après avoir affirmé que de trop nombreux indigènes sont ennemis de l'arbre, le Gouverneur général poursuit : « Il ne s'agit pas d'englober dans une réprobation générale l'ensemble de nos populations indigènes » (1).

Le Gouverneur général, tout en signalant l'opinion publique n'entendait pas lui donner une valeur officielle, et de fait les dires des uns et des autres étaient fort divers.

Si l'on accusait les indigènes d'une entente générale, on répondait par contre que les colons avaient parfois mis le feu pour brûler des récoltes de blé déficitaires, on parlait d'incendies allumés pour démontrer la nécessité du maintien des postes vigies (lourde charge faisaient remarquer la section arabe des délégations financières en mai 1912), et même du maintien des pouvoirs disciplinaires des administrateurs.

A la vérité une sécheresse exceptionnelle a favorisé les incendies, et les causes diverses que nous avons énumérées les ont déterminés. Les esprits se sont égarés; l'entente entre les indigènes des trois départements et de la Tunisie nous paraît une fable.

Nous sommes amenés à conclure que si la responsabilité collective peut exister, c'est seulement en cas de révolte, et peut-être, mais avec une très grande prudence recevoir application en matière forestière. Nous estimons en effet, qu'il vaut beaucoup mieux

(1) *Dépêche Algérienne*, 4 septembre 1913.

rechercher les coupables et prononcer des sanctions individuelles plus conformes à notre droit, plus justes et ne risquant pas d'indisposer les indigènes non coupables. La menace d'une punition globale peut en effet surexciter des innocents et les pousser à se rendre coupables de méfaits pour ne pas être punis à tort (1).

Troisième section

CRITIQUE DU SÉQUESTRE.

Le séquestre individuel ou collectif étant une mesure pratiquement disparue, puisque ses dernières applications remontent à l'insurrection de 1871 en Kabylie et aux incendies de 1881, une mesure de guerre qui fonctionne en dehors du droit commun, on ne peut lui adresser d'autre reproche que d'avoir existé en fait avant d'être réglementé.

Les cas où le séquestre peut être prononcé tant en vertu de l'ordonnance du 31 octobre 1845 que de la loi du 17 juillet 1874, sont des faits de guerre ou assimilables à des faits insurrectionnels. On conçoit qu'en cas de guerre des mesures spéciales exceptionnelles soient prises.

Le séquestre collectif forme de la responsabilité

(1) *Dépêche Algérienne*, 29 octobre 1913, Correspondances locales Tenès, A propos des incendies de forêts.

collective mérite théoriquement les reproches qui atteignent la responsabilité collective, mais d'autre part en temps de guerre on ne peut songer à n'appliquer que le droit commun.

TROISIÈME PARTIE

PROJET DE RÉFORME AU RÉGIME DE L'INDIGÉNAT

Le régime auquel sont soumis à l'heure actuelle les indigènes en Algérie, n'a pas fait seulement l'objet de critiques théoriques. Il y a eu des modifications proposées amenant un changement plus ou moins grand de l'état de choses actuel.

Certains esprits se contenteraient d'une amélioration provenant d'une part d'un plus grand contrôle du personnel des communes mixtes, de garanties plus sérieuses accordées aux indigènes lorsqu'ils comparaissent devant l'Administration ou lorsqu'une procédure d'internement est intentée contre eux et d'autre part de la diminution du nombre des infractions qui constituent le code de l'indigénat et de l'augmentation des classes indigènes soustraites à l'indigénat.

C'est ainsi que l'on arriverait au droit commun progressivement en diminuant peu à peu et les infractions et le nombre d'indigènes soumis au régime spécial.

Dans ce sens, il y a lieu de comprendre l'arrêté du Gouverneur du 18 juin 1913.

Cependant l'on remarque que ces réformes ne concernent ni l'internement ni la responsabilité collective, ni le séquestre.

Nous avons vu cependant que le Gouvernement général était disposé à entourer l'internement de certaines garanties.

Des modifications plus grandes ont été proposées par M. le député Albin Rozet, auteur d'une proposition qui fera l'objet d'un chapitre de notre thèse et que nous étudierons après avoir exposé le projet Monis, encore qu'elle soit antérieure en date, parce qu'elle modifie davantage le système actuel au point de le transformer.

Le projet Monis (projet du Gouvernement) n'a trait qu'aux pouvoirs disciplinaires des administrateurs, il ne vise pas l'internement administratif qu'il semble ignorer.

CHAPITRE PREMIER

EXPOSÉ DU PROJET DU GOUVERNEMENT

Le projet du Gouvernement présenté en 1911 par M. Monis, Président du Conseil, ministre de l'Intérieur est intitulé : « Projet de la loi tendant à proroger les pouvoirs disciplinaires des administrateurs des communes mixtes de l'Algérie.

Sous ce titre le projet apporte cependant d'assez larges modifications au régime actuel sur lequel il constitue à notre avis un progrès, il a une tendance en effet à faire disparaître le régime d'exception au profit du droit commun.

Dans l'exposé des motifs, le Président du Conseil rappelle la nécessité de punir, en Algérie, des faits qui ne constituent point en France des infractions, il reconnaît par contre le caractère « essentiellement provisoire » d'un régime qui doit « se modifier par des atténuations progressives, parallèlement à l'évolution et aux aspirations de la population, jusqu'au jour où cette évolution étant achevée, il disparaîtra complètement » (1).

C'est en partant de cette idée que le projet porte

(1) Projet, p. 2.

suppression du permis de voyage, à l'intérieur de l'Algérie et d'Algérie en France (1).

La caractéristique du projet est le départ des infractions entre le juge de paix et l'administrateur.

Au juge de paix on remet la connaissance de toutes les contraventions de simple police, constatées sur le territoire des communes mixtes, que le décret du 9 août 1903 avait attribuée aux administrateurs et de plus on lui abandonne la connaissance d'un certain nombre d'infractions à l'indigénat.

Pour les infractions spéciales le projet semble les remettre un peu à regret dans les mains des juges de paix : « Enfin, lit-on dans l'exposé des motifs, on peut sans trop d'inconvénients les charger de statuer sur les contraventions à l'indigénat énumérées aux paragraphes 2, 3, 8, 9, 10, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 23, du tableau annexé à la loi du 24 décembre 1904 (2).

Mais pour les autres elles resteront de la compétence des administrateurs et cela dans l'intérêt de la bonne administration de l'Algérie et même de la population indigène.

La remise de toutes les infractions à l'indigénat au juge de paix ne semble pas réalisable immédiatement, à cause de la nécessité de créer 17 nouveaux cantons

(1) Modification faite par un arrêté du Gouverneur général de l'Algérie en date du 18 juin 1913, article 2, pour les voyages à l'intérieur de l'Algérie et d'Algérie en France.

(2) Page 8.

et de remanier la composition territoriale des cantons existants ou celle des communes mixtes qui chevauchent sur plusieurs cantons.

Créer de nouveaux cantons entraînerait des dépenses excessives et il semble peu nécessaire de le faire dans le but unique de soustraire entièrement les indigènes à la justice de l'administrateur. D'autre part, le remaniement de la composition territoriale des communes mixtes pour les faire concorder avec les cantons ne va pas sans inconvénients, car les communes mixtes doivent être modifiées au fur et à mesure du développement de la colonisation. Enfin la proposition A. Rozet, modifiée par la Commission des affaires extérieures, est obligée d'admettre que pendant deux ans, la connaissance des contraventions à l'indigénat demeurera entre les mains des administrateurs dans les communes mixtes où le siège de la commune est distant de plus de 20 kilomètres de celui du canton, ce qui est illogique, car l'on devait se préoccuper surtout de la distance séparant l'administré du juge.

Nous ferons remarquer que le départ d'attributions créé par l'article 21 de la proposition Rozet est tout à fait provisoire, il est fait pour permettre au Gouvernement de créer des justices de paix, il lui donne pour cela un délai de deux ans.

D'autre part, il nous semble que les mêmes raisons d'ordre politique ou économique, telles que dévelop-

pement de la colonisation, ouverture de voies de communication, peuvent aussi bien influencer sur la composition territoriale des cantons que sur celles des communes mixtes, le canton n'est pas absolument immuable, et la commune mixte ne voit pas son territoire être chaque jour l'objet de remaniements.

Enfin si la non concordance absolue des chefs-lieux du canton et de la commune mixte semble au Gouvernement un obstacle à l'attribution de toutes les infracctions à l'indigénat au juge de paix, elle ne l'empêche pas d'abandonner à ce magistrat la répression de treize de ces contraventions.

Il ne paraît pas d'autre part que la création de quelques justices de paix soient tellement inutiles, à cause des fonctions importantes des juges de paix en Algérie, et le coût de ces installations ne serait pas tellement énorme.

Le projet du Gouvernement soutient qu'il est préférable de ne pas généraliser l'intervention du juge de paix en matière d'indigénat, parce que ce fonctionnaire n'est pas tenu de savoir l'arabe. Si en effet on exige de lui, depuis quelques années seulement il faut l'avouer, la possession du diplôme de législation algérienne et de droit musulman (qu'on n'impose pas par contre aux administrateurs, encore que cela puisse paraître fort utile), on n'a pas édicté comme

condition à la nomination des juges de paix la connaissance de la langue arabe.

Nous ne voyons aucun inconvénient à imposer cette condition, et à soumettre à ce point de vue le juge de paix au même régime que l'administrateur. Nous ferons cependant observer que le juge de paix est juge dans les affaires musulmanes, président du tribunal répressif et de plus va statuer sur les contraventions de simple police et sur la plus grande partie des contraventions à l'indigénat avec l'aide d'un interprète, et qu'il semble par conséquent peu logique de lui reprocher son ignorance de la langue arabe pour les huit infractions que l'on réserve à l'administrateur, d'autant que selon le projet du Gouvernement on songerait à imposer la connaissance de la langue arabe au juge de paix.

A la vérité, il y a lieu d'examiner si les infractions maintenues dans les attributions de l'administrateur ont un caractère particulier qui nécessite pour elles le *statu quo*.

Le juge de paix serait incapable de connaître les circonstances particulières qui peuvent exiger ou ne pas exiger une répression sévère, ou bien les condamnations qu'il prononcerait, n'intervenant pas immédiatement, viendraient trop tard pour arrêter les désordres qui risquent de déterminer des troubles graves, et enfin le caractère administratif de certaines

contraventions entraîne le maintien dans les mains de l'Administration du pouvoir de les réprimer.

De là les huit numéros du tableau 2 annexé au projet, les contraventions sont, nous dit l'exposé des motifs, le plus souvent constatées par l'administrateur en tournée, et l'administrateur peut ainsi intervenir dans les rassemblements d'indigènes occasionnés par des fêtes patronales, ou des contestations ayant trait à des limites de terrains et l'administrateur rétablit l'ordre légèrement troublé parfois. D'autre part le même administrateur fait des tournées pour surveiller les postes de garde, diriger la lutte contre les sauterelles ou contre un incendie, ou pour assister le répartiteur chargé du recensement de la matière imposable, il a besoin de pouvoir prononcer des condamnations pour faire exécuter ses ordres. Un procès-verbal n'agirait pas de même.

En ce qui concerne la fréquentation des écoles primaires : « la négligence ou le refus d'envoyer un enfant d'âge scolaire à l'école primaire quand l'école est située à moins de trois kilomètres, et qu'il n'est pas présenté d'excuse valable » sont punis par l'administrateur. C'est le recteur de l'Académie d'Alger qui a exprimé la crainte de voir les écoles désertées si l'administrateur ne pouvait plus contraindre les parents à y envoyer leurs enfants.

Pour répondre aux craintes du Recteur, nous ferons

observer que l'indigène enverra ses enfants à l'école, s'il sait que dans le cas contraire l'administrateur pourra le signaler au juge qui le condamnera, et si l'administrateur veut bien, ne pas se désintéresser de l'instruction des indigènes encore que ce ne soit plus lui qui prononcera les condamnations.

La crainte d'une poursuite suffira, elle aura les mêmes effets que la crainte d'une condamnation prononcée par l'administrateur lui-même, car le juge ne manquera pas de condamner lorsqu'il y aura de bonnes raisons de le faire. Enfin, si l'administrateur est un fonctionnaire dévoué il saura, au moyen d'admonestations stimuler le zèle des parents. Si nous avons fait des reproches à certains administrateurs, nous n'avons point attaqué l'ensemble de ces fonctionnaires et nous pensons que la majeure partie de ce corps a une conscience assez haute de ses devoirs pour ne pas abandonner l'intérêt qu'il doit porter à l'administration des indigènes en général et à leur instruction en particulier, sous le prétexte qu'on lui enlève tout ou partie de ses pouvoirs disciplinaires.

Pour ce qui est des n^{os} 3, 4 et 5, du tableau 2, ayant trait à la dissimulation de la matière imposable, au refus d'obtempérer aux convocations des agents du fisc, et aux retards prolongés dans le paiement des impôts ou l'acquittement des prestations, il ne nous paraît pas possible d'y voir des faits nécessitant une répression immédiate; il n'y aura jamais d'événement

grave parce qu'un indigène ne sera condamné qu'un ou deux jours plus tard parce qu'il n'aura pas payé ses impôts, et c'est faire une injure toute gratuite au juge de paix que de proclamer qu'il ignore les circonstances où il faut ou non se montrer sévère.

Le juge de paix pourra, aussi bien que l'administrateur examiner si la situation du contribuable indigène est digne d'intérêt, ou si son mauvais vouloir n'a pas d'excuse. D'autre part il sera renseigné par les agents chargés de la répartition des impôts et par l'administrateur lui-même. Il pourra contrôler les dires de ces fonctionnaires et il semble que pour de telles infractions, il y ait lieu de ne prononcer une condamnation qu'après réflexion.

Quant aux contraventions qui semblent devoir être l'objet d'une répression immédiate, nous pensons avoir suffisamment indiqué, en examinant les critiques adressées aux pouvoirs disciplinaires des administrateurs, que bien souvent la condamnation n'intervenait que trois jours après la constatation de l'infraction, constatation qui n'était pas faite le plus souvent par l'administrateur lui-même. — D'autre part nous verrons que la proposition A. Rozet, confère à l'administrateur le droit d'arrestation immédiate provisoire, et que le tribunal de simple police peut également dans certains cas être convoqué immédiatement par statuer sur la contravention.

Le projet du Gouvernement maintient comme

maximum de la peine pour les infractions à l'indigénat 15 fr. d'amende et 5 jours de prison, même pour la première infraction. Nous verrons en examinant la proposition Albin Rozet qu'elle modifie l'état actuel sur ce point, qu'il nous paraît préférable de maintenir ce maximum et la possibilité de l'appliquer en dehors de toute récidive.

L'article 5 du projet, de même d'ailleurs que l'article 16 de la proposition A. Rozet, conserve la faculté de transformer en prestations les condamnations.

Enfin, d'après le projet du Gouvernement, le Gouverneur général peut atténuer ou supprimer les infractions spéciales à l'indigénat.

Nous rendons hommage au projet du Gouvernement de ce qu'il améliore très sensiblement la situation des indigènes en général, et de certaines catégories d'indigènes en particulier, en diminuant l'étendue de la juridiction de l'administrateur et en créant des catégories nouvelles échappant à l'indigénat (1). De plus il convient de remarquer la différence de rédaction qui existe entre l'article 8 du projet et l'article 4 de la loi du 24 décembre 1904.

L'article 4 porte : « L'administrateur inscrira sur un registre à souche, coté et paraphé, la décision qu'il

(1) Cette dernière réforme a été opérée par la circulaire du Gouverneur général du 18 juin 1913. La Commission des affaires extérieures a admis de même des catégories nouvelles d'exemptés en juin 1913. Cf. Rapport n° 2873, session 1913, p. 38 et nouvel article 16.

aura prise avec indication sommaire des motifs»,
On avait fait (1) à ces comptes rendus le reproche d'être trop sommaires; l'article 8 du projet tient compte de ces critiques, il édicte que la décision sera inscrite au registre « avec l'indication détaillée des circonstances dans lesquelles la contravention a été commise, le nom et la qualité de l'agent qui l'aura constatée et les explications fournies par le contrevenant. »

(1) Cf. page 97.

CHAPITRE II

PROPOSITION A. ROZET ADOPTÉE PAR LA COMMISSION DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

La proposition de A. Rozet, adoptée par la Commission des Affaires extérieures, des protectorats et des colonies, apporte au système de l'indigénat de plus profondes modifications.

Le code de l'indigénat subsiste, mais son application est confiée entièrement aux juges de paix, il n'y a plus ce départ offert par le projet Monis entre les infractions qui rentrent dans le domaine de la justice ordinaire, et celles qui pour les raisons que nous avons exposées, raisons tirées des nécessités de la politique et de la sécurité, demeurent dans les prérogatives de l'administration.

Dans la proposition Rozet, nous ne voyons plus intervenir l'administrateur comme juge que pendant une période transitoire de deux ans dans les communes où l'administrateur est éloigné du juge de paix. Si l'article 21 modifié dans ce sens par la Commission présente le caractère d'une cote mal taillée, on doit observer que l'état de choses, créé par cet article doit être exceptionnel dans ce double sens qu'il ne

s'appliquera qu'à quelques communes mixtes, et pendant une durée de deux années seulement.

Si les infractions à l'indigénat sont jugées par le juge de paix, on comprendra qu'*a fortiori*, la proposition Rozet restitue à ce magistrat la connaissance des contraventions de simple police, et aboutit en fin de compte à mettre l'indigène des communes mixtes dans la même situation que l'indigène des communes de plein exercice.

On arrive ainsi sous le bénéfice de certaines observations, à reconstituer le système antérieur à l'année 1881.

Mais il n'y a pas lieu de décrier la proposition, en objectant que puisqu'en 1881 le système de 1874 consistant à faire juger les infractions à l'indigénat par les juges de paix a paru détestable, il n'y a pas lieu de revenir en arrière en 1913.

En effet le régime de l'indigénat est, chacun s'accorde à le reconnaître, essentiellement provisoire, et il s'agit d'examiner si la situation est la même à l'heure actuelle qu'en 1881.

Nous devons constater en Algérie, une évolution de la société musulmane, évolution à tous les degrés de l'échelle de cette population. Il s'est créé peu à peu une élite intellectuelle à côté de l'aristocratie ancienne, et le nombre des jeunes musulmans qui fréquentent non seulement nos lycées et collèges, nos facultés de droit ou de médecine, mais encore les écoles primaires,

et les *médersas* va sans cesse grossissant. Ceux-là sont très certainement faits pour échapper au régime actuel.

A côté de ces intellectuels, la classe moyenne de la population s'est transformée malgré tout ce qu'on a pu dire de l'action immobilisatrice de l'Islam. Nous ne voulons faire ici ni l'éloge ni la critique de l'Administration, nous ne recherchons pas la part qu'elle a prise à cette évolution ou régénération; mais nous sommes obligé de constater que la société musulmane a évolué en se rapprochant de la civilisation moderne.

Très certainement les procédés agricoles du fellah ne sont ni ne peuvent être ceux du paysan français; et sa mentalité ne peut être la copie de celle du Français de la métropole. — Cependant nous voyons dans une certaine mesure l'indigène profiter de notre civilisation, et enfin et surtout nous n'avons plus à redouter aujourd'hui l'insécurité qui a pu exister autrefois.

En 1881 on venait d'étendre considérablement et trop vite peut-être le territoire civil, il y avait lieu de ne pas substituer au bureau arabe, brusquement, sans transition aucune, le régime que l'on propose aujourd'hui.

On ne peut arguer selon nous de la non-réussite du régime il y a 30 ans, pour s'opposer à une transformation à l'heure actuelle.

La proposition Rozet tend bien à supprimer les

pouvoirs disciplinaires de l'autorité administrative, mais elle se garde bien de supprimer les infractions spéciales elles-mêmes, dont le besoin se fait sentir encore à l'heure actuelle en Algérie.

Si l'on examine sans parti pris aucun et le projet du Gouvernement, qui est également celui du Gouvernement général de l'Algérie et la proposition Rozet : on constate que le seul désaccord porte sur quelques infractions à l'indigénat (huit) que le Gouvernement voudrait maintenir dans le domaine administratif.

Pour les autres, nous l'avons dit, le Gouvernement estime que leur remise au juge de paix, avec les contraventions de simple police n'entraînerait pas de suites fâcheuses au point de vue de la sécurité.

Par conséquent en dehors des considérations générales que nous avons exposées en examinant les reproches adressés aux administrateurs et au régime administratif, il faut limiter le débat à ces huit infractions.

Ces infractions nécessiteraient une répression immédiate, un enlèvement immédiat de fomentateur de troubles, un acte d'autorité qui ramènerait les esprits au calme et servirait de leçon.

M. Albin Rozet et la Commission semblent donner satisfaction à ces observations dans l'article 12 de la proposition qui permet l'arrestation préventive du contrevenant dans tous les cas où l'infraction rend utile par sa nature une intervention de l'autorité

pour s'assurer immédiatement de la personne du délinquant.

« En cas de contraventions flagrantes, lorsqu'il s'agit de refus de secours, de services ou de travaux requis dans les circonstances d'incendie de forêts, d'invasion de saurerelles, ou lorsqu'il s'agit de rixes, violences légères, tapage injurieux ou nocturne, si le maintien de l'ordre public paraît l'exiger, le contrevenant peut être appréhendé et remis aux mains de l'officier du ministère public, près le tribunal de simple police lequel requiert la convocation immédiate de ce tribunal.

La même procédure est applicable en cas de contravention à l'article 475, paragraphe 12 du Code pénal.

Si les moyens de défense invoqués par le prévenu le nécessitent, le juge impartit un délai maximum de trois jours pour la présentation des moyens; il peut ordonner que jusque-là l'arrestation sera maintenue (1).

Dans ces circonstances l'administrateur procédera ou fera procéder à l'arrestation et il déférera le délinquant au juge de paix. La proposition donne ainsi satisfaction à la nécessité d'une arrestation immédiate, sans qu'il soit besoin de réserver la répression de ces infractions à l'Administration.

(1) *Durée maxima de l'emprisonnement d'après l'article 17.* Il est naturel que si l'emprisonnement de 5 jours était maintenu comme maximum, on pourrait admettre l'emprisonnement provisoire pendant cinq jours.

La proposition va plus loin, elle édicte qu'en cas de contravention flagrante, quelle que soit la contravention, si le contrevenant est sans domicile fixe ou sans résidence habituelle connue, la procédure de l'arrestation immédiate pourra toujours être appliquée.

Le dernier alinéa de l'article 12, prévoyant le cas où le maximum de la peine serait l'amende, décide que le juge de paix pourra ordonner la mise en liberté du délinquant moyennant le dépôt au greffe d'une somme qui n'excédera jamais le double de l'amende encourue.

Pour que les affaires ne traînent pas et que la condamnation intervienne rapidement, en temps normal le juge de paix est obligé par l'article 12 à tenir au minimum deux audiences de simple police par semaine, par conséquent en temps normal et en dehors de cas de convocation immédiate du tribunal le jugement interviendra au plus tard quatre jours après le procès-verbal constatant l'infraction.

On peut reprocher à la proposition Rozet d'édicter des peines un peu faibles contre les infractions à l'indigénat.

Il semble bien que les peines actuelles, avec maximum de 15 francs d'amende et cinq jours d'emprisonnement doivent être maintenues, surtout avec la faculté d'appel. Dans la proposition A. Rozet, 5 francs devient le maximum de l'amende et la possibilité

de condamner à la prison (trois jours au maximum) n'existe qu'en cas de récidive (1).

Ainsi que le fait observer le projet du Gouvernement les indigènes seront tentés de se soustraire à certaines réquisitions ou de dissimuler la matière imposable, s'ils ne risquent qu'une amende insignifiante, étant donné que ces condamnations doivent être prononcées sans frais (2).

En juin 1913, la Commission des affaires extérieures a admis que la première infraction pourrait être punie de 1 à 15 francs d'amende, mais elle n'a accepté l'emprisonnement qu'en cas de récidive (3).

La faculté d'appel ne va pas disparaître en commune mixte par suite de l'extension de la compétence du juge de paix, cette faculté qui existe alors que l'administrateur condamne, doit exister également lorsque la condamnation est prononcée par le juge. Que ce soit en commune mixte ou que ce soit en commune de plein exercice, le condamné pourra faire opposition ou appel du jugement (4).

L'art. 13 punissait d'une amende au maximum de 10 fr., l'opposition et l'appel injustifiés. D'un commun accord entre la Commission et le Gouvernement,

(1) Article 17.

(2) Article 15.

(3) Article 15 nouveau, p. 34 du Rapport, n° 2873.

(4) Article 11. La procédure d'opposition n'est pas admise avec la loi du 24 décembre 1904 et le projet.

cet article a été supprimé des projets en juin 1913 :

La proposition Rozet prévoit les circonstances atténuantes et le cumul des peines.

L'article 19 dispose que l'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées pour crimes, délits et contraventions par la proposition.

Il édicte de même que la loi du 26 mars 1891, sera applicable en cas de condamnation pour les crimes ou délits prévus par la même proposition.

Enfin, il arrête que, en cas de conviction de plusieurs crimes ou délits prévus par la proposition, le Code pénal, ou toute autre loi, la peine la plus forte sera seule prononcée; que les peines encourues pour des faits postérieurs à la poursuite pourront être cumulées sans préjudice des peines de récidive, et qu'en cas de conviction de plusieurs contraventions, prévues spécialement par la proposition, les peines pourront être cumulées.

La substitution du juge de paix à l'administrateur ne va pas sans entraîner la création de quelques justices de paix. Le rapport Bourlier sur le projet de la loi du 27 juin 1888, faisait remarquer que cela occasionnerait des dépenses considérables; d'autre part l'indigène aurait à se déplacer pour se rendre au prétoire du juge.

M. Albin Rozet relevait en 1909, par communes, la distance existant entre la résidence de l'adminis-

trateur et le siège de la justice de paix (1). Pour le département d'Alger, sur vingt-trois communes mixtes, l'administrateur résidait dans quinze au chef-lieu de canton dans sa commune mixte, ou dans la commune de plein exercice voisine. Pour le département de Constantine sur trente-quatre communes mixtes, dix-neuf étaient dans la même situation; dans celui d'Oran treize sur dix-huit. Donc dans quarante-sept communes mixtes sur soixante-quinze le siège de la justice de paix et la résidence de l'administrateur se trouvaient dans la même localité. Parmi les vingt-huit autres, il y en avait trois, Fedj M'Zala, Aïn Boucif (Bogher) et celle de l'Aurès (Lambèse) pour lesquelles la résidence de l'administrateur n'était distante du chef-lieu de canton que de dix kilomètres au maximum. Il suffisait donc de créer une vingtaine de juges de paix ou suppléants, ce qui coûterait 172.000 fr. au maximum.

Depuis 1909 des justices de paix ont été créées et d'après un rapport du 4 juin 1912 de M. le Procureur Général (depuis premier Président) Patrimoine, l'organisation actuelle suffirait par le bon fonctionnement du régime. M. A. Rozet prévoit cependant en 1913 la création de quelques postes.

D'autre part les frais de justice ne vont pas aggraver les pénalités, l'article 15 de la proposition por-

(1) Rapport 2873, p. 41.

tant que les juges de paix, statueront sans frais à l'égard de contraventions prévues par la proposition, que leurs jugements ne seront pas assujettis au timbre et qu'ils seront enregistrés gratis.

Telles sont, dans les grandes lignes, les réformes proposées par M. Albin Rozet et la Commission des Affaires extérieures dans le système de répression des infractions à l'indigénat.

Il reste à examiner les modifications proposées au Code de l'indigénat et enfin, les réformes au régime de l'internement.

Le projet du Gouvernement supprime, dans la liste des infractions à l'indigénat, le n° 11 du tableau de la loi de 1904 : « Défaut de se munir d'un passeport, permis de voyage, carte de route, ou livret d'ouvrier ». Sauf dans le cas où l'indigène se rend à l'étranger. Cela dans le but d'éviter l'exode en Syrie, et les pèlerinages à la Mecque dans de mauvaises conditions sanitaires.

Dans ce cas, sans que l'exposé des motifs du projet du Gouvernement le dise formellement, il laisse deviner que c'est l'internement qui fonctionnera.

« Les peines à infliger aux indigènes qui se rendront en pays étrangers ou qui effectueront sans autorisation le pèlerinage à la Mecque ne sauraient être limitées d'ailleurs comme celles des contraventions spéciales à l'indigénat, aux peines de simple police ;

elles devront évidemment varier avec la gravité plus ou moins grande des circonstances.»

M. Albin Rozet a critiqué à différentes reprises (1) le permis de voyage qui ne peut s'expliquer à l'heure actuelle dans l'intérieur de l'Algérie et dont la nécessité se faisait si peu sentir qu'un arrêté du Gouverneur général l'a rayé de la liste des infractions.

M. Albin Rozet le maintenait cependant en Algérie et pour le voyage d'Algérie en France ou dans les colonies et pays de protectorats pour les indigènes ayant subi une condamnation à une peine criminelle ou à une peine correctionnelle de trois ans d'emprisonnement pour crime ou délit et ce sous menace de deux à six mois d'emprisonnement (2).

Par contre il se montre plus libéral que le projet du Gouvernement puisque pour les voyages à l'étranger, le passeport ne peut être refusé qu'aux indigènes ayant subi des condamnations. Le défaut de passeport serait puni de 16 à 50 fr. d'amende et de 6 jours à un mois de prison (3).

Pour ce qui est du voyage à la Mecque il fait l'objet d'un article spécial (4). Un décret déterminera les conditions du voyage à la Mecque. Il convient

(1) Cf. en particulier Discours du 20 juin 1912, précité, à la Chambre.

(2) Article 10.

(3) Article 8.

(4) Article 7.

en effet de prendre des précautions sanitaires et aussi d'empêcher des musulmans d'abandonner leur famille à la misère, pour conquérir le titre de hadj — l'infraction à ces prescriptions sera punissable de 6 jours à 3 mois d'emprisonnement et de 6 à 500 fr. d'amende, ou de l'une de ces deux peines seulement.

La proposition Rozet édicte de même des peines plus graves que celles des contraventions à l'indigénat, pour des faits qui jusqu'alors étaient punis de 1 à 15 francs d'amende et de 1 à 5 jours de prison, ou bien étaient sanctionnés par l'internement administratif. De là les articles 2 à 10 inclus.

Nous venons d'examiner les articles 7 à 10, il nous reste à examiner les autres.

L'article 4 contient le numéro 16 du tableau annexe de la loi de 1904.

Ouverture de tout établissement religieux ou d'enseignement sans autorisation, il y assimile « l'exercice de la profession de « derrer » ou instituteur primaire sans autorisation, qui figurait au tableau annexe de la loi de 1897. Il faut remarquer qu'il suffit dans ce cas d'appliquer les dispositions du décret du 18 octobre 1892 sur l'enseignement des indigènes. En juin 1913, la Commission des Affaires extérieures a, sur la demande du Gouvernement décidé que le paragraphe 2 « ouverture d'établissement d'enseignement » garderait son caractère contraventionnel et elle a de plus supprimé purement et simplement le

paragraphe 3 « exercice de la profession de derrier ».

L'article 4 crée le délit consistant par la personne qui recueille des orphelins mineurs, à ne pas en donner avis dans les trois jours suivant le décès du dernier survivant des père et mère au juge de paix. Ceci dans le but d'empêcher certains abus et à la demande des musulmans selon M. A. Rozet (1).

La Commission des Affaires extérieures a supprimé cette infraction en juin 1913.

L'article 4 punit de six jours à un mois d'emprisonnement et de 16 à 100 francs d'amende, ou de l'une de ces deux peines, les propos tenus en public contre la France ou son Gouvernement. Ce nouveau délit constituait une infraction à l'indigénat et figurait à ce titre sur le tableau des infractions spéciales, mais en 1897 le Gouvernement l'avait fait disparaître de son projet. Toutefois le rapporteur, M. Flandin, jugea que si les faits de cette nature pouvaient parfois être d'une gravité telle qu'une peine légère fût insuffisante et que l'internement dût intervenir, il n'était pas mauvais de laisser à l'administrateur la possibilité de châtier, au moyen de peines légères, les actes de peu de gravité. Cependant l'infraction disparut, en 1904, le tableau annexe ne la renferme pas; une circulaire du Gouverneur général du 1^{er} février 1905

(1) Discours du 20 juin 1912, *J. O.*, Déb. Parl. Chambre, p. 1589.

invite les administrateurs à signaler les faits de cette nature à l'autorité supérieure (1).

Enfin l'article 3 punit de détention, si elle n'est punie d'une peine plus grave en vertu d'une autre disposition légale; toute action individuelle ou concertée ayant pour objet de porter atteinte à la sûreté de l'État.

L'article 5 fait de la bechara un délit d'habitude qu'il punit de 6 mois d'emprisonnement.

La bechara signifie « bonne nouvelle ». Le béchir est l'individu qui vient annoncer au propriétaire d'objets volés qu'ils sont retrouvés. En fait, la bechara, se présente lors de vols de bestiaux. Le béchir vient prévenir le propriétaire de bêtes volées qu'il a la trace de ces bestiaux et qu'il se charge de les retrouver moyennant une somme déterminée, ou bien encore et peut-être plus souvent qu'il connaît les voleurs et que ces voleurs sont disposés à restituer des bêtes contre une somme également déterminée.

Il arrive que le béchir n'est pas au courant du tout de la direction prise par les bêtes et ne les retrouve pas. On pourrait dans ce cas le considérer comme escroc. Dans d'autres cas, il est un des voleurs, leur complice ou le recéleur, il y a alors possibilité de l'atteindre. Pour d'autres espèces, c'est un homme honnête qui n'a aucun intérêt commun avec les voleurs

1) Estoublon et Lefébure, *supp.* 1904, p. 112 en note.

et qui peut être assimilé à un détective privé ou à un entremetteur.

Une circulaire du Gouverneur général du 21 août 1902 prescrit de lui signaler les béchirs qui ne peuvent être poursuivis ni pour vol ni pour esroquerie, afin de prononcer s'il y a lieu l'internement de ces individus. Cela suppose que le béchir est de mauvaise foi qu'il est de connivence avec les malfaiteurs ou qu'il est malfaiteur lui-même.

L'article 5 de la proposition Rozet fait de la bechara un délit d'habitude. La mauvaise foi résultera de l'habitude. Il suppose d'autre part que le béchir aura reçu un salaire.

Il se produira ceci, c'est que le béchir au lieu de proposer son marché lui-même le fera proposer par différents indigènes, ou par un Européen, afin de ne pas se faire taxer du qualificatif de béchir habituel. Enfin il pourra fort bien dire : « Les voleurs réclament tant », ne rien réclamer pour lui et se faire payer par les voleurs et il sera difficile de prouver qu'il a reçu quelque chose.

La suppression totale de la bechara, sorte d'assurance contre le vol, ne serait peut être pas bien vue des colons ou des indigènes qui préfèrent payer le béchir, que de perdre irrémédiablement leurs bœufs. Les colons souffriront de cet état de choses, ou bien alors les bandes de voleurs auront parmi elles des Européens qui seront les béchirs officiels

impunissables, ou bien encore on punira des bechirs honnêtes.

En fait il nous apparaît que l'on ne devrait punir la bechara ni au moyen de l'internement, ni comme un délit d'habitude.

Que l'on établisse la complicité du béchir avec les voleurs et qu'en fait la police soit mise en éveil par les becharas nombreuses que fait le même individu et que d'autres par la police recherche et retrouve les voleurs de bestiaux et la bechara aura vite disparu. Si l'on peut affirmer que dans une certaine mesure la possibilité de la bechara facilite les vols, il est encore bien plus vrai que si les vols étaient rendus moins nombreux, la police étant bien faite, il n'y aurait plus de becharas (1).

L'article 6 portait que « Tout indigène qui sera convaincu de faire partie d'une confrérie musulmane, contraire à l'ordre public, sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à deux ans et d'une amende de cent à deux mille francs, ou de l'une de ces peines seulement ». Cet article a été supprimé d'un commun accord entre le Gouvernement et la Commission des Affaires extérieures; on lui avait adressé le reproche d'être inapplicable, car les confréries sont occultes et ne pourraient être par conséquent interdites, et que

(1) Sur la Bechara, cf. Larcher, R. A., 1907, 2, 291 *in fine*. André Marneur, *loc. cit.*, pp. 308 et 309. De Baric, *La Bechara dans ses rapports avec le Code Pénal*, thèse, Paris, 1911, p. 122.

dans le cas où on les connaîtrait les interdire serait leur donner de l'importance.

Observer toutefois que d'une part certaines confréries étant connues, on peut les interdire, d'autre part qu'il vaut mieux les interdire que de punir des indigènes de l'internement pour le motif qu'ils en font partie alors qu'on n'interdit pas la confrérie elle-même, et enfin de compte que si la confrérie n'est découverte qu'au moment où l'on reproche à un individu d'en faire partie à cause de son caractère hostile à la France, ou bien au moment de la découverte de l'hostilité de la confrérie, il n'y aura pas lieu d'appliquer l'article 6 mais l'article 3.

La proposition A. Rozet rend-elle plus mauvaise la situation de l'indigène, puisqu'elle crée et sanctionne des délits nouveaux.

Ce reproche, nous l'avons vu, lui a été en effet adressé. L'auteur de la proposition n'a pas manqué d'y répondre qu'il n'entendait pas marchander les armes au Pouvoir et que lui aussi voulait la sécurité; mais il ne faut pas oublier que si d'une part des délits ou des crimes nouveaux sont créés, l'internement est supprimé (1); la connaissance des délits nouveaux appartiendra aux juridictions de l'ordre judiciaire. Et ce transfert, s'il

(1) Cf. Paysant, *loc. cit.*, p. 6 et *Dépêche Coloniale*, 19 février 1909 (L'internement en Algérie, G. Ribes) et 4 mai 1910 (Le régime de l'indigénat en Algérie, G. Trabant).

doit certes avoir pour résultat de transformer des mesures disciplinaires en peines laissant des traces au casier judiciaire, n'entraînera des conséquences fâcheuses que pour les coupables, mais la partie honnête de la population bénéficiera de cette situation nouvelle. L'honnête homme accusé à tort pourra se défendre. Il n'y a pas à la vérité création de délits, ni création de peines, il n'y a que réglementation légale : des peines légalement prévues sont édictées contre des faits légalement érigés en délits alors que jusqu'ici, ces mêmes faits, étaient arbitrairement punis de peines arbitraires prononcées par l'Administration.

CONCLUSION

Nous avons au cours de cette étude fait part des critiques dirigées contre le régime que nous avons exposé et vous avons également présenté les deux projets soumis au Parlement. — Dans quel sens concluons-nous ?

Nous l'avons point caché que nous n'étions point favorable à la répression administrative. Nous ne la comprenons que lorsqu'elle est absolument nécessaire et nous ne pouvons très certainement nier qu'elle n'ait eu son utilité en Algérie, mais il nous semble que le moment est venu de faire des réformes.

Nul ne peut contester que le régime actuel fut très utile à une certaine époque, indispensable très certainement dans les débuts de la conquête et dans les territoires nouvellement rattachés au territoire civil en 1881. Mais depuis, il nous semble que les circonstances ont changé, et que tout en admettant encore la subsistance d'infractions spéciales on puisse supprimer les pouvoirs disciplinaires des administrateurs.

Il y a là deux choses bien différentes. Fort malheureusement très souvent on présente la suppression

des pouvoirs disciplinaires de l'Administration comme devant entraîner l'abrogation de l'indigénat. Cette erreur profonde est cependant facile à dissiper, l'indigénat existe actuellement en commune de plein exercice et l'administrateur n'est point chargé de la suppression dans ces communes.

Veut-on ménager une transition, ne point avoir l'air de céder brusquement après avoir longtemps refusé des modifications et adopter le projet du Gouvernement qui n'opère pas la réforme totale.

Ce serait peut-être le seul avantage de l'adoption de ce projet.

Mais remarquons que le Gouvernement général lui-même a accepté de faire des retouches à la loi de 1904, la circulaire du 18 juin 1913 améliore sensiblement le sort de bien des indigènes.

Ce serait aux yeux de certains la seule réforme à apporter. Instituer un contrôle des administrateurs et exempter certains indigènes du régime de l'indigénat. Et cependant ce procédé encourt des critiques. Cette délimitation des classes à soustraire à l'indigénat est certainement très délicate à faire et l'on va dans un certain sens trop loin : on supprime totalement l'indigénat pour elles, alors que l'on pourrait se contenter de soustraire ces indigènes à la juridiction des administrateurs.

D'autre part si l'on peut maintenir l'amende collective en cas d'incendie de forêt, et si on doit ne pas

combattre le séquestre, car c'est nous l'avons dit une mesure de guerre ne s'appliquant qu'en cas d'insurrection, il semble que l'internement administratif doive disparaître. Le Gouverneur général reconnaît lui-même « qu'il ne faut pas qu'au moment où nous convions nos sujets musulmans à une plus large participation aux affaires publiques, ils puissent être arrêtés dans la manifestation de leur pensée et de leurs vœux par la crainte de déplaire à l'autorité armée d'un pouvoir redoutable (1) ».

Quelque lents qu'aient été les progrès il y a cependant eu une évolution des indigènes musulmans. L'ordre et la paix ont été apportés en Algérie et de plus nous y avons amené l'idée du progrès, et volontairement ou non nous avons détruit l'organisation féodale de la société indigène. Nous avons créé de nouvelles classes dans la société et fait naître chez les indigènes des aspirations nouvelles.

Nous avons formé une élite instruite dans nos écoles une élite qui n'a pas seulement évolué dans son propre milieu mais vers le nôtre, et surtout nous avons vu naître « une opinion indigène ». Cette opinion se manifeste comme elle le peut, soit par des journaux où n'écrivent pas toujours les meilleurs d'entre les indigènes, ou même les meilleurs sont peu habitués à exposer leurs idées avec tout le calme et la manière

(1) Dépêche du Gouverneur général au Président du Conseil en date du 10 décembre 1908.

voulus. Cette opinion s'est manifestée dans différentes pétitions particulièrement dans celles assez nombreuses qui ont été faites au sujet de la conscription indigène. Enfin cette opinion se manifeste parfois aussi dans les assemblées où les musulmans indigènes sont représentés. M. Houbé, député d'Alger, proposait à la dernière session du Conseil général du département d'Alger des réformes dans la représentation pour donner plus de liberté aux élus. La représentation indigène a certes besoin d'être considérablement remaniée.

Les élus ne représentent certainement pas toujours l'opinion libre de la masse, on a déjà parlé maintes fois des « *beni oui oui* ».

Ceux-là, M. Trenga les appelle les mauvais bergers de l'Islam, qui sous couleur d'esprit conservateur ont intérêt à ce que l'on considère la masse des musulmans comme inadaptable et suffisamment heureuse de son sort, sans qu'il soit besoin de l'améliorer. Ceux-là courtisent les pouvoirs: « C'est pourtant sur eux que l'on s'appuie dans une foule de circonstances ». « Sous le prétexte loyaliste d'approuver les mesures de répression réclamées par l'opinion affolée, ces porte paroles de nos sujets musulmans, au lieu de plaider, sur un terrain large, la cause de leurs coreligionnaires souvent poussés au brigandage par le paupérisme, l'ignorance, le fanatisme, demandent, sur le ton le plus naturel du monde, au Gouvernement français, de refermer, plus étroitement encore, le cercle de

l'Islam enserrant le troupeau dont ils tiennent à être les seuls bergers

Ainsi en matière de justice répressive indigène, ils demandent de ne rien modifier aux prescriptions du Code de l'indéginat, sauf bien entendu, à ne pas appliquer ce Code, avec toutes ses rigueurs et toutes ses vexations, aux gens des villes, aux commerçants patentés, aux notables, aux fonctionnaires, aux intellectuels, à tout le dessus du couffin néo-musulman francisé, peu ou beaucoup, par la grâce de la naissance, de la richesse ou de l'intelligence. Ils supplient le paladin, qui, à la Chambre, à maintes fois rompu des lances en faveur des indigènes musulmans; ils le supplient de considérer que le peuple musulman — celui qu'ils voient s'agiter à leurs pieds — a besoin de lisières (1) ».

Nous n'avons pu résister au plaisir de citer ce passage et nous engageons quiconque à lire les pages qui suivent, d'autant plus que l'on a représenté dans la presse algérienne le livre du Docteur Trenga comme devant éclairer la commission sénatoriale qui devait enquêter en Algérie. Si nous n'admettons pas que le livre du Docteur Trenga soit l'alpha et l'omega de la question indigène, si certains points n'ont pas notre approbation, nous devons reconnaître la sagesse des réflexions contenues dans le passage cité.

(1) Trenga, *op. cit.*, p. 196.

Nous prétendons qu'il faut donner des satisfactions à l'élite, mais il ne faut pas oublier la classe moyenne, il ne faut pas considérer le fellah comme un être peu intéressant.

« N'oublions pas surtout, écrit M. P. Leroy-Beaulieu, qu'il ne suffit pas d'améliorer l'état matériel et physique de la généralité de la race vaincue. Il faut encore donner des satisfactions, soit réelles, soit d'amour-propre, à la classe moyenne indigène, on doit lui faire une place dans nos cadres. Un peuple conquérant qui n'a pas su faire un sort et ouvrir des horizons à la classe élevée et surtout à la classe moyenne de la race vaincue se prépare, au bout de deux ou trois générations, des difficultés insurmontables » (1).

Et que souhaitent donc les indigènes? Peut-être trouverons-nous des éclaircissements dans les pétitions dont M. Messimy nous offre une collection dans son rapport annexé au procès-verbal de la 1^e séance de la Chambre du 2 juillet 1912.

Dans toutes ces pétitions, nous voyons exprimé le désir de compensation aux charges nouvelles imposées.

Autant il nous paraît faux d'affirmer que l'octroi des droits du citoyen doit aller de pair avec la charge du service militaire. (« Il est évident que cette théo-

(1) P. Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 282.

rie ne résiste pas à l'examen : il n'y a plus de raison pour accorder aux indigènes d'Algérie des droits électoraux au titre français, dont ils n'ont que faire, qu'aux indigènes de Cochinchine, qui sont également soumis aux obligations du service militaire» (1) autant il eût été heureux de faire coïncider certaines réformes avec cette institution.

L'octroi des droits politiques du citoyen sans l'abandon du statut personnel musulman, nous paraît chose mauvaise, mais on pourrait assurer aux indigènes une représentation plus élargie et plus sincère (2) dans les assemblées locales. On ne doit certes pas tomber d'un extrême dans l'autre et par l'octroi de droits politiques trop vastes enlever à l'indigène tout intérêt à demander sa naturalisation (3).

Les indigènes réclament des réformes en ce qui concerne les impôts. La question des impôts indigènes et de l'impôt sur la propriété non bâtie européenne sont à l'étude.

En ce qui concerne l'indigénat, les indigènes demandent des modifications plus ou moins profondes du régime actuel; les uns veulent que la réforme opère pour tous, d'autres se contenteraient de modifica-

(1) V. Piquet, *op. cit.*, p. 215.

(2) Cf. les termes employés par M. Jonnart dans une lettre dont un passage est rapporté dans le Rapport Messimy : « Une représentation sérieuse et suffisante ».

(3) Discours sous-secrétaire d'État à l'Intérieur, Chambre des députés, 23 décembre 1913, *J. O.*, Déb. Parl. Chambre, p. 4025.

tions en faveur des classes de la société dont ils font partie.

Nous avons dit ce que nous pensions au point de vue de la possibilité et de l'utilité des réformes au régime de l'indigénat. Nous estimons que l'on peut accorder des satisfactions aux indigènes sans leur donner les droits du citoyen. Ceux qui voudront l'assimilation complète demanderont la naturalisation. Mais il n'y a pas lieu de n'octroyer des garanties aux indigènes que dans les cas où ils deviennent citoyens français. Des garanties doivent exister pour le non citoyen.

Bien des indigènes, en effet, hésitent à se faire naturaliser, car ils craignent de froisser leurs familles. Eux, indigènes instruits, comprennent fort bien que la naturalisation ne gênerait nullement l'exercice de leur religion, mais leurs parents les considéreraient comme des renégats. Si l'indigène ne cherche pas beaucoup à se faire admettre à la jouissance des droits de citoyen, l'Administration ne facilite pas non plus les naturalisations (1).

On devrait les encourager et ne pas éloigner les demandes ou les repousser sous le prétexte que l'indigène ne sollicite l'admission aux droits de citoyen français que pour échapper à l'indigénat.

Arrivera-t-on à une assimilation complète. Combien

(1) Rapport Messimy, p. 25, et Débats Chambre des députés, 23 décembre 1913, *J. O.*, Déb. Parl. Chambre, p. 4025.

les opinions sont différentes. M. Ajam qui a rapidement parcouru l'Algérie en a rapporté l'impression qu'il nous expose dans un ouvrage « Problèmes algériens » que l'islamisme a rendu l'indigène inadaptable. M. J. Caillaux le lui reproche doucement dans la préface de ce livre (1) et nous avons dit dans notre introduction que M. René Millet ne considérerait pas l'Islam comme incompatible avec la civilisation moderne. D'autre part, d'après ce qu'expose le Dr Trenga, il y aurait possibilité de faire évoluer l'Islam. Le Dr Trenga (2) nous fait part des influences auxquelles sont soumis les musulmans d'Algérie : Influence marocaine rétrograde et influence égyptienne moderniste. L'élite est trop instruite pour ne pas comprendre que le fanatisme du marabout marocain est suranné, la masse reste stagnante, mais ne pourrait-on pas s'employer à la faire évoluer en se conciliant l'élite et en favorisant la doctrine moderniste dans les medersas d'autant que « le long des murs épais (de l'Islam) qui jusqu'ici ont défié les temps et les orages, se creusent de fines lézardes. »

Sans d'ailleurs entrevoir l'assimilation comme très prochaine, un rapprochement est très possible. L'indigène est obligé de se rapprocher de l'Européen sur le terrain économique. Il faudra si l'on veut une évolution vers notre civilisation et non pas seulement

(1) Page XI.

(2) *Op. cit.*, pp. 70 et s. et p. 120.

une évolution de l'indigène dans son propre milieu chercher à instruire non seulement les hommes, mais également à donner de l'instruction aux femmes. On n'arrivera pas à un résultat sérieux si on ne travaille pas de ce côté-là. Certainement l'indigène protestera, mais il finira par se soumettre. Il faut bien comprendre qu'il n'y a point d'évolution réelle sérieuse vers la civilisation moderne, si cette évolution est unilatérale.

Il faut que les musulmans instruits, et les « jeunes turbans algériens » soient pénétrés de cette nécessité.

En dehors d'ailleurs de la question d'assimilation, nous ne pensons pas que l'on doive traiter l'indigène en ennemi. Si l'abandon de toute précaution et de toute surveillance peut constituer un danger, il convient de ne pas oublier que les indigènes nous ont donné de nombreux exemples de leur fidélité. Ils ont versé leur sang pour la France et d'autre part même en Algérie, même dans des périodes de révolte ou de trouble, on a pu compter sur des musulmans.

Il n'y a pas lieu de croire que l'indigène ne cherche qu'à se révolter, M. le commandant de Choulot nous décrit autrement une population qu'il a su étudier, il nous signale qu'au lendemain de l'affaire de Marguerite, à Affreville, à quelques kilomètres du lieu des exploits de Yacoub, le maire avait organisé un réseau de poste vigie avec des indigènes. « Ainsi, écrit

le commandant de Choulot, à quelques kilomètres du théâtre des exploits sanglants de Yacoub, c'est à des indigènes que la population française avait confié le soin d'assurer sa sécurité éloignée (1). »

Nous devons donc nous appliquer à relever la mentalité indigène à conquérir entièrement les esprits et les cœurs; et pour cela nous devons éviter tous les procédés vexatoires de l'indigénat, lorsqu'ils sont inutiles. M. Victor Piquet estime que puisqu'on parle sans cesse d'arabophilie par opposition à l'arabophobie, il suffira que l'arabophilie se traduise par un sage libéralisme dans les institutions qui régissent les indigènes (2).

L'arabojustice nous paraît toujours devoir être de rigueur, elle aidera à concilier le respect de certaines traditions musulmanes qu'on ne peut détruire brusquement avec les nécessités du progrès de la civilisation, comme elle facilitera la conciliation des intérêts des colons, des Arabes et de la sécurité.

(1) *Bulletin Réunion d'Etudes algériennes*, 1912, p. 109.

(2) Victor Piquet, *op. cit.*, p. 529.

VU : *Le Président de la Thèse*,
CH. MASSIGLI.

VU : *Le Doyen*,
F. LARNAUDE

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIERES

	Pages
AVANT-PROPOS	1
BIBLIOGRAPHIE	7
INTRODUCTION	15

PREMIÈRE PARTIE

Le Régime actuel

CHAPITRE PREMIER. — Aperçu historique	25
CHAPITRE II. — Les infractions à l'indigénat	37
<i>Première section.</i> — Pouvoirs disciplinaires des administrateurs de communes mixtes en ma- tière d'indigénat	37
<i>Deuxième section.</i> — L'administrateur juge des contraventions de simple police	52
<i>Troisième section.</i> — Le juge de paix et la répres- sion des infractions à l'indigénat	54
CHAPITRE III. — Pouvoirs disciplinaires du gouverneur	57
<i>Première section.</i> — Internement	57
<i>Deuxième section.</i> — Amende collective	60
<i>Troisième section.</i> — Séquestre	63

DEUXIÈME PARTIE

Critique

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — Critique de l'indigénat.....	71
<i>Première section.</i> — Critiques dirigées contre les administrateurs	71
<i>Deuxième section.</i> — Critiques adressées au régi- me lui-même	85
<i>Première annexe.</i> — Critique de l'adminis- trateur juge de simple police	106
<i>Deuxième annexe.</i> — Critique du régime en com- mune de plein exercice.....	107
CHAPITRE II. — Critiques des pouvoirs du gouver- neur	109
<i>Première section.</i> — Internement	109
<i>Deuxième section.</i> — Amende collective	121
<i>Troisième section.</i> — Séquestre.....	135

TROISIÈME PARTIE

Projets de réforme

CHAPITRE PREMIER. — Projet du Gouvernement....	139
CHAPITRE II. — Proposition A. Rozet.....	149
CONCLUSION	167
TABLE DES MATIÈRES	179

ERRATA

- Page 2, note 2, lire : J. O. D. P. 1912, p. 1588.*
Page 9, ligne 29, lire : Sautayra, au lieu de : Sautayne.
Page 25, ligne 3 du texte, lire : partie, au lieu de : patrie.
Page 35, ligne 5, lire : aux préfets un modèle, un code.
Page 37, ligne 10 du texte, lire : énumérées.
Page 47, note 2, lire : Circulaire du 20 septembre 1883.
Page 49, ligne 19, lire : il résulte.
Page 54, ligne 7, lire : et non, au lieu de : de non.
Page 55 : Intervertir l'ordre des renvois 1 et 3.
Page 56, ligne 8, lire : en commune, au lieu de : la commune.
Page 58, ligne 25 : fermer la parenthèse après : 1898.
Page 64, ligne 11, lire : L'ordonnance.
Page 65, ligne 18, lire : 21 février 1903.
Page 69, Titre, lire : Gouverneur Général.
Page 75, ligne 8, lire : devrait, au lieu de : devait.
Page 80, ligne 18, lire : nous les verrions.
Page 83, ligne 20, lire : que fait éclore.
Page 90, ligne 20, lire : qu'on lui donne.
Page 105, ligne 14, lire : aidé par l'administrateur.
Page 125, ligne 17 : guillemets après : voleurs.
Page 126, ligne 6, lire : Valée.
Page 128, ligne 9, lire : d'où, au lieu de : dont.

Page 132, ligne 6, lire : qu'on ne trouverait.

Page 134, in fine, lire : grande prudence en matière forestière.

Page 137, ligne 10 du texte, lire : Administrateur.

Page 141, ligne 19, lire : devrait, au lieu de : devait.

Page 146, ligne 27, lire : pour, au lieu de : par.

Page 147, ligne 5, lire : Il nous paraît, au lieu de : Qu'il nous paraît.

Page 152, ligne 25, lire : Observations.

Page 153, ligne 12, : guillemets après tribunal.

Page 155, ligne 10, lire : infraction.

Page 163, ligne 5, lire : escroquerie.

Page 165 : le renvoi (1) doit venir à la ligne 17.

Page 168, ligne 6, lire : répression, au lieu de : suppression.

~~~~~  
PITHIVIERS. — IMP. DOMANGÉ ET C<sup>ie</sup>. — 6986  
~~~~~

PITHIVIERS. — IMP. DOMANGÉ ET C^{ie}. — 6986
